



Budget des dépenses 2025-2026

Publié : le 2025-05-27

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor 2025,

Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
90 rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

No de catalogue BT31-2F-PDF
ISSN: 1702-5133

Ce document est disponible sur Canada.ca, le site Web du gouvernement du Canada.

Ce document est disponible en médias substitués sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Main Estimates 2025-26

Budget des dépenses 2025-2026

Sur cette page

- [Introduction](#)
- [Sommaire du budget des dépenses](#)
- [Comparaison de l'Énoncé économique de l'automne de 2024 et du Budget principal des dépenses de 2025-2026](#)
- [Renseignements supplémentaires](#)
- [Budget des dépenses par organisation](#)
- [Budget principal des dépenses 2025-2026](#)

► Dans cette section

- [Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits - Budget des dépenses 2025-2026](#)



[Sommaire de l'organisation](#)

[\(CSV \(Comma separated values\), 92 Ko \(Kilo octets\)\)](#)



[Liste des paiements de transfert](#)

[\(CSV \(Comma separated values\), 111 Ko \(Kilo octets\)\)](#)

Introduction

Pour effectuer des dépenses, le gouvernement doit recevoir l'approbation du Parlement, soit par le biais d'une loi adoptée précédemment, soit sur une base annuelle par la présentation et l'adoption de projets de loi de crédits. Avant l'introduction de chaque projet de loi de crédits, le président du Conseil du Trésor dépose une publication du budget (principal ou supplémentaire) des dépenses au Parlement afin de fournir des renseignements et des détails sur les autorisations de dépenser demandées.

Le présent Budget principal des dépenses est le premier budget des dépenses de l'exercice 2025-2026.

Sommaire du budget des dépenses

Le Budget principal des dépenses pour l'exercice 2025-2026 présente des dépenses budgétaires totalisant 486,9 milliards de dollars, soit des dépenses à approuver de l'ordre de 222,9 milliards de dollars et des dépenses législatives prévues de l'ordre de 264,0 milliards de dollars. Il présente également des dépenses non budgétaires totalisant 1,2 milliard de dollars.

Ces sommes comprennent les dépenses découlant de décisions de financement antérieures, telles que des initiatives annoncées dans de précédents budgets fédéraux. Les plans ministériels, qui seront déposés en juin 2025, préciseront comment ces ressources financières seront utilisées pour obtenir les résultats prévus.

Tableau 1. Comparaison - Budget des dépenses et dépenses réelles (en milliards de dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés	216,44	191,57	224,39	222,90
Postes législatifs	247,87	257,61	262,28	263,99

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des dépenses budgétaires	464,30	449,18	486,66	486,89
Dépenses non budgétaires				
Crédits votés	0,22	0,23	0,23	0,10
Postes législatifs	79,02	1,02	2,95	1,07
Total des dépenses non budgétaires	79,24	1,24	3,18	1,17
Nota : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué et il se peut que les montants totaux ne correspondent pas aux montants détaillés qui sont présentés dans le document.				

Dans le tableau suivant, vous trouverez une comparaison des composantes budgétaires votées et législatives du budget principal des dépenses sur une période de dix ans.

Tableau 2. Comparaison du Budget principal des dépenses à long terme

	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026
Dépenses budgétaires										
Crédits votés	89,8	102,1	112,9	125,6	125,1	141,9	190,3	198,2	191,6	222,9
Postes législatifs	160,3	155,8	163,1	174,0	179,5	200,3	207,3	234,8	257,6	264,0
Total des dépenses budgétaires	250,1	257,9	276,0	299,6	304,6	342,2	397,6	432,9	449,2	486,9
Nota : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué et il se peut que les montants totaux ne correspondent pas aux montants détaillés qui sont présentés dans le document.										

Dépenses votées

Le présent budget des dépenses présente l'information à l'appui de l'autorisation de dépenser que le gouvernement demande au Parlement au moyen de crédits annuels :

- 222,9 milliards de dollars au titre des dépenses budgétaires – dépenses de fonctionnement et dépenses en capital, paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers et paiements à des sociétés d'État;
- 104,7 millions de dollars au titre des dépenses non budgétaires – recettes et débours nets liés à des prêts, placements et avances.

Parmi les 130 organisations qui présentent des besoins en matière de financement dans le présent budget, cinq d'entre elles demandent plus de 10 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées :

- le ministère de la Défense nationale (33,9 milliards de dollars);
- le ministère des Services aux Autochtones (25,2 milliards de dollars);
- le ministère de l'Emploi et du Développement social (13,1 milliards de dollars);
- le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord (13,0 milliards de dollars);
- le ministère de la Santé (10,3 milliards de dollars).

Dépenses législatives

Les dépenses législatives prévues par ministère sont incluses dans le présent budget des dépenses afin de fournir des renseignements supplémentaires sur l'estimation des dépenses totales. De la somme des dépenses législatives prévues, 264,0 milliards de dollars correspondent aux dépenses budgétaires, ce qui comprend le coût du service de la dette publique. Cette somme ne comprend pas les prestations versées à même le Compte des opérations de l'assurance-emploi ni les dépenses prévues par la *Loi de l'impôt sur le revenu* (notamment l'Allocation canadienne pour enfants).

Le Budget principal des dépenses de 2025-2026 indique les prévisions à jour publiées dans l'Énoncé économique de l'automne 2024. Parmi les changements importants concernant les dépenses budgétaires législatives qui figurent dans le Budget principal des dépenses de 2024-2025, mentionnons :

- des augmentations des principaux paiements de transfert, notamment les prestations aux aînés, le Transfert canadien en matière de santé et la péréquation fiscale;
- une hausse de l'intérêt sur la dette non échue;
- la nouvelle Prestation canadienne pour les personnes handicapées;
- une diminution de la Remise canadienne sur le carbone pour les particuliers et les petites entreprises.

Les prévisions des dépenses législatives relatives aux traitements et aux allocations pour automobile des ministres ne tiennent pas compte du nouveau Cabinet annoncé le 14 mars 2025 ou les changements après l'élection générale d'avril. Les prévisions de ces dépenses sont intégrées dans le budget principal des dépenses à titre d'information uniquement. Les changements seront reflétés dans les budgets des dépenses ultérieurs.

On prévoit des dépenses législatives nettes de 1,1 milliard de dollars pour les prêts, les placements et les avances.

Composition du budget des dépenses

La majorité des dépenses pour le Budget principal des dépenses 2025-2026 consiste en des paiements de transfert, c'est-à-dire des sommes versées aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers. Les paiements de transfert représentent environ 60,5 % des dépenses budgétaires, ou 294,8 milliards de dollars. Les dépenses de fonctionnement et en capital représentent environ 29,4 % des dépenses budgétaires ou 143,1 milliards de dollars, tandis que les frais de la dette publique constituent environ 10,1 % des dépenses, ou 49,1 milliards de dollars.

Tableau 3. Composition - Budget des dépenses et dépenses réelles (en milliards de dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Paiements de transfert	270,16	282,97	302,83	294,75
Dépenses de fonctionnement et en capital	151,68	119,67	135,42	143,08
Frais de la dette publique	42,47	46,54	48,41	49,06
Total des dépenses budgétaire	464,30	449,18	486,66	486,89
Dépenses non budgétaires				
Activités liées aux prêts, placements et avances	79,24	1,24	3,18	1,17
Total des dépenses non budgétaire	79,24	1,24	3,18	1,17
Nota : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué et il se peut que les montants totaux ne correspondent pas aux montants détaillés qui sont présentés dans le document.				

Comparaison de l'Énoncé économique de l'automne de 2024 et du Budget principal des dépenses de 2025-2026

Le rapprochement présenté ci-dessous a pour but de donner des précisions sur le lien entre les chiffres indiqués dans l'Énoncé économique de l'automne de 2024 et les budgets des dépenses de 2025-2026. Ce rapprochement permet une comparaison et une étude plus efficaces de la manière dont les besoins de trésorerie figurant aux budgets des dépenses sont calculés à partir du plan budgétaire établi selon la comptabilité d'exercice.

Tableau 4. Comparaison de l'Énoncé économique de l'automne de 2024 et du Budget principal des dépenses de 2025-2026

	2025-2026 milliards de dollars)
Budget principal des dépenses de 2025-2026	486,9
Plus : Postes non compris dans les budgets des dépenses	74,1
Notamment :	
Prestations d'assurance-emploi	28,8
Allocation canadienne pour enfants	29,6
Autres crédits d'impôt et remboursements	15,7
Plus : Recettes nettes	15,6
Moins : Rajustements comptables et autres	(22,1)
Énoncé économique de l'automne de 2024 (Total - Dépenses projetées pour 2025-2026)	554,5

Postes non compris dans les budgets des dépenses

Dans l'Énoncé économique de l'automne, les prévisions englobent toute la portée du cadre financier du gouvernement, y compris les recettes, les dépenses liées aux programmes et à l'impôt, les dépenses législatives comme les prestations d'assurance-emploi et les dispositions pour les obligations futures telles que les régimes de pensions de la fonction publique. La portée des budgets des dépenses est plus limitée que celle des prévisions dans l'Énoncé économique de l'automne. Les budgets des dépenses visent principalement à appuyer l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits, lesquels sont des instruments juridiques permettant d'autoriser certains paiements.

Les budgets des dépenses sont donc axés sur les besoins de trésorerie du gouvernement nécessitant des crédits du Parlement et excluent certains postes compris dans l'Énoncé économique de l'automne. Les coûts liés aux prestations d'assurance-emploi et aux prestations pour enfants sont les principales composantes des postes non compris dans les budgets des dépenses.

L'allocation canadienne pour enfants est constituée en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, et est considérée comme une dépense aux fins de la publication de l'information financière du gouvernement. Le Parlement n'autorise pas de dépense annuelle pour ce poste ni pour tout autre crédit d'impôt remboursable ou dépense fiscale.

La majorité des coûts de l'assurance-emploi sont payés directement à même le compte des opérations de l'assurance-emploi plutôt qu'au moyen de crédits ministériels et ne sont donc pas inclus dans les budgets des dépenses.

Recettes nettes

Certaines dépenses sont financées par les recettes ministérielles. Les dépenses d'exercice indiquées dans l'Énoncé économique de l'automne sont présentées de façon « brute », donc les recettes sont incluses dans les prévisions de recettes établies selon la méthode de la comptabilité d'exercice, alors qu'elles sont affectées aux dépenses dans les budgets des dépenses.

Rajustements comptables et autres

Les budgets fédéraux, ainsi que les énoncés ou les mises à jour économiques, sont présentés selon la comptabilité d'exercice intégrale, tandis que les budgets des dépenses sont présentés selon la comptabilité de caisse modifiée. La comptabilité d'exercice reconnaît les recettes une fois générées et les dépenses une fois engagées, alors que la comptabilité de caisse reconnaît les espèces ou leur équivalent une fois qu'ils sont versés. Par conséquent, certains postes seront déclarés différemment dans les deux types de publication, par exemple les règlements judiciaires et les projets d'immobilisations. Cette catégorie comprend aussi les coûts liés aux sociétés d'État consolidées qui sont financées par leurs propres revenus, ainsi que des rajustements pour des postes qui ont été approuvés et réservés dans le cadre financier (au moment de l'Énoncé économique de l'automne et depuis ce temps).

Renseignements supplémentaires

Changements au Budget principal des dépenses 2025-2026

Le présent budget des dépenses reflète les changements de structure suivants :

- le contrôle et la supervision du Secrétariat de l'organisation des mesures d'urgence a été transféré du Bureau du Conseil privé au ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile (décret C.P. 2024-1182);
- les attributions concernant la Commission des pêches des Grands Lacs ont été transférées du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (décret C.P. 2024-1114).

Les autorisations nouvelles ou modifiées suivantes sont demandées par l'intermédiaire de la loi de crédits pour le présent budget des dépenses :

- Postes Canada ajoute le crédit 5 pour les paiements à la société aux fins énoncées à l'article 31 de la *Loi sur la Société canadienne des postes*;
- l'Agence canadienne de l'eau ajoute le crédit 1 pour les dépenses de fonctionnement et le crédit 5 pour les contributions;
- le Service correctionnel du Canada modifie le libellé du crédit 10 pour réduire la limite de prélèvement du Fonds renouvelable de CORCAN en le faisant passer de 11,0 millions à 5,0 millions de dollars en 2025-2026;
- le ministère de l'Emploi et du Développement social ajoute le crédit 10 pour radier 197,2 millions de dollars de dettes relatives aux prêts aux étudiants et aux apprentis;
- le ministère des Finances modifie le libellé du crédit 5 afin de fixer le montant maximal de l'aide financière accordée à l'Association internationale de développement pour l'exercice financier 2025-2026;
- le ministère des Finances ajoute le crédit 10 afin de fixer le montant maximal de l'aide financière accordée à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en vue de l'accélération de l'utilisation des recettes extraordinaires qui soutiennent l'Ukraine;
- le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement modifie le libellé du crédit 20 afin de fixer le montant maximal de l'aide financière

accordée aux institutions financières internationales pour l'exercice financier 2025-2026;

- le ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Communautés ajoute le crédit 5 pour les dépenses en capital;
- le ministère de la Défense nationale modifie le libellé du crédit 1 afin de limiter le montant maximum du total des engagements dans les crédits 1, 5 et 10;
- Parc Downsview Park Inc. ajoute le crédit 1 pour augmenter le montant maximal que la société peut emprunter autrement qu'auprès Sa Majesté;
- la société des Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée modifie le libellé du crédit 1 afin qu'il tienne compte des dépenses liées au pont de Québec, à l'aménagement des berges pour le projet Héritage Champlain et à l'achèvement des projets de déconstruction.

Lois de crédits en 2025-2026

La 44e législature a été dissoute le 23 mars 2025. À cette date, le Parlement n'avait pas encore approuvé les crédits de l'exercice commençant le 1er avril 2025.

Pour permettre au gouvernement de poursuivre ses activités, la gouverneure générale a approuvé l'émission de deux mandats spéciaux d'un montant total de 73,4 milliards de dollars. Les budgets des organisations figurant dans le budget principal des dépenses comprennent à la fois les montants qui ont été accordés au moyen de mandats spéciaux et des montants qui doivent être approuvés par l'adoption d'une loi de crédits dont le projet sera déposé au mois de juin 2025.

Les renseignements détaillés sur chaque mandat spécial sont publiés dans la *Gazette du Canada* et un sommaire de cette information sera déposé au Parlement en juin 2025.

Renseignements déposés et en ligne

Pour cet exercice, le président du Conseil du Trésor dépose un document au Parlement qui comprend ce qui suit :

- un résumé des exigences financières;
- une comparaison de l'Énoncé économique de l'automne de 2024 et des dépenses prévues dans les budgets des dépenses de 2025-2026;

- un aperçu des modifications apportées à la structure gouvernementale et des nouvelles autorisations nécessaires;
- les détails du financement par organisation;
- des annexes proposée au projet de loi de crédits. Les annexes finales de la *Loi de crédits no 1 pour 2025-2026* seront différentes, car les montants octroyés par les mandats spéciaux seront également indiqués. Un montant de 1 \$ sera inclus dans les annexes finales pour tout crédit qui a été entièrement affecté au moyen de mandats spéciaux.

En plus du document déposé, les renseignements supplémentaires suivants se trouvent également en ligne :

- une liste détaillée des dépenses législatives déclarées dans les budgets des dépenses;
- une ventilation exhaustive des dépenses prévues par article courant, comme le personnel, les services professionnels et les paiements de transfert;
- les dépenses prévues par objet, conformément au Cadre ministériel des résultats de chaque organisation;
- les soldes d'ouverture des crédits centraux du Conseil du Trésor.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 130 organisations présentent des besoins en matière de financement dans le budget des dépenses 2025-2026. Plus d'information sur chaque organisation peut être trouvée dans la Partie II – Budget principal des dépenses.

Tableau 5. Budget des dépenses par organisation (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	971 162 874	1 194 373 969	1 210 834 992	1 201 924 450
Administration du pipe-line du Nord	335 993	569 670	569 670	567 540

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Agence canadienne d'évaluation d'impact	97 544 816	106 644 374	106 644 374	115 435 790
Agence canadienne d'inspection des aliments	1 079 321 486	856 278 798	870 649 656	916 844 964
Agence canadienne de développement économique du Nord	87 358 298	71 387 976	80 082 465	77 835 040
Agence canadienne de l'eau	0	0	0	84 831 831
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	563 182 802	316 189 481	335 247 119	331 229 323
Agence de développement économique du Pacifique Canada	190 709 980	120 771 053	141 053 397	140 291 293
Agence de la santé publique du Canada	4 428 531 363	1 868 507 260	1 948 614 313	1 826 491 705
Agence de promotion économique du Canada atlantique	478 430 586	385 643 353	397 590 272	362 024 356
Agence des services frontaliers du Canada	2 693 911 152	2 649 606 362	2 687 079 697	2 992 971 949
Agence du revenu du Canada	16 801 930 010	17 579 455 563	20 747 532 716	10 375 216 596
Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario	71 776 379	55 141 574	65 479 616	71 804 491
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	462 032 480	228 681 532	256 230 662	267 831 501
Agence Parcs Canada	1 452 548 433	1 229 206 968	1 229 460 968	1 267 895 970
Agence spatiale canadienne	450 747 209	413 967 469	675 684 713	834 080 831
Autorité du pont Windsor-Détroit	1 289 462 758	951 657 774	1 208 023 322	343 086 058

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Bibliothèque du Parlement	61 276 314	62 860 029	62 860 029	67 634 346
Bibliothèque et Archives du Canada	216 878 983	199 806 690	217 212 581	208 150 119
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	43 528 651	40 619 347	40 619 347	41 123 756
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	5 812 749	7 462 410	7 462 410	8 063 518
Bureau de l'infrastructure du Canada	7 619 725 159	8 205 210 016	8 218 327 709	0
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	752 719 964	788 800 057	788 800 057	846 957 744
Bureau du commissaire au renseignement	2 228 424	2 575 853	2 575 853	2 635 580
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	7 713 354	8 575 563	8 575 563	9 164 919
Bureau du Conseil privé	243 972 129	243 350 586	253 245 300	278 201 513
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	952 021	1 597 101	1 597 101	1 652 182
Bureau du directeur des poursuites pénales	223 127 765	208 453 021	208 245 521	227 301 597
Bureau du directeur général des élections	249 066 492	259 288 288	259 288 288	691 627 656
Bureau du directeur parlementaire du budget	6 580 952	7 870 893	7 870 893	8 491 923
Bureau du secrétaire du gouverneur général	26 415 860	25 570 788	29 026 788	25 960 068
Bureau du surintendant des institutions financières	311 471 760	321 937 861	321 937 861	358 248 892
Bureau du vérificateur général	134 929 754	127 415 620	127 415 620	136 240 285
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	15 012 510	11 596 606	11 596 606	13 680 957

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	98 622 919	104 126 301	121 644 558	108 984 518
Centre de la sécurité des télécommunications	1 010 795 977	1 041 683 002	1 100 615 746	1 220 576 186
Centre de recherches pour le développement international	164 605 641	157 520 169	160 270 169	159 359 769
Chambre des communes	637 916 672	623 691 994	665 080 997	656 529 409
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	5 372 373	6 522 316	6 522 316	6 774 073
Comité externe d'examen des griefs militaires	7 762 089	8 247 023	8 247 023	8 511 433
Commissariat à l'intégrité du secteur public	6 776 967	6 066 353	6 436 421	7 928 224
Commissariat au lobbying	5 766 525	5 955 987	5 955 987	6 081 241
Commissariat aux langues officielles	25 085 583	25 354 225	27 358 225	26 701 150
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	52 760 964	51 150 945	53 050 700	56 175 110
Commission canadienne de sûreté nucléaire	170 044 589	166 134 660	166 223 464	185 065 842
Commission canadienne des droits de la personne	44 878 473	37 757 130	39 213 736	39 491 498
Commission canadienne des grains	25 320 056	12 170 160	12 170 160	28 289 764
Commission canadienne du lait	5 375 706	4 994 571	4 994 571	5 088 203
Commission canadienne du tourisme	122 661 538	115 967 712	115 967 712	125 027 800

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	15 794 533	16 279 517	16 279 517	16 864 282
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	5 634 282	5 586 689	5 586 689	5 877 270
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	341 256 515	334 508 059	334 508 059	345 397 322
Commission de la capitale nationale	96 902 029	94 769 836	138 414 836	179 777 651
Commission de la fonction publique	106 893 864	98 317 664	100 846 306	103 213 573
Commission des champs de bataille nationaux	20 144 029	24 434 072	25 475 072	19 243 354
Commission des débats des chefs	643 647	3 513 078	3 513 078	3 522 889
Commission des libérations conditionnelles du Canada	77 448 241	73 270 166	74 655 024	72 447 663
Commission du droit d'auteur	4 074 849	4 456 235	4 456 235	4 730 579
Commission du droit du Canada	1 786 147	3 875 595	4 610 595	3 894 054
Commission mixte internationale (section canadienne)	9 192 037	7 495 468	10 920 788	7 464 493
Conseil canadien des normes	20 420 236	21 397 106	24 997 106	26 059 253
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	14 044 145	17 746 047	17 746 047	18 128 932
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	19 906 148	18 015 148	18 673 504	21 866 254
Conseil de recherches en sciences humaines	1 160 335 401	1 197 931 895	1 288 706 948	1 328 398 028
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 383 259 380	1 383 834 006	1 476 657 210	1 506 621 011

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Conseil des Arts du Canada	369 338 611	363 758 160	364 283 160	360 142 160
Conseil national de recherches du Canada	1 525 980 654	1 595 142 974	1 615 938 320	1 762 178 965
Corporation commerciale canadienne	13 962 379	13 792 138	13 792 138	13 792 138
École de la fonction publique du Canada	94 777 161	87 838 771	87 838 771	94 053 264
Énergie atomique du Canada limitée	1 344 720 000	1 591 309 916	1 602 049 596	1 945 655 529
Fondation canadienne des relations raciales	9 000 000	8 992 410	12 092 410	12 000 000
Gendarmerie royale du Canada	5 143 298 510	4 847 756 099	5 568 754 652	6 076 417 678
Instituts de recherche en santé du Canada	1 348 456 197	1 369 560 720	1 423 234 774	1 374 978 697
Investir au Canada	34 271 743	33 075 156	33 075 156	32 755 156
La Société des ponts fédéraux Limitée	7 044 809	17 923 000	17 923 000	0
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	156 303 193	262 413 187	262 413 187	295 761 948
Marine Atlantique S.C.C.	191 685 507	159 010 958	194 973 753	182 531 084
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	4 163 441 399	3 742 023 674	3 968 715 330	3 935 670 445
Ministère de l'Emploi et du Développement social	94 443 380 714	98 732 220 093	98 379 933 057	105 733 389 940
Ministère de l'Environnement	2 362 129 456	2 760 969 226	2 837 687 394	3 127 271 128
Ministère de l'Industrie	4 348 246 510	6 135 005 455	6 383 249 516	8 591 437 915
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	5 994 255 316	4 194 448 625	6 379 884 376	5 174 027 652

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Ministère de la Défense nationale	33 469 476 787	30 584 803 954	33 871 431 003	35 665 011 698
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	377 607 534	321 336 012	360 009 818	278 535 562
Ministère de la Justice	1 109 986 229	927 911 871	1 121 693 497	1 170 109 298
Ministère de la Santé	6 842 293 219	8 678 602 524	9 477 127 794	10 625 357 753
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	1 484 124 375	1 605 273 828	2 443 050 044	2 162 988 694
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	8 458 079 299	8 808 093 823	9 090 971 814	8 437 090 075
Ministère des Anciens Combattants	6 053 066 202	6 214 030 778	7 697 292 227	7 830 735 401
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	320 898 881	371 460 417	375 769 048	407 142 146
Ministère des Finances	135 511 450 933	143 050 168 848	144 971 498 423	149 839 931 447
Ministère des Pêches et des Océans	4 546 062 407	4 685 180 404	5 216 311 558	6 052 547 178
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	16 350 606 555	10 913 250 553	17 907 953 779	13 040 301 182
Ministère des Ressources naturelles	3 466 610 323	5 551 139 953	5 799 860 339	5 132 577 391
Ministère des Services aux Autochtones	46 477 241 611	21 038 891 053	27 760 387 125	25 321 435 316
Ministère des Transports	3 019 243 973	3 651 829 173	4 425 731 126	3 176 936 463
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	5 375 281 385	4 784 233 010	5 625 936 480	7 262 901 604

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités	0	0	203 376 887	9 084 332 795
Ministère du Patrimoine canadien	2 152 461 301	1 893 268 040	2 165 676 846	2 095 587 968
Musée canadien de l'histoire	85 563 916	83 116 568	83 116 568	78 060 568
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	10 060 894	10 024 370	10 024 370	8 799 370
Musée canadien de la nature	32 316 345	32 534 909	32 534 909	29 288 223
Musée canadien des droits de la personne	28 794 533	28 589 790	28 589 790	26 906 790
Musée des beaux-arts du Canada	50 727 132	50 020 493	50 020 493	48 424 493
Musée national des sciences et de la technologie	40 360 343	38 404 738	38 404 738	40 472 693
Office des transports du Canada	55 275 724	56 259 387	56 259 387	57 088 618
Office national du film	71 606 782	71 954 082	71 954 082	73 272 888
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	21 589 205	21 262 850	21 262 850	21 294 509
Parc Downsview Park Inc.	0	0	0	1
Régie canadienne de l'énergie	113 668 265	111 393 654	113 161 345	116 971 846
Registraire de la Cour suprême du Canada	48 361 825	47 967 787	47 967 787	50 015 522
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	19 645 726	18 411 633	18 411 633	19 604 782
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	7 922 668	7 826 542	7 826 542	7 901 183

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	3 029 255	3 720 600	3 720 600	3 760 374
Secrétariat du Conseil du Trésor	4 250 333 885	9 344 293 029	11 253 574 896	9 801 539 394
Sénat	117 980 771	134 868 514	134 868 514	139 258 436
Service administratif des tribunaux judiciaires	125 127 669	165 950 921	198 671 159	208 740 525
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	88 692 561	80 658 913	82 741 399	82 470 273
Service canadien du renseignement de sécurité	828 409 598	702 623 985	756 170 618	980 139 971
Service correctionnel du Canada	3 374 961 818	3 171 276 066	3 685 906 557	3 862 529 485
Service de protection parlementaire	94 966 898	104 543 183	109 143 183	119 637 312
Services partagés Canada	2 790 788 596	2 480 039 758	2 531 978 864	2 490 133 957
Société canadienne d'hypothèques et de logement	5 430 270 486	5 627 708 332	6 569 366 133	6 367 704 082
Société canadienne des postes	22 210 000	22 210 000	22 210 000	1 056 210 000
Société du Centre national des Arts	66 359 661	57 005 441	59 524 537	57 122 713
Société Radio-Canada	1 454 159 531	1 383 237 411	1 383 237 411	1 425 237 411
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	37 431 698	35 410 153	38 910 153	35 033 359
Statistique Canada	740 709 004	736 640 333	739 399 801	827 908 530
Téléfilm Canada	155 276 144	103 308 591	158 302 331	162 955 591
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	18 124 187	22 575 341	22 575 341	23 073 258
VIA HFR - VIA TGF Inc.	49 503 355	45 254 000	120 954 000	597 022 518

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
VIA Rail Canada Inc.	803 950 034	1 159 349 066	1 985 839 468	1 337 761 231
Total des dépenses budgétaires	464 304 842 697	449 177 002 277	486 663 780 135	486 891 515 147
Dépenses non budgétaires				
Commission canadienne du lait	13 214 240	0	0	0
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	(1 525 336)	0	0	0
Ministère de l'Emploi et du Développement social	2 100 586 401	1 209 884 072	1 209 884 072	1 227 916 527
Ministère de l'Industrie	350 000 000	800 000	800 000	800 000
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	104 341 322	0	0	0
Ministère de la Défense nationale	(2 717 027)	0	0	0
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	201 983 793	201 000 000	201 000 000	78 000 000
Ministère des Finances	76 583 974 303	0	1 933 410 002	0
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	19 253 808	25 903 000	25 903 000	25 903 000
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	(12 229 128)	0	0	0
Service correctionnel du Canada	(80)	0	0	0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(119 838 866)	(194 777 830)	(194 777 830)	(158 996 869)
Total des dépenses non budgétaires	79 237 043 430	1 242 809 242	3 176 219 244	1 173 622 658

Budget principal des dépenses 2025-2026

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Raison d'être

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) est une société d'État mandataire qui a pour mission de protéger le public en sécurisant les éléments essentiels du système de transport aérien. La principale responsabilité de l'ACSTA est d'assurer un contrôle de sûreté efficace, efficient et uniforme dans les aéroports désignés du Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 6. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	971 162 874	1 194 373 969	1 210 834 992	1 201 924 450
Total des crédits votés	971 162 874	1 194 373 969	1 210 834 992	1 201 924 450
Total des dépenses budgétaires	971 162 874	1 194 373 969	1 210 834 992	1 201 924 450

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 7. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	1 101 924 450	100 000 000	0	0	1 201 924 450
Total	1 101 924 450	100 000 000	0	0	1 201 924 450

Administration du pipe-line du Nord

Raison d'être

L'Administration du pipe-line du Nord (l'Administration) a été créée en vertu de la *Loi sur le pipe-line du Nord* en 1978, ainsi que dans le contexte de l'Accord entre le Canada et les États-Unis d'Amérique sur les principes applicables à un pipe-line pour le transport du gaz naturel du Nord (1977). L'Administration a comme mandat d'assumer les responsabilités du gouvernement fédéral en ce qui a trait à la planification et à la construction de la partie canadienne du réseau proposé de transport de gaz naturel de l'Alaska. L'Administration joue un rôle clé en appuyant un processus réglementaire d'approbation efficace et rapide, tout en veillant à la protection de l'environnement et en optimisant les avantages pour le Canada sur le plan socioéconomique.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 8. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Administration du pipeline du Nord

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	330 687	540 000	540 000	540 000
Total des crédits votés		330 687	540 000	540 000	540 000
Total des postes législatifs		5 306	29 670	29 670	27 540
Total des dépenses budgétaires		335 993	569 670	569 670	567 540

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 9. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Administration du pipeline du Nord

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveiller et réglementer la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska	567 540	0	0	0	567 540
Total	567 540	0	0	0	567 540

Énumération des autorisations législatives

Tableau 10. Énumération des autorisations législatives - Administration du pipe-line du Nord - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 306	29 670	27 540

Agence canadienne d'évaluation d'impact

Raison d'être

L'Agence d'évaluation d'impact du Canada (AEIC) réalise des évaluations environnementales et des évaluations d'impact de grande qualité. Ces évaluations guident les décisions et les mesures d'atténuation relatives aux effets significatifs que peuvent causer les grands projets soutenant le développement durable dans les domaines de compétence fédérale. Les évaluations d'impact et les évaluations environnementales sont des outils de planification et de prise de décisions qui : facilitent la conception des projets, ainsi que la participation des Autochtones, du public et des différents intervenants ; permettent de veiller à ce que des mesures adéquates soient définies et mises en œuvre pour atténuer les effets négatifs des projets désignés.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'AEIC.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 11. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence canadienne d'évaluation d'impact

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	67 324 412	77 358 614	77 358 614	84 212 146
5	Subventions et contributions	21 353 902	21 253 903	21 253 903	21 036 903
Total des crédits votés		88 678 314	98 612 517	98 612 517	105 249 049
Total des postes législatifs		8 866 502	8 031 857	8 031 857	10 186 741
Total des dépenses budgétaires		97 544 816	106 644 374	106 644 374	115 435 790

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 12. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Agence canadienne d'évaluation d'impact

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Évaluation d'impact	79 312 729	0	21 036 903	(8 001 000)	92 348 632
Services internes	23 087 158	0	0	0	23 087 158
Total	102 399 887	0	21 036 903	(8 001 000)	115 435 790

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 13. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Agence canadienne d'évaluation d'impact

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions pour appuyer la participation du public et des groupes autochtones aux évaluations d'impact, régionales ou stratégiques, et aux recherches liées aux évaluations	2 308 916	4 000 000	4 000 000
Contributions			
Contributions à l'appui de la participation du public et des groupes autochtones au processus d'évaluation et dialogue sur les politiques, et pour le soutien du développement des connaissances et capacités autochtones liées aux évaluations et aux activités connexes – composante de l'aide financière aux participants, composante du dialogue sur les politiques et composante soutien des capacités autochtones	18 612 486	16 771 403	16 566 903
Contribution à la province de Québec – Convention de la Baie James et du Nord québécois	432 500	482 500	470 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 14. Énumération des autorisations législatives - Agence canadienne d'évaluation d'impact - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 866 502	8 031 857	10 186 741

Agence canadienne d'inspection des aliments

Raison d'être

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) est un grand organisme de réglementation à vocation scientifique dont les employés travaillent à l'échelle du Canada, soit dans la région de la capitale nationale et dans quatre centres opérationnels : la région de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario et l'Ouest canadien.

L'ACIA se consacre à la salubrité des aliments, à la santé des animaux et à la protection des végétaux afin de contribuer à la protection de l'environnement, à la santé de l'économie et à la santé et au bien-être de la population du Canada. De plus, pour favoriser l'accès aux marchés, l'ACIA travaille avec les partenaires commerciaux du Canada pour s'assurer que les produits canadiens répondent aux exigences techniques des pays importateurs de sorte à permettre l'expansion, l'obtention, le rétablissement ou le maintien de l'accès aux marchés.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'ACIA.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 15. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence canadienne d'inspection des aliments

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	748 999 481	671 721 763	683 931 282	735 988 289
5	Dépenses en capital	56 974 216	37 977 389	38 977 389	19 777 389
Total des crédits votés		805 973 697	709 699 152	722 908 671	755 765 678
Total des postes législatifs		273 347 789	146 579 646	147 740 985	161 079 286
Total des dépenses budgétaires		1 079 321 486	856 278 798	870 649 656	916 844 964

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 16. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Agence canadienne d'inspection des aliments

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Salubrité des aliments et végétaux et animaux sains	711 754 685	12 221 296	13 100 000	0	737 075 981
Services internes	172 212 890	7 556 093	0	0	179 768 983
Total	883 967 575	19 777 389	13 100 000	0	916 844 964

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 17. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Agence canadienne d'inspection des aliments

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Contributions			
Contributions à l'appui du Programme d'aide fédéral	1 218 281	600 000	600 000
Total des postes législatifs	110 260 672	12 500 000	12 500 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 18. Énumération des autorisations législatives - Agence canadienne d'inspection des aliments - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	93 894 285	82 240 985	95 579 286
Dépense des recettes conformément à l'article 30 de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	68 364 645	53 000 000	53 000 000
Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C. 1997, ch. 6)	110 260 672	12 500 000	12 500 000

Agence canadienne de développement

économique du Nord

Raison d'être

L'Agence canadienne de développement économique du Nord est l'organisme de développement régional du gouvernement du Canada responsable de faciliter le développement économique dans les territoires.

L'Agence travaille dans les trois territoires pour soutenir les conditions propices à une économie durable, diversifiée et novatrice en collaboration avec les collectivités nordiques et les Autochtones, les entreprises, les organisations et d'autres ministères fédéraux et ordres de gouvernement.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 19. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence canadienne de développement économique du Nord

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1				
Dépenses de fonctionnement	23 088 321	21 698 804	22 437 111	23 914 472
5				
Subventions et contributions	62 129 763	47 557 663	55 421 869	51 424 369
Total des crédits votés	85 218 084	69 256 467	77 858 980	75 338 841
Total des postes législatifs	2 140 214	2 131 509	2 223 485	2 496 199

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des dépenses budgétaires	87 358 298	71 387 976	80 082 465	77 835 040

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 20. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Agence canadienne de développement économique du Nord

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique dans les territoires	23 302 135	0	51 424 369	0	74 726 504
Services internes	3 108 536	0	0	0	3 108 536
Total	26 410 671	0	51 424 369	0	77 835 040

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 21. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Agence canadienne de développement économique du Nord

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions pour l'initiative inclusion diversifiée et évolution économique dans le Nord	591 833	7 500 000	7 500 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	0	0	2 047 282
Subventions pour des investissements effectués dans le cadre du Fonds pour les initiatives communautaires dans les collectivités du Nord	0	0	500 000
Contributions			
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	36 474 640	22 532 163	28 177 087
Programme de possibilités économiques pour les Autochtones du Nord	2 186 666	13 200 000	13 200 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 22. Énumération des autorisations législatives - Agence canadienne de développement économique du Nord - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 140 214	2 223 485	2 496 199

Agence canadienne de l'eau

Raison d'être

L'Agence de l'eau du Canada améliore la collaboration fédérale en matière d'eau douce au Canada et élabore et coordonne des approches pangouvernementales pour l'intendance de l'eau douce; elle fait progresser la protection et la restauration des écosystèmes d'eau douce, en s'appuyant sur les sciences et les savoirs autochtones; et elle collabore de manière proactive aux occasions favorables et aux défis liés à l'eau douce. Pour ce faire, il faudra établir des relations et travailler en étroite collaboration avec les partenaires (par exemple, les autres ministères et organismes fédéraux, les provinces, les territoires et les peuples autochtones) et les intervenants afin de s'acquitter de ces responsabilités.

Des renseignements supplémentaires sont disponibles dans le plan ministériel de l'Agence de l'eau du Canada.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 23. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence canadienne de l'eau

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	0	0	0	38 128 483
5	Contributions	0	0	0	42 765 417
Total des crédits votés		0	0	0	80 893 900
Total des postes législatifs		0	0	0	3 937 931

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des dépenses budgétaires	0	0	0	84 831 831

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 24. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Agence canadienne de l'eau

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Intendance de l'eau douce	28 309 976	1 600 000	42 765 417	0	72 675 393
Services internes	11 836 438	320 000	0	0	12 156 438
Total	40 146 414	1 920 000	42 765 417	0	84 831 831

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 25. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Agence canadienne de l'eau

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions			
Contributions à l'appui de l'intendance de l'eau douce	0	0	42 765 417

Énumération des autorisations législatives

Tableau 26. Énumération des autorisations législatives - Agence canadienne de l'eau - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	0	0	3 937 931

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Raison d'être

Conformément à sa loi constitutive, Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC) a pour mission de

« promouvoir le développement économique à long terme des régions du Québec en accordant une attention particulière aux régions à faible croissance économique ou à celles qui n'ont pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs ».

La responsabilité essentielle de DEC est de « développer l'économie du Québec ». Pour ce faire, l'organisation appuie les entreprises et les collectivités québécoises par des investissements stratégiques en subventions et contributions. Que ce soit par l'entremise des projets qu'il finance ou de par son rôle de maillage et d'intégrateur, DEC est un acteur fédéral clé du réseau entrepreneurial québécois.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 27. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	49 809 929	44 487 260	45 202 904	45 101 123
5	Subventions et contributions	507 176 101	266 261 739	284 428 043	279 995 038
Total des crédits votés		556 986 030	310 748 999	329 630 947	325 096 161
Total des postes législatifs		6 196 772	5 440 482	5 616 172	6 133 162
Total des dépenses budgétaires		563 182 802	316 189 481	335 247 119	331 229 323

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 28. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développer l'économie du Québec	27 855 819	0	279 995 038	0	307 850 857
Services internes	23 378 466	0	0	0	23 378 466

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Total	51 234 285	0	279 995 038	0	331 229 323

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 29. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions en vertu du Programme de développement économique du Québec	112 885	1 600 000	1 666 000
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	0	1 000 000	1 000 000
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	289 072 346	166 910 505	174 669 768
Contributions en vertu du Programme de développement économique du Québec	183 727 582	63 324 059	67 668 312
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	34 263 288	33 427 175	34 990 958

Énumération des autorisations législatives

Tableau 30. Énumération des autorisations législatives - Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 196 772	5 616 172	6 133 162

Agence de développement économique du Pacifique Canada

Raison d'être

L'Agence de développement économique du Pacifique Canada (PacifiCan) a été établie par décret le 6 août 2021, pour promouvoir la croissance économique et la diversification de l'économie de la Colombie-Britannique et pour faire valoir les intérêts de cette province dans le processus décisionnel concernant les politiques, les programmes et les projets économiques nationaux.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 31. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence de développement économique du Pacifique Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
1 Dépenses de fonctionnement	33 741 078	29 134 464	32 865 563	27 591 893
5 Subventions et contributions	154 064 698	89 283 824	105 093 598	109 617 223
Total des crédits votés	187 805 776	118 418 288	137 959 161	137 209 116
Total des postes législatifs	2 904 204	2 352 765	3 094 236	3 082 177
Total des dépenses budgétaires	190 709 980	120 771 053	141 053 397	140 291 293

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 32. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Agence de développement économique du Pacifique Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique en Colombie-Britannique	21 317 215	0	109 617 223	0	130 934 438
Services internes	9 356 855	0	0	0	9 356 855
Total	30 674 070	0	109 617 223	0	140 291 293

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 33. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Agence de développement économique du Pacifique Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions pour le Programme de reconstruction durable des habitations de Lytton	5 000	0	2 000 000
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	107 486 093	62 621 798	78 661 578
Contributions destinées au Programme de développement économique du Pacifique	34 331 144	15 198 572	15 692 191
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	11 186 211	10 488 454	10 488 454
Contributions destinées au Programme de relance des entreprises de Lytton	0	0	1 800 000
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneures Pacifique	1 056 250	975 000	975 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 34. Énumération des autorisations législatives - Agence de développement économique du Pacifique Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 904 204	3 094 236	3 082 177

Agence de la santé publique du Canada

Raison d'être

La santé publique sous-tend les efforts organisés de la société qui visent à maintenir les personnes en santé et à éviter les blessures, les maladies et les décès prématurés. L'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) a instauré des programmes, des services et des politiques dans le but de protéger et de promouvoir la santé de tous les Canadiens et les Canadiennes ainsi que les résidents du Canada. Au Canada, la santé publique est une responsabilité que se partagent les trois ordres de gouvernement, en collaboration avec le secteur privé, les organisations non gouvernementales, les professionnels de la santé et le public.

L'ASPC a été créée au sein du portefeuille fédéral de la Santé pour respecter une promesse du gouvernement du Canada, soit de mettre davantage l'accent sur la santé publique afin de protéger et d'améliorer la santé et la sécurité de tous les Canadiens et les Canadiennes, et de favoriser le renforcement des capacités en santé publique dans l'ensemble du pays.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'ASPC.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 35. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence de la santé publique du Canada

		Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	3 770 980 312	1 404 694 262	1 440 145 003	1 354 815 342
5	Dépenses en capital	20 079 920	21 580 000	21 346 093	29 450 000

		Dépenses réelles 2023- 2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
10	Subventions et contributions	481 907 030	373 754 265	418 030 399	376 329 508
Total des crédits votés		4 272 967 262	1 800 028 527	1 879 521 495	1 760 594 850
Total des postes législatifs		155 564 101	68 478 733	69 092 818	65 896 855
Total des dépenses budgétaires		4 428 531 363	1 868 507 260	1 948 614 313	1 826 491 705

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 36. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Agence de la santé publique du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Prévention et contrôle des maladies infectieuses	846 691 975	15 200 000	73 943 676	0	935 835 651
Promotion de la santé et prévention de maladies chroniques	103 713 648	0	301 316 715	0	405 030 363
Sécurité sanitaire	283 765 602	14 250 000	1 069 117	(950 000)	298 134 719
Services internes	187 490 972	0	0	0	187 490 972
Total	1 421 662 197	29 450 000	376 329 508	(950 000)	1 826 491 705

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 37. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Agence de la santé publique du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle	20 809 604	35 154 954	31 960 613
Défi prévention du diabète	700 000	4 200 000	2 561 048
Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	10 242 664	13 457 193	2 043 334
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes en matière de santé	3 367 604	2 180 000	1 355 000
Contributions			
Contributions à des personnes et à des organisations pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et de collaborations intersectorielles	228 992 063	136 566 201	161 965 460

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions à des organismes à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada	83 606 603	83 978 000	82 124 534
Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	48 159 330	72 487 917	65 365 316
Programme pancanadien de soutien aux victimes d'une vaccination	23 409 506	9 000 000	26 464 203
Contributions à la Société canadienne du sang et/ou à d'autres organismes de transfusion et/ou de transplantation désignés, à l'appui d'activités de surveillance des effets indésirables	1 747 189	2 190 000	2 190 000
Contributions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	49 362 467	3 230 000	300 000
Autres paiements de transfert			
Total des postes législatifs	78 122 325	0	0

Énumération des autorisations législatives

Tableau 38. Énumération des autorisations législatives - Agence de la santé publique du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	64 936 891	55 680 076	52 484 113
Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la <i>Loi sur le ministère de la Santé</i>	11 618 597	13 412 742	13 412 742

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Raison d'être

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) a été mise sur pied en 1987 (Partie I de la *Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique*, L.R.C. (1985), ch. 41 (4e suppl.), aussi appelée *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*) et est le ministère fédéral chargé du développement économique des provinces du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador.

L'Agence s'emploie à créer des possibilités de croissance économique au Canada atlantique en aidant les entreprises à devenir plus concurrentielles, plus novatrices et plus productives, en travaillant avec diverses collectivités en vue de développer et de diversifier leur économie, et en faisant la promotion des atouts de la région. De concert avec les gens du Canada atlantique, l'APECA renforce l'économie.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 39. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence de promotion économique du Canada atlantique

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	72 151 912	70 390 767	70 718 618	70 274 559
5	Subventions et contributions	396 798 949	306 694 872	318 241 329	282 252 478
Total des crédits votés		468 950 861	377 085 639	388 959 947	352 527 037
Total des postes législatifs		9 479 725	8 557 714	8 630 325	9 497 319
Total des dépenses budgétaires		478 430 586	385 643 353	397 590 272	362 024 356

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 40. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Agence de promotion économique du Canada atlantique

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique au Canada atlantique	51 004 000	0	282 252 478	0	333 256 478
Services internes	28 767 878	0	0	0	28 767 878
Total	79 771 878	0	282 252 478	0	362 024 356

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 41. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Agence de promotion économique du Canada atlantique

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions à des organismes pour promouvoir la collaboration et le développement économique	414 011	1 500 000	1 550 000
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	353 022	500 000	1 000 000
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	228 956 787	188 229 275	197 948 033
Contributions pour le Fonds des collectivités innovatrices	67 742 556	53 085 498	37 177 762
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	80 275 096	45 138 099	26 334 683
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	14 097 000	12 642 000	12 642 000
Contributions pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique	4 625 614	5 000 000	5 000 000
Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique	334 863	600 000	600 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 42. Énumération des autorisations législatives - Agence de promotion économique du Canada atlantique - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 479 058	8 630 325	9 497 319

Agence des services frontaliers du Canada

Raison d'être

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) assure la prestation de services frontaliers intégrés qui appuient les priorités en matière de sécurité nationale et qui facilitent la libre circulation des personnes et des marchandises à la frontière. Elle est chargée :

- d'appliquer la législation qui régit l'admissibilité des personnes et des marchandises à l'entrée et à la sortie du Canada;
- de repérer, de détenir et de renvoyer les personnes qui sont interdites au Canada;
- d'empêcher les marchandises illégales de traverser les frontières du Canada;
- d'assurer la salubrité des aliments, la santé des végétaux et des animaux, et la protection des ressources de base du Canada;
- d'appliquer les lois et ententes commerciales, y compris l'exercice des recours commerciaux visant à protéger l'industrie canadienne;
- d'administrer un mécanisme de recours équitable et impartial;
- de percevoir les droits et les taxes sur les marchandises importées.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 43. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence des services frontaliers du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	2 303 413 749	2 228 829 635	2 240 234 760	2 538 380 582
5	Dépenses en capital	127 867 879	205 747 449	229 726 412	173 374 342
Total des crédits votés		2 431 281 628	2 434 577 084	2 469 961 172	2 711 754 924
Total des postes législatifs		262 629 524	215 029 278	217 118 525	281 217 025
Total des dépenses budgétaires		2 693 911 152	2 649 606 362	2 687 079 697	2 992 971 949

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 44. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Agence des services frontaliers du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Gestion de la frontière	1 863 545 773	163 979 835	0	(29 030 000)	1 998 495 608
Exécution de la loi frontalière	513 127 247	117 705	0	0	513 244 952

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	471 954 587	9 276 802	0	0	481 231 389
Total	2 848 627 607	173 374 342	0	(29 030 000)	2 992 971 949

Énumération des autorisations législatives

Tableau 45. Énumération des autorisations législatives - Agence des services frontaliers du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	261 550 545	217 118 525	281 217 025

Agence du revenu du Canada

Raison d'être

Le mandat de l'Agence du revenu du Canada (ARC) est d'exécuter les programmes fiscaux, de prestations et autres, et assurer l'observation fiscale pour le compte de gouvernements dans l'ensemble du Canada, de façon à contribuer au bien-être économique et social continu des Canadiens. L'Agence est chargée :

- de fournir l'appui nécessaire à l'application et au contrôle d'application de la législation fiscale;
- de mettre en œuvre toute entente conclue entre elle ou le gouvernement fédéral et le gouvernement d'une province ou un organisme public remplissant des fonctions gouvernementales au Canada et portant sur l'exercice d'une activité, l'administration d'une taxe ou d'un impôt ou l'application d'un programme;

- de mettre en œuvre toute entente ou tout accord conclus entre elle et un ministère ou organisme fédéral et portant sur l'exercice d'une activité ou l'application d'un programme;
- de mettre en œuvre toute entente conclue entre le gouvernement fédéral et un gouvernement autochtone et portant sur l'administration d'une taxe ou d'un impôt.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'ARC.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 46. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence du revenu du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	5 359 496 028	4 563 721 864	4 811 121 831	4 766 162 392
5 Dépenses en capital	105 076 320	90 816 159	90 816 159	68 403 091
Total des crédits votés	5 464 572 348	4 654 538 023	4 901 937 990	4 834 565 483
Total des postes législatifs	11 337 357 662	12 924 917 540	15 845 594 726	5 540 651 113
Total des dépenses budgétaires	16 801 930 010	17 579 455 563	20 747 532 716	10 375 216 596

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 47. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Agence du revenu du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Prestations	268 885 559	0	4 589 420 000	(135 392)	4 858 170 167
Impôt	4 830 376 886	34 499 059	0	(395 378 497)	4 469 497 448
Ombudsman des contribuables	5 324 936	0	0	0	5 324 936
Services internes	1 102 665 418	33 904 032	0	(94 345 405)	1 042 224 045
Total	6 207 252 799	68 403 091	4 589 420 000	(489 859 294)	10 375 216 596

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 48. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Agence du revenu du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subvention du Programme communautaire des bénévoles en matière d'impôt	5 284 769	5 950 000	4 420 000
Autres paiements de transfert			
Total des postes législatifs	10 172 678 895	12 017 500 000	4 585 000 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 49. Énumération des autorisations législatives - Agence du revenu du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Distribution des redevances sur les combustibles (Remise canadienne sur le carbone pour les particuliers) en vertu de l'article 165 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i> et de l'article 122.8 de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>	9 599 733 794	11 665 000 000	3 522 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	771 547 034	615 222 737	661 635 598
Distribution des redevances sur les combustibles (Remise canadienne sur le carbone pour les petites entreprises) en vertu de l'article 165 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i> et de l'article 127.421 de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i>	0	2 569 000 000	623 000 000
Versements d'allocations spéciales pour enfants (<i>Loi sur les allocations spéciales pour enfants</i>)	390 060 074	396 000 000	423 000 000
Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	380 399 170	338 773 389	293 913 215
Distribution des redevances sur les combustibles (aux provinces et territoires) en vertu de l'article 165 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	51 362 365	58 000 000	17 000 000
Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	93 526	98 600	102 300

Agence fédérale de développement

économique pour le Nord de l'Ontario

Raison d'être

D'abord créée en 1987 sous forme d'initiative fédérale au sein du ministère de l'Industrie afin de contribuer à la croissance et à la diversification de l'économie du Nord de l'Ontario, l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario (FedNor) est devenue une agence de développement régional autonome le 12 août 2021, aux termes d'un décret pris en vertu de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*.

FedNor s'emploie à créer des possibilités de croissance économique en aidant les entreprises à devenir plus concurrentielles, innovatrices et productives, en travaillant avec différentes collectivités à développer et à diversifier leur économie et en faisant la promotion des atouts de la région.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 50. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	13 830 633	15 173 274	15 639 076	15 571 139
5	Subventions et contributions	56 474 878	38 172 996	47 927 226	54 179 238
Total des crédits votés		70 305 511	53 346 270	63 566 302	69 750 377

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des postes législatifs	1 470 868	1 795 304	1 913 314	2 054 114
Total des dépenses budgétaires	71 776 379	55 141 574	65 479 616	71 804 491

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 51. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique du Nord de l'Ontario	10 778 262	0	54 179 238	0	64 957 500
Services internes	6 846 991	0	0	0	6 846 991
Total	17 625 253	0	54 179 238	0	71 804 491

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 52. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions en vertu du programme de développement du Nord de l'Ontario	0	0	1 000 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions			
Contributions en vertu du programme de développement du Nord de l'Ontario	24 918 333	22 835 000	26 435 000
Contributions au titre du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	22 354 639	6 177 988	17 584 230
Contributions au titre du programme de développement des collectivités	8 401 906	8 360 008	8 360 008
Contributions en vertu de l'Initiative de développement économique - Langues officielles	800 000	800 000	800 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 53. Énumération des autorisations législatives - Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 470 868	1 913 314	2 054 114

Agence fédérale de développement

économique pour le Sud de l'Ontario

Raison d'être

L'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario (FedDev Ontario) travaille avec les collectivités, les entreprises, les organisations à but non lucratif et les autres ordres de gouvernement du Sud de l'Ontario afin de renforcer la capacité d'innovation, de développement économique et de croissance de la région.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 54. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	41 283 994	34 929 462	36 164 959	35 969 714
5	Subventions et contributions	415 654 178	190 020 359	216 068 069	227 536 482
Total des crédits votés		456 938 172	224 949 821	252 233 028	263 506 196
Total des postes législatifs		5 094 308	3 731 711	3 997 634	4 325 305
Total des dépenses budgétaires		462 032 480	228 681 532	256 230 662	267 831 501

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 55. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique dans le Sud de l'Ontario	24 071 445	0	227 536 482	0	251 607 927
Services internes	16 223 574	0	0	0	16 223 574
Total	40 295 019	0	227 536 482	0	267 831 501

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 56. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Contributions			
Contributions en vertu du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	311 132 101	137 020 636	192 661 221
Contributions pour le Programme pour la prospérité du Sud de l'Ontario	91 232 967	39 710 613	21 586 151
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	13 289 110	13 289 110	13 289 110

Énumération des autorisations législatives

Tableau 57. Énumération des autorisations législatives - Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 092 308	3 995 634	4 323 305
Ministre d'État (ministre des Institutions démocratiques et ministre des l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario) - Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	2 000	2 000	2 000

Agence Parcs Canada

Raison d'être

Parcs Canada protège et met en valeur des exemples significatifs du patrimoine naturel et culturel du Canada, et en favorise chez le public la connaissance, l'appréciation et la jouissance, de manière à en assurer l'intégrité écologique et commémorative pour les générations d'aujourd'hui et de demain. Le parc urbain national, les parcs nationaux, les lieux historiques nationaux, les canaux patrimoniaux et les aires marines nationales de conservation du Canada, dont l'Agence Parcs Canada est la fière intendante, offrent aux Canadiens plusieurs occasions d'en profiter : ils peuvent visiter et découvrir ces lieux patrimoniaux ainsi que développer un sentiment d'attachement personnel à l'égard de ces endroits, de manière à ce qu'ils revêtent une signification particulière pour eux. Parcs Canada s'acquitte de ses responsabilités en travaillant en collaboration avec le public, d'autres ministères fédéraux, les provinces, les territoires, les peuples autochtones et d'autres intervenants.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 58. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence Parcs Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	748 473 416	657 875 363	658 129 363	734 833 000
5	Dépenses en capital	290 151 548	307 212 910	307 212 910	242 547 959
10	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	81 304 508	35 650 130	35 650 130	30 637 086
Total des crédits votés		1 119 929 472	1 000 738 403	1 000 992 403	1 008 018 045
Total des postes législatifs		332 618 961	228 468 565	228 468 565	259 877 925
Total des dépenses budgétaires		1 452 548 433	1 229 206 968	1 229 460 968	1 267 895 970

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 59. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Agence Parcs Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et culturel du Canada	788 462 659	249 048 929	74 579 954	0	1 112 091 542
Services internes	154 996 377	808 051	0	0	155 804 428
Total	943 459 036	249 856 980	74 579 954	0	1 267 895 970

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 60. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Agence Parcs Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	2 465 497	10 869 446	9 379 000
Subvention pour la mise en œuvre des accords de réconciliation des droits au Canada atlantique	1 590 046	7 319 951	6 602 514
Fonds de démarrage du programme d'intendance des Inuits de Tallurutiup Imanga	2 100 000	2 100 000	1 600 000
Subventions à l'appui du Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux	0	300 000	300 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subvention au Jardin international de la paix	22 700	22 700	22 700
Subvention pour la mise en œuvre des ententes sur les répercussions et les avantages concernant la Réserve du parc national Nahanni	0	135 000	22 000
Contributions			
Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	74 686 561	64 281 183	52 183 740
Placements en emploi dans le cadre de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	3 770 000	3 770 000	3 770 000
Contributions à l'appui du Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux	1 665 240	700 000	700 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 61. Énumération des autorisations législatives - Agence Parcs Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses correspondant aux recettes d'exploitation en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	247 125 340	165 000 000	190 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	85 493 621	63 468 565	69 877 925

Agence spatiale canadienne

Raison d'être

L'Agence spatiale canadienne (ASC) a pour mandat « de promouvoir l'exploitation et l'usage pacifiques de l'espace, de faire progresser la connaissance de l'espace au moyen de la science et de faire en sorte que les Canadiens tirent profit des sciences et techniques spatiales sur les plans tant social qu'économique ».

L'ASC s'acquitte de ce mandat en collaboration avec l'industrie canadienne, le milieu universitaire, des organisations du gouvernement du Canada ainsi que d'autres agences spatiales et organisations internationales.

La loi habilitante, qui a reçu la sanction royale en 1990, attribuait quatre fonctions essentielles à l'ASC :

- assister le ministre pour la coordination de la politique et des programmes du gouvernement canadien en matière spatiale;
- concevoir, réaliser, diriger et gérer des programmes et des travaux liés à des activités scientifiques et industrielles de recherche et développement dans le domaine spatial et à l'application des technologies spatiales;
- promouvoir la diffusion et le transfert des techniques spatiales au profit de l'industrie canadienne;
- encourager l'exploitation commerciale du potentiel offert par l'espace, des techniques et installations spatiales et des systèmes spatiaux.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 62. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Agence spatiale canadienne

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
--	----------------------------	-----------------------------------------	-----------------------------------------	-----------------------------------------

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	248 937 808	242 285 439	256 621 393	282 744 971
5	Dépenses en capital	114 420 694	80 059 782	324 442 413	466 959 635
10	Subventions et contributions	72 895 684	79 468 000	79 468 000	67 018 000
Total des crédits votés		436 254 186	401 813 221	660 531 806	816 722 606
Total des postes législatifs		14 493 023	12 154 248	15 152 907	17 358 225
Total des dépenses budgétaires		450 747 209	413 967 469	675 684 713	834 080 831

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 63. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Agence spatiale canadienne

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
La présence du Canada dans l'espace	244 078 317	466 914 635	67 018 000	0	778 010 952
Services internes	56 024 879	45 000	0	0	56 069 879
Total	300 103 196	466 959 635	67 018 000	0	834 080 831

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 64. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Agence spatiale canadienne

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Programme global de subventions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales	14 924 589	14 135 000	11 417 000
Contributions			
Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne	32 670 014	38 969 000	31 432 000
Programme global de contributions à l'appui de la recherche, de la sensibilisation et de l'éducation en sciences et technologies spatiales	25 301 081	26 364 000	24 169 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 65. Énumération des autorisations législatives - Agence spatiale canadienne - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 452 343	15 152 907	17 358 225

Autorité du pont Windsor-Détroit

Raison d'être

L'Autorité du pont Windsor-Détroit (APWD) a été créée en octobre 2012, conformément à la *Loi sur les ponts et tunnels internationaux*.

L'APWD est responsable de remplir les obligations dévolues de l'Autorité du passage en tant que signataire de l'Accord sur le passage et d'assurer l'approvisionnement, la construction et l'exploitation du pont international Gordie-Howe.

Des renseignements supplémentaires sont disponibles dans le résumé du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 66. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Autorité du pont Windsor-Détroit

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à l'Autorité	1 289 462 758	951 657 774	1 208 023 322	343 086 058
Total des crédits votés	1 289 462 758	951 657 774	1 208 023 322	343 086 058
Total des dépenses budgétaires	1 289 462 758	951 657 774	1 208 023 322	343 086 058

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 67. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire -

Autorité du pont Windsor-Détroit

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Autorité du pont Windsor-Détroit	134 797 523	208 288 535	0	0	343 086 058
Total	134 797 523	208 288 535	0	0	343 086 058

Bibliothèque du Parlement

Raison d'être

La Bibliothèque du Parlement (la Bibliothèque) a été créée officiellement en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*, mais ses efforts pour faire en sorte que le Parlement soit informé et accessible ont commencé avant la Confédération.

La Bibliothèque fournit aux sénateurs, aux députés et aux comités parlementaires l'information indépendante et non partisane dont ils ont besoin pour examiner les questions de l'heure, étudier la législation et tenir le gouvernement responsable de ses actes. Elle préserve le riche patrimoine documentaire du Parlement tout en optimisant l'accès à ses importantes collections. Tous les ans, elle accueille également des centaines de milliers de visiteurs au Parlement. Elle offre des visites guidées ainsi que des programmes et des produits pédagogiques, qui aident le public à comprendre le rôle du Parlement dans notre système démocratique de même que le travail important accompli par les parlementaires.

La *Loi sur le Parlement du Canada* place la Bibliothèque sous l'autorité des présidents du Sénat et de la Chambre des communes.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 68. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bibliothèque du Parlement

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	54 822 071	56 408 462	56 408 462	60 036 276
Total des crédits votés		54 822 071	56 408 462	56 408 462	60 036 276
Total des postes législatifs		6 454 243	6 451 567	6 451 567	7 598 070
Total des dépenses budgétaires		61 276 314	62 860 029	62 860 029	67 634 346

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 69. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Bibliothèque du Parlement

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services d'information aux parlementaires	51 481 620	0	0	(1 000 000)	50 481 620
Services internes	17 152 726	0	0	0	17 152 726
Total	68 634 346	0	0	(1 000 000)	67 634 346

Énumération des autorisations législatives

Tableau 70. Énumération des autorisations législatives - Bibliothèque du Parlement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 454 243	6 451 567	7 598 070

Bibliothèque et Archives du Canada

Raison d'être

En vertu de la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*, le mandat de Bibliothèque et Archives du Canada consiste à :

- préserver le patrimoine documentaire du Canada pour les générations actuelles et futures;
- être une source de savoir permanente accessible à tous, qui contribue à l'épanouissement culturel, social et économique de la société libre et démocratique que constitue le Canada;
- faciliter, au Canada, la collaboration des divers milieux intéressés à l'acquisition, à la préservation et à la diffusion du savoir;
- servir de mémoire permanente de l'administration fédérale et de ses institutions.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 71. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bibliothèque et Archives du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	162 548 109	134 620 885	149 105 160	151 530 675
5	Dépenses en capital	38 316 070	52 582 597	52 582 597	40 979 794
Total des crédits votés		200 864 179	187 203 482	201 687 757	192 510 469
Total des postes législatifs		16 014 804	12 603 208	15 524 824	15 639 650
Total des dépenses budgétaires		216 878 983	199 806 690	217 212 581	208 150 119

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 72. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Bibliothèque et Archives du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Donner accès au patrimoine documentaire	56 786 182	35 252 002	1 425 000	(2 500 000)	90 963 184
Acquérir et préserver le patrimoine documentaire	67 199 899	5 727 792	0	0	72 927 691
Services internes	44 259 244	0	0	0	44 259 244
Total	168 245 325	40 979 794	1 425 000	(2 500 000)	208 150 119

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 73. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Bibliothèque et Archives du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions			
Programme d'appui aux collectivités du patrimoine documentaire	1 500 000	1 470 000	1 425 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 74. Énumération des autorisations législatives - Bibliothèque et Archives du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 012 231	15 524 824	15 639 650

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Raison d'être

Le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, couramment appelé le Bureau de la sécurité des transports du Canada (BST) dans ses activités quotidiennes, est un organisme indépendant qui a été créé en 1990 en vertu d'une loi du Parlement. Le BST fonctionne de manière indépendante

des autres ministères et organismes du gouvernement afin d'éviter tout conflit d'intérêt réel ou perçu. L'unique objectif du BST consiste à promouvoir la sécurité du transport aérien, ferroviaire, maritime et pipelinier.

Le président du Conseil privé du Roi pour le Canada est le ministre désigné aux fins du dépôt des rapports administratifs du BST au Parlement, tels que le plan ministériel et le rapport sur les résultats ministériels. Le BST fait partie du portefeuille des ministères et des organismes du Conseil privé.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du BST.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 75. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	39 334 239	36 450 119	36 450 119	36 493 889
Total des crédits votés	39 334 239	36 450 119	36 450 119	36 493 889
Total des postes législatifs	4 194 412	4 169 228	4 169 228	4 629 867
Total des dépenses budgétaires	43 528 651	40 619 347	40 619 347	41 123 756

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 76. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Enquêtes indépendantes de sécurité et communication des risques dans le réseau de transport	32 899 005	0	0	0	32 899 005
Services internes	8 224 751	0	0	0	8 224 751
Total	41 123 756	0	0	0	41 123 756

Énumération des autorisations législatives

Tableau 77. Énumération des autorisations législatives - Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 183 629	4 169 228	4 629 867

Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada

Raison d'être

À titre d'ombudsman auprès des délinquants sous responsabilité fédérale, le Bureau de l'enquêteur correctionnel est au service des Canadiens et contribue à ce que les services correctionnels soient sécuritaires, humains et respectueux par l'entremise de sa responsabilité principale, soit la surveillance indépendante des services

correctionnels fédéraux. Cette surveillance inclut notamment l'examen accessible et impartial en temps opportun des préoccupations individuelles et généralisées des délinquants.

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel, même s'il est indépendant, fait partie du portefeuille de la Sécurité publique et de la Protection civile.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 78. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	5 202 972	6 734 211	6 734 211	7 211 675
Total des crédits votés	5 202 972	6 734 211	6 734 211	7 211 675
Total des postes législatifs	609 777	728 199	728 199	851 843
Total des dépenses budgétaires	5 812 749	7 462 410	7 462 410	8 063 518

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 79. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveillance indépendante des services correctionnels fédéraux	5 832 410	0	0	0	5 832 410
Services internes	2 231 108	0	0	0	2 231 108
Total	8 063 518	0	0	0	8 063 518

Énumération des autorisations législatives

Tableau 80. Énumération des autorisations législatives - Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	609 777	728 199	851 843

Bureau de l'infrastructure du Canada

Raison d'être

Le Bureau de l'infrastructure du Canada a cessé d'exister lorsque le projet de loi C-59 a reçu la sanction royale le 20 juin 2024. Un nouveau ministère a été créé en vertu de la *Loi sur le ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités* et assume depuis les responsabilités du Bureau.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 81. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau de l'infrastructure du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	285 303 151	257 762 976	270 864 545	0
5	Dépenses en capital	10 412 472	18 774 480	18 774 480	0
10	Subventions et contributions	4 930 969 163	5 541 224 138	5 541 224 138	0
Total des crédits votés		5 226 684 786	5 817 761 594	5 830 863 163	0
Total des postes législatifs		2 393 040 373	2 387 448 422	2 387 464 546	0
Total des dépenses budgétaires		7 619 725 159	8 205 210 016	8 218 327 709	0

Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

Raison d'être

Le Commissariat à la magistrature fédérale (CMF) fournit des services à la magistrature canadienne et œuvre en faveur de l'indépendance judiciaire.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CMF.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 82. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Bureau du commissaire à la magistrature fédérale - Dépenses de fonctionnement	11 243 554	10 939 586	10 939 586	11 227 921
5	Conseil canadien de la magistrature - Dépenses de fonctionnement	2 015 126	2 748 390	2 748 390	2 813 063
Total des crédits votés		13 258 680	13 687 976	13 687 976	14 040 984
Total des postes législatifs		739 461 284	775 112 081	775 112 081	832 916 760
Total des dépenses budgétaires		752 719 964	788 800 057	788 800 057	846 957 744

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 83. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Bureau du commissaire à la magistrature fédérale

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Soutien administratif aux juges de nomination fédérale	845 540 856	0	0	(275 000)	845 265 856

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	1 691 888	0	0	0	1 691 888
Total	847 232 744	0	0	(275 000)	846 957 744

Énumération des autorisations législatives

Tableau 84. Énumération des autorisations législatives - Bureau du commissaire à la magistrature fédérale - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1)	738 389 750	774 063 257	831 699 923
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 071 534	1 048 824	1 216 837

Bureau du commissaire au renseignement

Raison d'être

Le rôle du Bureau du commissaire au renseignement est d'appuyer la réalisation du mandat de surveillance indépendant du commissaire au renseignement. Le mandat du commissaire au renseignement, énoncé dans la *Loi sur le commissaire au renseignement*, consiste à approuver — ou à ne pas approuver - certaines activités de sécurité nationale et de renseignement prévues par le Centre de la sécurité des télécommunications ou le Service canadien du renseignement de sécurité.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 85. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du commissaire au renseignement

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	2 085 193	2 415 887	2 415 887	2 452 608
Total des crédits votés	2 085 193	2 415 887	2 415 887	2 452 608
Total des postes législatifs	143 231	159 966	159 966	182 972
Total des dépenses budgétaires	2 228 424	2 575 853	2 575 853	2 635 580

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 86. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Bureau du commissaire au renseignement

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Examen quasi judiciaire de certaines conclusions ministérielles	1 984 444	0	0	0	1 984 444
Services internes	651 136	0	0	0	651 136

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Total	2 635 580	0	0	0	2 635 580

Énumération des autorisations législatives

Tableau 87. Énumération des autorisations législatives - Bureau du commissaire au renseignement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	143 231	159 966	182 972

Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique

Raison d'être

Le commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique est chargé d'administrer la *Loi sur les conflits d'intérêts* (Loi) et le *Code régissant les conflits d'intérêts des députés* (Code). Ces deux régimes ont pour but de veiller à ce que les personnes nommées ou élues à des postes officiels, qu'elles soient titulaires d'une charge publique ou députées, ne se trouvent pas en situation de conflits d'intérêts. La Loi et le Code établissent des règles de conduite en matière de conflits d'intérêts pour ceux-ci et les obligent à respecter des normes qui font passer l'intérêt public avant leurs intérêts personnels lorsque les deux régimes entrent en conflit. Le commissaire a également pour mandat de donner des conseils au premier ministre, à titre confidentiel, sur les questions de conflits d'intérêts et d'éthique.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 88. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	6 874 575	7 708 333	7 708 333	8 152 273
Total des crédits votés		6 874 575	7 708 333	7 708 333	8 152 273
Total des postes législatifs		838 779	867 230	867 230	1 012 646
Total des dépenses budgétaires		7 713 354	8 575 563	8 575 563	9 164 919

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 89. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Application et interprétation de la <i>Loi sur les conflits d'intérêts</i> et du <i>Code régissant les conflits d'intérêts des députés</i>	6 656 916	0	0	0	6 656 916
Services internes	2 508 003	0	0	0	2 508 003
Total	9 164 919	0	0	0	9 164 919

Énumération des autorisations législatives

Tableau 90. Énumération des autorisations législatives - Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	838 779	867 230	1 012 646

Bureau du Conseil privé

Raison d'être

Le Bureau du Conseil privé (BCP) a pour mandat de servir le Canada et la population canadienne en conseillant et en appuyant le premier ministre, les ministres titulaires de portefeuille et le Cabinet.

Le BCP appuie l'élaboration et la mise en œuvre des programmes stratégiques et législatifs du gouvernement du Canada, coordonne la prise de mesures en réaction aux problèmes auxquels le gouvernement et le pays font face, et contribue au bon fonctionnement du Cabinet. Le BCP est dirigé par la greffière du Conseil privé, qui est également secrétaire du Cabinet et chef de la fonction publique.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du BCP.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 91. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du Conseil privé

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
--	----------------------------	-----------------------------------------	-----------------------------------------	-----------------------------------------

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	219 369 215	221 057 551	230 051 315	253 455 248
Total des crédits votés		219 369 215	221 057 551	230 051 315	253 455 248
Total des postes législatifs		24 602 914	22 293 035	23 193 985	24 746 265
Total des dépenses budgétaires		243 972 129	243 350 586	253 245 300	278 201 513

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 92. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Bureau du Conseil privé

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Servir le premier ministre et son Cabinet	176 930 477	0	0	(759 496)	176 170 981
Services internes	109 218 402	0	0	(7 187 870)	102 030 532
Total	286 148 879	0	0	(7 947 366)	278 201 513

Énumération des autorisations législatives

Tableau 93. Énumération des autorisations législatives - Bureau du Conseil privé - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	24 180 438	22 792 085	24 329 065
Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	196 600	204 700	212 600
Leader du gouvernement à la Chambre des communes – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	116 716	98 600	102 300
Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre de la Protection civile et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	63 200	98 600	102 300

Bureau du conseiller sénatorial en éthique

Raison d'être

Les principales attributions du conseiller sénatorial en éthique sont les suivantes :

- conseiller les sénateurs individuellement, de façon confidentielle et continue, sur leurs obligations aux termes du *Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs* et les aider à s'y conformer en tout temps;
- superviser le processus de déclaration annuel dans le cadre duquel les sénateurs sont tenus de déclarer leurs intérêts financiers et autres;
- mener des enquêtes afin de déterminer si un sénateur a satisfait à ses obligations aux termes du Code;
- tenir un registre, mis à la disposition du public, qui contient des renseignements sur les intérêts financiers et autres que les sénateurs sont tenus de déclarer publiquement en vertu du Code;

- présenter un rapport annuel des activités du Bureau au président du Sénat, qui le déposera au Sénat.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 94. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du conseiller sénatorial en éthique

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	849 579	1 451 267	1 451 267	1 485 291
Total des crédits votés	849 579	1 451 267	1 451 267	1 485 291
Total des postes législatifs	102 442	145 834	145 834	166 891
Total des dépenses budgétaires	952 021	1 597 101	1 597 101	1 652 182

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 95. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Bureau du conseiller sénatorial en éthique

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Administration et interprétation du Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts	1 652 182	0	0	0	1 652 182
Total	1 652 182	0	0	0	1 652 182

Énumération des autorisations législatives

Tableau 96. Énumération des autorisations législatives - Bureau du conseiller sénatorial en éthique - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	102 442	145 834	166 891

Bureau du directeur des poursuites pénales

Raison d'être

Le Bureau du directeur des poursuites pénales (BDPP) a été créé le 12 décembre 2006 avec l'entrée en vigueur de la *Loi sur le directeur des poursuites pénales*. Le BDPP est un service indépendant de poursuites ayant pour mandat d'intenter des poursuites qui relèvent de la compétence du procureur général du Canada.

Le cadre ministériel des résultats (CMR) du BDPP comporte un programme, soit le Programme de poursuites fédérales. Aux termes de son mandat, le BDPP intente des poursuites relatives aux infractions pénales et réglementaires en vertu des lois fédérales d'une manière indépendante, impartiale et juste. À ce titre, il :

- fournit des conseils juridiques aux services de police ainsi qu'aux organismes d'enquête et aux ministères fédéraux sur les incidences, en droit pénal, des enquêtes et des poursuites;
- engage et mène les poursuites fédérales;
- intervient dans les affaires qui soulèvent des questions d'intérêt public susceptibles d'affecter le bon déroulement des poursuites ainsi que des enquêtes qui s'y rattachent.

Des renseignements supplémentaires sur le BDPP sont fournis dans le plan ministériel du Service des poursuites pénales du Canada.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 97. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du directeur des poursuites pénales

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	201 288 495	188 321 173	188 113 673	202 769 596
Total des crédits votés		201 288 495	188 321 173	188 113 673	202 769 596
Total des postes législatifs		21 839 270	20 131 848	20 131 848	24 532 001
Total des dépenses budgétaires		223 127 765	208 453 021	208 245 521	227 301 597

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 98. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Bureau du directeur des poursuites pénales

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services de poursuite	218 441 339	0	0	(22 542 000)	195 899 339
Services internes	31 602 258	0	0	(200 000)	31 402 258
Total	250 043 597	0	0	(22 742 000)	227 301 597

Énumération des autorisations législatives

Tableau 99. Énumération des autorisations législatives - Bureau du directeur des poursuites pénales - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21 839 159	20 131 848	24 532 001

Bureau du directeur général des élections

Raison d'être

Le Bureau du directeur général des élections, communément appelé Élections Canada, est un organisme indépendant et non partisan qui relève directement du Parlement. Son mandat consiste à être prêt à tenir une élection, partielle ou générale, ou un référendum fédéral; à appliquer les dispositions relatives au financement politique de la *Loi électorale du Canada*; à surveiller l'observation de la législation électorale; à mener des campagnes d'information du public sur l'inscription des électeurs, le vote et la façon de devenir candidat; à mener des programmes d'éducation pour les étudiants sur le processus électoral; à appuyer les commissions indépendantes chargées de réviser les limites des circonscriptions fédérales après chaque recensement décennal; à mener des études sur d'autres méthodes de vote et, sous réserve de l'approbation des parlementaires, à mettre à l'essai de nouveaux processus de vote en vue de scrutins futurs; à fournir aux organismes électoraux d'autres pays ou à des organisations internationales, son aide et sa collaboration en matière électorale.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 100. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du directeur général des élections

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	64 783 882	60 363 036	60 363 036	65 189 821
Total des crédits votés		64 783 882	60 363 036	60 363 036	65 189 821
Total des postes législatifs		184 282 610	198 925 252	198 925 252	626 437 835
Total des dépenses budgétaires		249 066 492	259 288 288	259 288 288	691 627 656

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 101. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Bureau du directeur général des élections

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Administration électorale	491 956 719	0	0	0	491 956 719
Surveillance régulatoire	29 350 731	0	71 951 810	0	101 302 541
Révision des limites des circonscriptions électorales	0	0	0	0	0

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	98 368 396	0	0	0	98 368 396
Total	619 675 846	0	71 951 810	0	691 627 656

Énumération des autorisations législatives

Tableau 102. Énumération des autorisations législatives - Bureau du directeur général des élections - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses électorales (<i>Loi électorale du Canada et Loi référendaire</i>)	165 418 133	182 107 401	607 573 940
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	17 410 148	16 434 151	18 467 195
Traitement du directeur général des élections (<i>Loi électorale du Canada</i>)	382 406	383 700	396 700

Bureau du directeur parlementaire du budget

Raison d'être

Le directeur parlementaire du budget (DPB) fournit de façon indépendante, pertinente, opportune et impartiale des analyses afin d'aider les parlementaires à remplir leur rôle constitutionnel consistant à demander des comptes au gouvernement.

Le DPB présente au Parlement une analyse indépendante de la situation financière du pays, des prévisions budgétaires du gouvernement et de l'économie canadienne et, à la demande de tout comité ou parlementaire, il évalue le coût financier de toute mesure proposée relevant des domaines de compétence du Parlement.

De plus, le DPB est responsable de la préparation de l'estimation des coûts des engagements énoncés dans les plateformes des divers partis politiques durant les élections. Des renseignements sur le Bureau du directeur parlementaire du budget sont fournis dans les rapports annuels, que l'on peut consulter sur le site Web de l'organisation.

Les présidents du Sénat et de la Chambre des communes sont les ministres compétents pour cette organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 103. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du directeur parlementaire du budget

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	5 913 069	7 124 435	7 124 435	7 638 168
Total des crédits votés	5 913 069	7 124 435	7 124 435	7 638 168
Total des postes législatifs	667 883	746 458	746 458	853 755
Total des dépenses budgétaires	6 580 952	7 870 893	7 870 893	8 491 923

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 104. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Bureau du directeur parlementaire du budget

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Analyse financière et économique	8 491 923	0	0	0	8 491 923
Total	8 491 923	0	0	0	8 491 923

Énumération des autorisations législatives

Tableau 105. Énumération des autorisations législatives - Bureau du directeur parlementaire du budget - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	667 883	746 458	853 755

Bureau du secrétaire du gouverneur général

Raison d'être

Le Bureau du secrétaire du gouverneur général (le Bureau) offre un appui et des conseils à la gouverneure générale du Canada dans le cadre de son rôle unique de représentant du Roi pour le Canada ainsi que de commandant en chef. Le Bureau aide la gouverneure générale à s'acquitter de ses responsabilités constitutionnelles, à

représenter le Canada à l'échelle internationale, et à encourager l'excellence et les réalisations en assurant l'administration du Régime canadien de distinctions honorifiques et la concession d'emblèmes héraldiques.

Le Bureau aide également la gouverneure générale à rapprocher les Canadiens. Il gère des programmes de visites guidées et d'interprétation aux deux résidences officielles de la gouverneure générale et supervise les activités quotidiennes de ces résidences. Le Bureau fournit aussi un soutien aux anciens gouverneurs généraux.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 106. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du secrétaire du gouverneur général

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	22 508 820	21 988 861	25 277 129	22 077 800
Total des crédits votés		22 508 820	21 988 861	25 277 129	22 077 800
Total des postes législatifs		3 907 040	3 581 927	3 749 659	3 882 268
Total des dépenses budgétaires		26 415 860	25 570 788	29 026 788	25 960 068

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 107. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Bureau du secrétaire du gouverneur général

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Soutien du gouverneur général	16 627 184	0	1 019 542	0	17 646 726
Services internes	8 313 342	0	0	0	8 313 342
Total	24 940 526	0	1 019 542	0	25 960 068

Énumération des autorisations législatives

Tableau 108. Énumération des autorisations législatives - Bureau du secrétaire du gouverneur général - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 600 273	2 398 362	2 487 462
Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i> (L.R.C. (1985), ch. G-9)	952 367	990 536	1 019 542
Traitement du gouverneur général (L.R.C. (1985), ch. G-9)	354 400	360 761	375 264

Bureau du surintendant des institutions financières

Raison d'être

Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a été constitué en 1987 sous le régime d'une loi fédérale, la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières* (la « Loi sur le BSIF »). Organisme indépendant de l'administration fédérale, il rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Finances.

Le BSIF surveille et réglemente toutes les banques et les caisses de crédit fédérales au Canada, de même que l'ensemble des sociétés de fiducie et de prêt, des sociétés d'assurances, des sociétés de secours mutuels et des régimes de retraite privés constitués ou enregistrés sous le régime des lois fédérales. Aux termes de la Loi sur le BSIF, le surintendant détient seul les pouvoirs que les dispositions législatives à caractère financier confèrent au BSIF, et il lui incombe de rendre périodiquement compte au ministre des Finances de l'application des lois régissant les institutions.

Le Bureau de l'actuaire en chef (BAC) est une unité indépendante au sein du BSIF. Il fournit des évaluations et des conseils actuariels à l'égard du Régime de pensions du Canada, du Programme de la sécurité de la vieillesse, du Programme canadien de prêts aux étudiants et des programmes d'assurance-emploi et d'autres régimes de retraite et d'avantages sociaux du secteur public.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 109. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du surintendant des institutions financières

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	1 244 352	1 244 352	1 244 352	1 323 899
Total des crédits votés		1 244 352	1 244 352	1 244 352	1 323 899
Total des postes législatifs		310 227 408	320 693 509	320 693 509	356 924 993
Total des dépenses budgétaires		311 471 760	321 937 861	321 937 861	358 248 892

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 110. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Bureau du surintendant des institutions financières

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réglementation et surveillance – institutions financières et régimes de retraite	184 267 644	11 714 530	0	0	195 982 174
Services actuariels aux organismes fédéraux	13 958 355	0	0	0	13 958 355
Services internes	144 358 363	3 950 000	0	0	148 308 363
Total	342 584 362	15 664 530	0	0	358 248 892

Énumération des autorisations législatives

Tableau 111. Énumération des autorisations législatives - Bureau du surintendant des institutions financières - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	310 225 775	320 693 509	356 924 993

Bureau du vérificateur général

Raison d'être

La vérificatrice générale du Canada est une mandataire du Parlement qui exerce ses fonctions et ses responsabilités de manière indépendante du gouvernement et qui présente ses rapports directement au Parlement. Le Bureau du vérificateur général du Canada est le bureau d'audit législatif du gouvernement fédéral et des trois territoires du Nord. Les principales fonctions d'audit législatif comprennent les audits financiers, les audits de performance, les examens spéciaux, les activités de surveillance à l'égard du développement durable et les pétitions en matière d'environnement. Les audits et les études fournissent information, assurance et avis objectifs au Parlement, aux assemblées législatives des territoires, aux gouvernements et à la population canadienne. Grâce à ses rapports et témoignages, le Bureau du vérificateur général aide les parlementaires et les législateurs des territoires dans leurs travaux liés à l'autorisation et à la surveillance des dépenses et des activités du gouvernement.

Le ministre des Finances est responsable du dépôt des rapports administratifs de la vérificatrice générale au Parlement, y compris le plan ministériel et le rapport sur les résultats ministériels.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 112. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Bureau du vérificateur général

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	121 066 602	114 689 350	114 689 350	121 233 208
Total des crédits votés		121 066 602	114 689 350	114 689 350	121 233 208
Total des postes législatifs		13 863 152	12 726 270	12 726 270	15 007 077
Total des dépenses budgétaires		134 929 754	127 415 620	127 415 620	136 240 285

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 113. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Bureau du vérificateur général

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Audit législatif	138 900 285	0	0	(2 660 000)	136 240 285
Total	138 900 285	0	0	(2 660 000)	136 240 285

Énumération des autorisations législatives

Tableau 114. Énumération des autorisations législatives - Bureau du vérificateur général - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 860 482	12 726 270	15 007 077

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Raison d'être

Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail (CCHST) est régi par la *Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail* (L.R.C. [1977-1978], ch. 29), qui a été adoptée à l'unanimité par le Parlement du Canada en 1978. Le CCHST a pour mandat de promouvoir la santé et la sécurité en milieu de travail, et d'améliorer la santé physique et mentale des travailleurs au Canada. Le CCHST est, aux termes de l'annexe II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, un établissement public indépendant.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CCHST.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 115. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1	Dépenses du programme	6 389 195	6 320 572	6 320 572
Total des crédits votés		6 389 195	6 320 572	6 320 572

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des postes législatifs	8 623 315	5 276 034	5 276 034	7 360 385
Total des dépenses budgétaires	15 012 510	11 596 606	11 596 606	13 680 957

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 116. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Ressource nationale en matière de santé et de sécurité au travail	8 619 003	0	0	0	8 619 003
Services internes	5 061 954	0	0	0	5 061 954
Total	13 680 957	0	0	0	13 680 957

Énumération des autorisations législatives

Tableau 117. Énumération des autorisations législatives - Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses des recettes conformément à l'alinéa 6(1)g) de la <i>Loi sur le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail</i>	7 059 617	4 500 000	6 500 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 563 698	776 034	860 385

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Raison d'être

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) est l'unité du renseignement financier du Canada et l'organisme de surveillance en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes. Le centre facilite la détection, la prévention et la dissuasion en matière de blanchiment d'argent et de financement des activités terroristes. Les produits de renseignements financiers exploitables et les activités de surveillance de CANAFE représentent une contribution unique à la sécurité de la population et à la protection de l'intégrité du système financier du Canada.

CANAFE agit de façon autonome et indépendante des services de police, des organismes d'application de la loi et de sécurité nationale, et des autres organisations auxquelles il est autorisé à communiquer des renseignements financiers.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de CANAFE.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 118. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	89 388 457	50 288 770	67 726 150	43 852 409
Total des crédits votés		89 388 457	50 288 770	67 726 150	43 852 409
Total des postes législatifs		9 234 462	53 837 531	53 918 408	65 132 109
Total des dépenses budgétaires		98 622 919	104 126 301	121 644 558	108 984 518

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 119. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Assurer la conformité à la législation et à la réglementation de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes	60 507 431	0	0	0	60 507 431
Production et communication de renseignements financiers	33 613 348	0	0	0	33 613 348
Services internes	14 863 739	0	0	0	14 863 739
Total	108 984 518	0	0	0	108 984 518

Énumération des autorisations législatives

Tableau 120. Énumération des autorisations législatives - Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépense des recettes conformément au paragraphe 50.1(2) de la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i>	0	49 361 846	60 507 431
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 234 462	4 556 562	4 624 678

Centre de la sécurité des télécommunications

Raison d'être

Le Centre de la sécurité des télécommunications (CST) est l'organisme national de renseignement étranger (renseignement électromagnétique) ainsi que l'autorité technique nationale en matière de cybersécurité et d'assurance de l'information au Canada.

Le CST fournit des renseignements étrangers indispensables pour informer les décisions du gouvernement du Canada sur une vaste gamme de questions, y compris la sécurité nationale.

L'expertise technique dans le domaine de la cybersécurité du CST lui permet de détecter les menaces, de s'y préparer et de se défendre contre les menaces visant les plus importants réseaux et systèmes du Canada. Le CST est autorisé à prendre des mesures proactives visant à bloquer ou à entraver les cybermenaces étrangères avant qu'elles ne causent des dommages aux systèmes du Canada. Le CST peut également mener des opérations visant à favoriser l'atteinte des objectifs nationaux.

De plus, le CST fournit une assistance technique et opérationnelle aux organismes fédéraux chargés de l'application de la loi et de la sécurité, c'est-à-dire le ministère de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 121. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Centre de la sécurité des télécommunications

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	948 295 388	977 621 520	1 035 932 188	1 144 688 528
Total des crédits votés	948 295 388	977 621 520	1 035 932 188	1 144 688 528
Total des postes législatifs	62 500 589	64 061 482	64 683 558	75 887 658
Total des dépenses budgétaires	1 010 795 977	1 041 683 002	1 100 615 746	1 220 576 186

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 122. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Centre de la sécurité des télécommunications

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Défendre et avancer les intérêts et les valeurs du Canada dans l'ensemble du cyberspace et grâce à ce dernier ainsi qu'au renseignement étranger	1 246 351 238	0	0	(25 775 052)	1 220 576 186
Total	1 246 351 238	0	0	(25 775 052)	1 220 576 186

Énumération des autorisations législatives

Tableau 123. Énumération des autorisations législatives - Centre de la sécurité des télécommunications - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	62 478 531	64 683 558	75 887 658

Centre de recherches pour le développement international

Raison d'être

Dans le cadre des activités du Canada en matière d'affaires étrangères et de développement, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) investit dans des activités de recherche et d'innovation de grande qualité, partage des connaissances avec des chercheurs et des décideurs pour orienter les actions aux

échelles locale et mondiale, et mobilise des alliances à l'échelle mondiale pour avoir une plus grande incidence sur la concrétisation de la vision d'un monde plus durable et inclusif.

Le CRDI a été créé en 1970 en vertu d'une loi adoptée par le Parlement du Canada. Il a pour mission « de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions ».

Le CRDI est dirigé par un conseil pouvant compter jusqu'à 14 gouverneurset dont la présidente rend compte au Parlement du Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le rapport annuel du CRDI.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 124. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Centre de recherches pour le développement international

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Centre	164 605 641	157 520 169	160 270 169	159 359 769
Total des crédits votés	164 605 641	157 520 169	160 270 169	159 359 769
Total des dépenses budgétaires	164 605 641	157 520 169	160 270 169	159 359 769

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 125. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Centre de recherches pour le développement international

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Centre de recherches pour le développement international	159 359 769	0	0	0	159 359 769
Total	159 359 769	0	0	0	159 359 769

Chambre des communes

Raison d'être

La Chambre des communes est l'assemblée élue du Parlement du Canada. La Chambre compte 343 députés qui œuvrent au nom des Canadiens dans quatre sphères d'activité (la Chambre, les comités, les caucus et les circonscriptions) et en tant que représentants du Canada. L'Administration de la Chambre appuie fièrement la Chambre des communes et ses députés en leur fournissant les services, l'infrastructure et les conseils dont ils ont besoin pour s'acquitter de leurs rôles de législateurs et de représentants.

Le Président de la Chambre des communes est responsable de cette organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 126. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Chambre des communes

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
--	----------------------------	-----------------------------------------	-----------------------------------------	-----------------------------------------

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	433 835 199	447 532 396	487 084 786	467 147 265
Total des crédits votés		433 835 199	447 532 396	487 084 786	467 147 265
Total des postes législatifs		204 081 473	176 159 598	177 996 211	189 382 144
Total des dépenses budgétaires		637 916 672	623 691 994	665 080 997	656 529 409

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 127. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Chambre des communes

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Députés et agents supérieurs de la Chambre	391 774 654	0	954 555	(1 333 197)	391 396 012
Administration de la Chambre	291 962 877	0	234 664	(27 064 144)	265 133 397
Total	683 737 531	0	1 189 219	(28 397 341)	656 529 409

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 128. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Chambre des communes

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions			
Paiements aux associations parlementaires et de procédure	1 416 782	1 189 219	1 189 219

Énumération des autorisations législatives

Tableau 129. Énumération des autorisations législatives - Chambre des communes - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Députés - Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	109 172 403	108 101 003	113 031 758
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48 204 559	49 295 208	55 225 341
Députés - Contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires en vertu de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i>	46 704 511	20 600 000	21 125 045

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Raison d'être

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada (CEE) favorise des relations de travail justes et équitables ainsi que la responsabilisation au sein de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), et ce, en procédant à l'examen de dossiers d'appels en toute impartialité et indépendance. Le CEE présente des conclusions et des recommandations au commissaire de la GRC pour qu'il rende des décisions définitives sur des appels concernant d'importantes questions d'emploi (par exemple des appels de décisions sur des plaintes de harcèlement, des appels de décisions de licenciement ou de rétrograder un membre de la GRC ayant contrevenu au code de déontologie de la GRC, de cesser le versement de la solde et des indemnités d'un membre suspendu de ses fonctions ou de licenciement un membre pour cause d'invalidité ou de rendement insatisfaisant). En vertu de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* et du *Règlement de la Gendarmerie royale du Canada*, la GRC est tenue de renvoyer les dossiers d'appels devant le CEE, qui les examine et présente ses conclusions et ses recommandations à leur égard.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CEE.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 130. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	4 822 186	5 916 688	5 916 688	6 077 944

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des crédits votés	4 822 186	5 916 688	5 916 688	6 077 944
Total des postes législatifs	550 187	605 628	605 628	696 129
Total des dépenses budgétaires	5 372 373	6 522 316	6 522 316	6 774 073

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 131. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Examen indépendant de questions d'emploi concernant la GRC	4 799 577	0	0	0	4 799 577
Services internes	1 974 496	0	0	0	1 974 496
Total	6 774 073	0	0	0	6 774 073

Énumération des autorisations législatives

Tableau 132. Énumération des autorisations législatives - Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	550 187	605 628	696 129

Comité externe d'examen des griefs militaires

Raison d'être

Le Comité externe d'examen des griefs militaires (le Comité) est un tribunal administratif indépendant qui fait rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Défense nationale.

La raison d'être du Comité est d'effectuer un examen indépendant et externe des griefs militaires. L'article 29 de la *Loi sur la défense nationale* prévoit que tout officier ou militaire du rang qui s'estime lésé par une décision, un acte ou une omission dans la gestion des affaires des Forces armées canadiennes a le droit de déposer un grief. L'importance de ce droit ne peut être minimisée, car, à quelques exceptions près, il s'agit là de la seule procédure officielle de plainte accessible aux membres des Forces armées canadiennes.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 133. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Comité externe d'examen des griefs militaires

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	6 945 128	7 478 021	7 478 021	7 514 758
Total des crédits votés		6 945 128	7 478 021	7 478 021	7 514 758
Total des postes législatifs		816 961	769 002	769 002	996 675
Total des dépenses budgétaires		7 762 089	8 247 023	8 247 023	8 511 433

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 134. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Comité externe d'examen des griefs militaires

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Examen indépendant des griefs militaires	6 063 115	0	0	0	6 063 115
Services internes	2 448 318	0	0	0	2 448 318
Total	8 511 433	0	0	0	8 511 433

Énumération des autorisations législatives

Tableau 135. Énumération des autorisations législatives - Comité externe d'examen des griefs militaires - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	815 817	769 002	996 675

Commissariat à l'intégrité du secteur public

Raison d'être

Créé en 2007 en vertu de la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles*, le Commissariat à l'intégrité du secteur public du Canada (le Commissariat) est un organisme indépendant qui renforce l'imputabilité dans le secteur public fédéral. Il enquête sur les actes répréhensibles graves et les révèle au moyen de rapports au Parlement, et enquête sur les plaintes de représailles.

La commissaire relève directement du Parlement. La présidente du Conseil du Trésor est responsable de déposer au Parlement le plan ministériel et le rapport sur les résultats ministériels du Commissariat.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 136. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commissariat à l'intégrité du secteur public

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	6 096 187	5 503 151	5 812 080	7 074 478
Total des crédits votés	6 096 187	5 503 151	5 812 080	7 074 478
Total des postes législatifs	680 780	563 202	624 341	853 746
Total des dépenses budgétaires	6 776 967	6 066 353	6 436 421	7 928 224

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 137. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commissariat à l'intégrité du secteur public

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Les divulgations d'actes répréhensibles et les plaintes de représailles du secteur public	5 413 113	0	50 000	0	5 463 113

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	2 465 111	0	0	0	2 465 111
Total	7 878 224	0	50 000	0	7 928 224

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 138. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Commissariat à l'intégrité du secteur public

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions			
Contribution qui permet d'obtenir des services de consultation juridique en vertu de la <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i>	21 270	50 000	50 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 139. Énumération des autorisations législatives - Commissariat à l'intégrité du secteur public - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	680 780	624 341	853 746

Commissariat au lobbying

Raison d'être

Le régime fédéral de lobbying établit des exigences et des normes pour le lobbying transparent et éthique auprès des titulaires d'une charge publique fédéraux.

La commissaire au lobbying du Canada, avec l'appui du Commissariat, administre la *Loi sur le lobbying* et le *Code de déontologie des lobbyistes*.

Les principales responsabilités du Commissariat au lobbying sont les suivantes :

- tenir à jour et améliorer le Registre des lobbyistes;
- accroître, par l'éducation, la sensibilisation au régime de lobbying et aux obligations en matière de conformité, ainsi que leur compréhension;
- effectuer du travail dans le domaine de la conformité qui est favorable au respect des exigences fédérales en matière de lobbying.

La commissaire est indépendante du gouvernement et relève directement du Parlement. La présidente du Conseil du Trésor dépose au Parlement les plans ministériels et les rapports sur les résultats ministériels du Commissariat.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 140. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commissariat au lobbying

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	5 236 954	5 391 678	5 391 678	5 447 113
Total des crédits votés		5 236 954	5 391 678	5 391 678	5 447 113

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des postes législatifs	529 571	564 309	564 309	634 128
Total des dépenses budgétaires	5 766 525	5 955 987	5 955 987	6 081 241

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 141. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commissariat au lobbying

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réglementation du lobbying	4 081 345	0	0	0	4 081 345
Services internes	1 999 896	0	0	0	1 999 896
Total	6 081 241	0	0	0	6 081 241

Énumération des autorisations législatives

Tableau 142. Énumération des autorisations législatives - Commissariat au lobbying - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	529 571	564 309	634 128

Commissariat aux langues officielles

Raison d'être

Le commissaire aux langues officielles veille à la mise en œuvre intégrale de la *Loi sur les langues officielles*, à protéger les droits linguistiques des Canadiens et des Canadiennes et à promouvoir la dualité linguistique.

L'article 56 de la *Loi sur les langues officielles* énonce ce qui suit : « Il incombe au commissaire de prendre, dans le cadre de sa compétence, toutes les mesures visant à assurer la reconnaissance du statut de chacune des langues officielles et à faire respecter l'esprit de la présente loi et l'intention du législateur en ce qui touche l'administration des affaires des institutions fédérales, et notamment la promotion du français et de l'anglais dans la société canadienne. »

Ainsi, en vertu de la Loi, le commissaire a pour mandat de prendre, dans le cadre de sa compétence, toutes les mesures nécessaires à la réalisation des trois grands objectifs de la *Loi sur les langues officielles*, soit :

- l'égalité de statut et d'usage du français et de l'anglais au sein du Parlement, du gouvernement du Canada, de l'administration fédérale et des institutions assujetties à la Loi;
- l'épanouissement des communautés de langue officielle au Canada;
- la progression vers l'égalité du français et de l'anglais dans la société canadienne.

Le commissaire aux langues officielles est nommé par commission sous le grand sceau, après approbation par résolution de la Chambre des communes et du Sénat. Le commissaire relève directement du Parlement.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 143. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commissariat aux langues officielles

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	22 264 196	22 891 096	24 571 096	23 831 347
Total des crédits votés		22 264 196	22 891 096	24 571 096	23 831 347
Total des postes législatifs		2 821 387	2 463 129	2 787 129	2 869 803
Total des dépenses budgétaires		25 085 583	25 354 225	27 358 225	26 701 150

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 144. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commissariat aux langues officielles

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Protection des droits liés aux langues officielles	9 078 391	0	0	0	9 078 391
Avancement du français et de l'anglais dans la société canadienne	8 277 357	0	0	0	8 277 357
Services internes	9 345 402	0	0	0	9 345 402
Total	26 701 150	0	0	0	26 701 150

Énumération des autorisations législatives

Tableau 145. Énumération des autorisations législatives - Commissariat aux langues officielles - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 821 387	2 787 129	2 869 803

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Raison d'être

Commissariat à la protection de la vie privée du Canada

À titre d'agent du Parlement, le commissaire à la protection de la vie privée du Canada relève directement de la Chambre des communes et du Sénat. Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (le Commissariat) a pour mandat de surveiller le respect de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, laquelle porte sur les pratiques de traitement des renseignements personnels utilisées par les ministères et organismes fédéraux, de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, la loi fédérale sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé, ainsi que de certains aspects de la loi canadienne anti-pourriel. Le Commissariat a pour mission de protéger et de promouvoir le droit des individus à la vie privée.

Commissariat à l'information du Canada

La commissaire à l'information du Canada relève directement de la Chambre des communes et du Sénat. Le Commissariat à l'information du Canada s'assure que les droits conférés par la *Loi sur l'accès à l'information* sont respectés, ce qui contribue à accroître la transparence et le caractère responsable des institutions fédérales.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de chaque organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 146. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme - Commissariat à l'information du Canada	16 126 325	15 344 268	15 344 268	15 666 272
5	Dépenses du programme - Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	31 033 231	30 553 547	32 245 516	34 322 438
Total des crédits votés		47 159 556	45 897 815	47 589 784	49 988 710
Total des postes législatifs		5 601 408	5 253 130	5 460 916	6 186 400
Total des dépenses budgétaires		52 760 964	51 150 945	53 050 700	56 175 110

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 147. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Protection du droit à la vie privée	27 724 714	0	500 000	0	28 224 714
Transparence gouvernementale	12 417 529	0	0	0	12 417 529
Services internes - Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	10 411 069	0	0	(200 000)	10 211 069
Services internes - Commissariat à l'information du Canada	5 321 798	0	0	0	5 321 798
Total	55 875 110	0	500 000	(200 000)	56 175 110

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 148. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions			
Programme de contributions relatif à la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques</i>	496 464	500 000	500 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 149. Énumération des autorisations législatives - Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 599 886	5 460 916	6 186 400

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Raison d'être

En 1946, le Parlement a adopté la *Loi sur le contrôle de l'énergie atomique* et a créé la Commission de contrôle de l'énergie atomique. Celle-ci a le pouvoir de réglementer l'ensemble des activités nucléaires liées au développement et à l'utilisation de l'énergie atomique au Canada.

Plus d'un demi-siècle plus tard, en mai 2000, la *Loi sur la sécurité et la réglementation nucléaires* entrain en vigueur et créait la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN), appelée à succéder à la Commission de contrôle de l'énergie atomique. La CCSN a les responsabilités et les pouvoirs lui permettant de réglementer un secteur qui englobe tous les segments du cycle du combustible nucléaire et une vaste gamme d'utilisations industrielles, médicales et universitaires des substances nucléaires.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de la CCSN.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 150. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission canadienne de sûreté nucléaire

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
1 Dépenses du programme	48 542 441	52 421 455	52 510 259	57 418 310
Total des crédits votés	48 542 441	52 421 455	52 510 259	57 418 310
Total des postes législatifs	121 502 148	113 713 205	113 713 205	127 647 532
Total des dépenses budgétaires	170 044 589	166 134 660	166 223 464	185 065 842

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 151. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commission canadienne de sûreté nucléaire

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réglementation nucléaire	120 570 102	0	6 830 000	0	127 400 102
Services internes	57 665 740	0	0	0	57 665 740
Total	178 235 842	0	6 830 000	0	185 065 842

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 152. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Commission canadienne de sûreté nucléaire

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions pour soutenir les capacités des autochtones et des parties prenantes dans les activités d'engagement et de consultation	83 940	600 000	600 000
Subventions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien	74 131	75 000	75 000
Contributions			
Contributions pour soutenir les capacités des autochtones et des parties prenantes dans les activités d'engagement et de consultation	1 760 068	3 185 000	3 185 000
Programme d'aide financière aux participants	1 817 901	2 000 000	2 000 000
Contributions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribueront à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien ainsi que du Programme canadien à l'appui des garanties	2 069 587	970 000	970 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 153. Énumération des autorisations législatives - Commission canadienne de sûreté nucléaire - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses des revenus aux termes du paragraphe 21(3) de la <i>Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires</i>	105 827 442	108 605 514	121 415 760

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 674 706	5 107 691	6 231 772

Commission canadienne des droits de la personne

Raison d'être

La Commission canadienne des droits de la personne a été mise sur pied en 1977 en vertu de l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, conformément à la *Loi canadienne sur les droits de la personne* (LCDP). La Commission dirige l'application de la LCDP et travaille avec les employeurs pour veiller à la conformité à la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* (LEE). La LCDP interdit la discrimination, et la LEE fait la promotion de l'égalité en milieu de travail. Sous la direction du commissaire à l'équité salariale et du commissaire à l'accessibilité, la Commission est également responsable de l'administration et de la mise en application de la *Loi sur l'équité salariale* (LES) et de la *Loi canadienne sur l'accessibilité* (LCA). Ces lois imposent les principes de l'égalité des chances et de la non-discrimination aux ministères et organismes du gouvernement fédéral, aux sociétés d'État et aux organisations du secteur privé sous réglementation fédérale. Enfin, la Commission met à la disposition du Défenseur fédéral du logement des services administratifs et des installations pour soutenir ses tâches et ses fonctions.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 154. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission canadienne des droits de la personne

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	39 897 171	33 452 380	34 611 167	34 461 588
Total des crédits votés		39 897 171	33 452 380	34 611 167	34 461 588
Total des postes législatifs		4 981 302	4 304 750	4 602 569	5 029 910
Total des dépenses budgétaires		44 878 473	37 757 130	39 213 736	39 491 498

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 155. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commission canadienne des droits de la personne

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Plaintes	13 734 341	0	0	0	13 734 341
Conformité proactive	8 421 165	0	0	0	8 421 165
Mobilisation et promotion des intérêts	5 976 730	0	0	0	5 976 730
Services internes	13 897 829	0	0	(2 538 567)	11 359 262
Total	42 030 065	0	0	(2 538 567)	39 491 498

Énumération des autorisations législatives

Tableau 156. Énumération des autorisations législatives - Commission canadienne des droits de la personne - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 981 203	4 602 569	5 029 910

Commission canadienne des grains

Raison d'être

La Commission canadienne des grains (CCG) est un ministère du gouvernement fédéral qui administre les dispositions de la *Loi sur les grains du Canada* (LGC). Aux termes de la LGC, la CCG a pour mandat de fixer et de faire respecter, au profit des producteurs de grain, des normes de qualité pour le grain canadien et de régir la manutention du grain au pays afin d'en assurer la fiabilité sur les marchés intérieurs et étrangers.

La vision de la CCG est d'être un « fournisseur de classe mondiale en matière de services d'assurance de la qualité fondés sur la science ».

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de la Commission canadienne des grains.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 157. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission canadienne des grains

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
--	----------------------------	-----------------------------------------	-----------------------------------------	-----------------------------------------

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	6 164 490	5 893 735	5 893 735	6 195 555
Total des crédits votés		6 164 490	5 893 735	5 893 735	6 195 555
Total des postes législatifs		19 155 566	6 276 425	6 276 425	22 094 209
Total des dépenses budgétaires		25 320 056	12 170 160	12 170 160	28 289 764

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 158. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commission canadienne des grains

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réglementation des grains	44 713 643	0	0	(34 469 189)	10 244 454
Services internes	41 945 120	0	0	(23 899 810)	18 045 310
Total	86 658 763	0	0	(58 368 999)	28 289 764

Énumération des autorisations législatives

Tableau 159. Énumération des autorisations législatives - Commission canadienne des grains - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (<i>Loi de crédits no 4 pour 1994-1995</i>)	18 410 402	5 553 760	21 266 422
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	730 781	722 665	827 787

Commission canadienne du lait

Raison d'être

La Commission canadienne du lait (CCL) est une société d'État fédérale constituée en 1966 aux termes de la *Loi sur la Commission canadienne du lait*.

Les objectifs de la CCL selon sa loi comprennent deux volets : permettre aux producteurs de lait et de crème dont l'entreprise est efficace d'obtenir une juste rétribution pour leur travail et leur investissement et assurer aux consommateurs un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de qualité.

La CCL joue un rôle central de facilitateur auprès de l'industrie laitière canadienne. La CCL tient compte des intérêts de tous les intervenants de l'industrie laitière, soit les producteurs, les transformateurs, les transformateurs secondaires, les consommateurs et les gouvernements.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de la CCL.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 160. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission canadienne du lait

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	5 375 706	4 994 571	4 994 571	5 088 203
Total des crédits votés		5 375 706	4 994 571	4 994 571	5 088 203
Total des dépenses budgétaires		5 375 706	4 994 571	4 994 571	5 088 203
Dépenses non budgétaires					
Total des postes législatifs		13 214 240	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires		13 214 240	0	0	0

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 161. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commission canadienne du lait

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Commission canadienne du lait	5 088 203	0	0	0	5 088 203
Total	5 088 203	0	0	0	5 088 203

Commission canadienne du tourisme

Raison d'être

Destination Canada est une société d'État en propriété exclusive du gouvernement du Canada. Cette organisation, dont le mandat consiste à soutenir la vitalité et la rentabilité du tourisme, renforce la compétitivité du Canada à l'échelle mondiale comme destination de premier plan pour les voyages d'affaires et d'agrément. En partenariat avec les secteurs public et privé, Destination Canada cherche à attirer les touristes et à stimuler leurs dépenses pour favoriser la croissance économique, accroître la prospérité des entreprises ainsi que contribuer à la richesse et au bien-être de la population du pays.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan d'entreprise de l'organisme.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 162. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission canadienne du tourisme

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la Commission	122 661 538	115 967 712	115 967 712	125 027 800
Total des crédits votés	122 661 538	115 967 712	115 967 712	125 027 800
Total des dépenses budgétaires	122 661 538	115 967 712	115 967 712	125 027 800

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 163. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commission canadienne du tourisme

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Commission canadienne du tourisme	125 027 800	0	0	0	125 027 800
Total	125 027 800	0	0	0	125 027 800

Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada

Raison d'être

La Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada (la Commission) est un organisme autonome institué par le Parlement, qui ne fait pas partie de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Son rôle fondamental consiste à assurer la surveillance civile de la conduite des membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions, veillant ainsi à ce que la GRC rende des comptes au public. La Commission s'assure que les plaintes déposées par le public concernant la conduite de membres de la GRC sont examinées de manière équitable et objective. Elle formule des conclusions et des recommandations visant à identifier et à corriger les problèmes relatifs au maintien de l'ordre imputables à la conduite de membres de la GRC ou à des lacunes dans les politiques et les pratiques de la GRC. De plus, la Commission examine certaines activités de la GRC, rend compte aux provinces qui utilisent les services contractuels de la GRC, mène des projets de

recherche, organise des activités de sensibilisation et d'éducation du public et fait appel aux services d'observateurs indépendants dans le cadre d'enquêtes sur des incidents graves mettant en cause des membres de la GRC.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 164. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	14 127 254	14 763 619	14 763 619	15 127 881
Total des crédits votés	14 127 254	14 763 619	14 763 619	15 127 881
Total des postes législatifs	1 667 279	1 515 898	1 515 898	1 736 401
Total des dépenses budgétaires	15 794 533	16 279 517	16 279 517	16 864 282

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 165. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Examen indépendant de la GRC	11 242 741	0	0	0	11 242 741
Services internes	5 621 541	0	0	0	5 621 541
Total	16 864 282	0	0	0	16 864 282

Énumération des autorisations législatives

Tableau 166. Énumération des autorisations législatives - Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 667 279	1 515 898	1 736 401

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Raison d'être

La Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire (la Commission) est un tribunal administratif créé par le Parlement pour assurer la surveillance civile et indépendante de la police militaire des Forces canadiennes. Le mandat de la Commission est défini dans la partie IV de la *Loi sur la défense nationale*.

Bien qu'elle relève directement du Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Défense nationale, la Commission jouit d'une indépendance administrative et légale par rapport au ministère de la Défense nationale et aux Forces armées canadiennes. La Commission ne reçoit aucune directive du ministre de la Défense nationale relativement à son mandat opérationnel.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 167. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	5 081 060	5 101 677	5 101 677	5 307 976
Total des crédits votés		5 081 060	5 101 677	5 101 677	5 307 976
Total des postes législatifs		553 222	485 012	485 012	569 294
Total des dépenses budgétaires		5 634 282	5 586 689	5 586 689	5 877 270

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 168. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveillance indépendante de la police militaire	3 565 538	0	0	0	3 565 538
Services internes	2 311 732	0	0	0	2 311 732
Total	5 877 270	0	0	0	5 877 270

Énumération des autorisations législatives

Tableau 169. Énumération des autorisations législatives - Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	553 222	485 012	569 294

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Raison d'être

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) est un tribunal administratif, responsable et indépendant créé par le Parlement le 1er janvier 1989, pour régler les cas d'immigration et de statut de réfugié de manière efficace, équitable et conforme à la loi. La CISR assure des avantages aux Canadiens : en acceptant seulement les demandeurs d'asile ayant besoin d'une protection, conformément aux obligations internationales et au droit canadien; en contribuant à

l'intégrité du système d'immigration, à la sûreté et à la sécurité des Canadiens, à la réputation canadienne de défenseur de la justice et de l'équité pour les personnes, et à la réunification des familles.

La CISR contribue également à la qualité de vie des communautés canadiennes en renforçant le tissu social de notre pays et en reflétant et consolidant les valeurs fondamentales qui sont importantes pour la population canadienne. Il s'agit notamment du respect des droits de l'homme, de la paix, de la sécurité et de l'État de droit.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 170. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission de l'immigration et du statut de réfugié

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	304 748 694	303 087 523	303 087 523	308 955 386
Total des crédits votés		304 748 694	303 087 523	303 087 523	308 955 386
Total des postes législatifs		36 507 821	31 420 536	31 420 536	36 441 936
Total des dépenses budgétaires		341 256 515	334 508 059	334 508 059	345 397 322

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 171. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire -

Commission de l'immigration et du statut de réfugié

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Règlement des cas d'immigration et de statut de réfugié	270 950 367	0	0	0	270 950 367
Services internes	74 446 955	0	0	0	74 446 955
Total	345 397 322	0	0	0	345 397 322

Énumération des autorisations législatives

Tableau 172. Énumération des autorisations législatives - Commission de l'immigration et du statut de réfugié - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	36 506 584	31 420 536	36 441 936

Commission de la capitale nationale

Raison d'être

La Commission de la capitale nationale, créée par le Parlement en 1959, exerce le mandat suivant :

- établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et concourir à leur réalisation afin de doter le siège du gouvernement d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale;
- approuver le design d'édifices et l'utilisation des terrains fédéraux de la région.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan d'entreprise de la Commission de la capitale nationale.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 173. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission de la capitale nationale

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement	71 861 980	69 456 790	77 949 790	95 974 749
5 Paiements à la Commission pour les dépenses en capital	25 040 049	25 313 046	60 465 046	83 802 902
Total des crédits votés	96 902 029	94 769 836	138 414 836	179 777 651
Total des dépenses budgétaires	96 902 029	94 769 836	138 414 836	179 777 651

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 174. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commission de la capitale nationale

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Commission de la capitale nationale	95 974 749	83 802 902	0	0	179 777 651

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Total	95 974 749	83 802 902	0	0	179 777 651

Commission de la fonction publique

Raison d'être

Le président du Conseil privé du Roi pour le Canada est responsable de la Commission de la fonction publique du Canada (l'organisme) conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et du dépôt de son rapport annuel en vertu de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*. L'organisme rend compte indépendamment de l'exercice de son mandat au Parlement.

En collaboration avec les ministères et organismes, il s'emploie à bâtir une fonction publique de demain vouée à l'excellence et représentative de la diversité canadienne. Il sauvegarde l'impartialité politique, protège et promeut le principe du mérite ainsi que l'utilisation des deux langues officielles en matière de recrutement et de dotation. Il appuie les ministères et organismes dans le recrutement de personnes de talent d'un océan à l'autre, grâce à des pratiques, des services et des outils novateurs.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le rapport annuel de l'organisme.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 175. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission de la fonction publique

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
1 Dépenses du programme	93 209 332	86 342 136	88 511 040	89 426 691
Total des crédits votés	93 209 332	86 342 136	88 511 040	89 426 691
Total des postes législatifs	13 684 532	11 975 528	12 335 266	13 786 882
Total des dépenses budgétaires	106 893 864	98 317 664	100 846 306	103 213 573

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 176. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commission de la fonction publique

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Impartialité et embauche dans la fonction publique	87 829 895	0	0	(14 252 000)	73 577 895
Services internes	29 635 678	0	0	0	29 635 678
Total	117 465 573	0	0	(14 252 000)	103 213 573

Énumération des autorisations législatives

Tableau 177. Énumération des autorisations législatives - Commission de la fonction publique - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 664 058	12 335 266	13 786 882

Commission des champs de bataille nationaux

Raison d'être

La Commission des champs de bataille nationaux (CCBN), en tant que gestionnaire du parc des Champs-de-Bataille, permet aux Canadiens et aux Canadiennes de bénéficier du premier parc historique national au Canada et de l'un des plus prestigieux parcs urbains au monde.

La CCBN assume la responsabilité de l'administration, de la gestion, de la conservation et de la mise en valeur du parc des Champs-de-Bataille (situé dans la ville de Québec) ainsi que de la gestion des fonds attribués à cette fin.

La CCBN tient son mandat de la *Loi concernant les champs de bataille nationaux de Québec*, 7-8 Édouard VII, ch. 57, promulguée le 17 mars 1908, et de ses amendements.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de la CCBN.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 178. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission des champs de bataille nationaux

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
1 Dépenses du programme	16 849 105	21 702 347	22 743 347	16 432 093
Total des crédits votés	16 849 105	21 702 347	22 743 347	16 432 093
Total des postes législatifs	3 294 924	2 731 725	2 731 725	2 811 261
Total des dépenses budgétaires	20 144 029	24 434 072	25 475 072	19 243 354

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 179. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commission des champs de bataille nationaux

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Conservation	9 700 000	0	0	0	9 700 000
Promotion du patrimoine	2 600 000	0	0	0	2 600 000
Services internes	6 943 354	0	0	0	6 943 354
Total	19 243 354	0	0	0	19 243 354

Énumération des autorisations législatives

Tableau 180. Énumération des autorisations législatives - Commission des champs de bataille nationaux - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses des revenus aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	2 563 044	2 000 000	2 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	676 955	731 725	811 261

Commission des débats des chefs

Raison d'être

Le gouvernement a confié à la Commission des débats des chefs le mandat :

- d'exercer ses fonctions de façon impartiale, indépendante et rentable;
- d'organiser deux débats dans le cadre de l'élection générale fédérale, soit un dans chaque langue officielle;
- de présenter un rapport au Parlement (constatations, leçons apprises et recommandations) afin d'orienter la possible création, au moyen d'un texte de loi, d'une Commission des débats des chefs « durable ».

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 181. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission des débats des chefs

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	594 813	3 422 808	3 422 808	3 422 808

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des crédits votés	594 813	3 422 808	3 422 808	3 422 808
Total des postes législatifs	48 834	90 270	90 270	100 081
Total des dépenses budgétaires	643 647	3 513 078	3 513 078	3 522 889

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 182. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commission des débats des chefs

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Organiser les débats des chefs pour les élections générales fédérales	3 522 889	0	0	0	3 522 889
Total	3 522 889	0	0	0	3 522 889

Énumération des autorisations législatives

Tableau 183. Énumération des autorisations législatives - Commission des débats des chefs - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48 834	90 270	100 081

Commission des libérations conditionnelles du Canada

Raison d'être

La Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC) est un tribunal administratif indépendant qui, en vertu de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, a le pouvoir exclusif d'accorder, de refuser, d'annuler, de faire cesser ou de révoquer une semi-liberté ou une libération conditionnelle totale. La CLCC peut aussi ordonner que certains détenus purgent leur peine jusqu'à la fin de leur peine. La CLCC rend également des décisions en matière de libération conditionnelle à l'égard des délinquants incarcérés dans les établissements correctionnels des provinces ou des territoires qui n'ont pas leur propre commission des libérations conditionnelles.

Il appartient à la CLCC de prendre la décision d'ordonner, de refuser d'ordonner ou de révoquer des suspensions du casier en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* et du *Code criminel du Canada*. De plus, la CLCC fait des recommandations en matière de clémence en vertu de la Prérogative royale de clémence. La CLCC a également la responsabilité législative d'ordonner ou de refuser d'ordonner la radiation des dossiers judiciaires relatifs aux condamnations pour des infractions admissibles qui seraient aujourd'hui légales en vertu de la *Loi sur la radiation de condamnations constituant des injustices historiques*.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 184. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission des libérations conditionnelles du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
--	----------------------------	-----------------------------------------	-----------------------------------------	-----------------------------------------

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	69 016 729	65 932 326	67 317 184	64 336 572
Total des crédits votés		69 016 729	65 932 326	67 317 184	64 336 572
Total des postes législatifs		8 431 512	7 337 840	7 337 840	8 111 091
Total des dépenses budgétaires		77 448 241	73 270 166	74 655 024	72 447 663

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 185. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commission des libérations conditionnelles du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Décisions relatives à la mise en liberté sous condition	42 935 766	0	0	0	42 935 766
Décisions relatives à la suspension du casier/au pardon et à la radiation et recommandations concernant la clémence	10 597 874	0	0	0	10 597 874
Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition	5 262 623	0	0	0	5 262 623
Services internes	14 151 400	0	0	(500 000)	13 651 400

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Total	72 947 663	0	0	(500 000)	72 447 663

Énumération des autorisations législatives

Tableau 186. Énumération des autorisations législatives - Commission des libérations conditionnelles du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 405 702	7 337 840	8 111 091

Commission du droit d'auteur

Raison d'être

Le mandat de la Commission du droit d'auteur (la Commission) est défini dans la partie VII de la *Loi sur le droit d'auteur*. La loi prévoit que, en tant qu'organisme de régulation économique, la Commission intervient dans trois domaines, soit l'approbation des tarifs pour les œuvres dont les droits sont gérés collectivement, l'octroi de licences pour l'utilisation d'œuvres dont les titulaires sont introuvables et l'arbitrage, advenant qu'une société de gestion collective et un utilisateur ne peuvent s'entendre sur les redevances à être versées.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de la Commission.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 187. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission du droit d'auteur

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	3 652 895	4 045 082	4 045 082	4 244 261
Total des crédits votés		3 652 895	4 045 082	4 045 082	4 244 261
Total des postes législatifs		421 954	411 153	411 153	486 318
Total des dépenses budgétaires		4 074 849	4 456 235	4 456 235	4 730 579

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 188. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commission du droit d'auteur

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Tarifs et licences liés au droit d'auteur	3 784 463	0	0	0	3 784 463
Services internes	946 116	0	0	0	946 116
Total	4 730 579	0	0	0	4 730 579

Énumération des autorisations législatives

Tableau 189. Énumération des autorisations législatives - Commission du droit d'auteur - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	421 954	411 153	486 318

Commission du droit du Canada

Raison d'être

La Commission du droit du Canada fournit des conseils indépendants sur les améliorations, la modernisation et la réforme en vue d'un système juridique juste qui répond aux besoins changeants de la société canadienne.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 190. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission du droit du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	1 641 467	3 705 780	4 440 780	3 705 781
Total des crédits votés		1 641 467	3 705 780	4 440 780	3 705 781

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des postes législatifs	144 680	169 815	169 815	188 273
Total des dépenses budgétaires	1 786 147	3 875 595	4 610 595	3 894 054

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 191. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commission du droit du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Examen du droit	2 659 174	0	0	0	2 659 174
Services internes	1 234 880	0	0	0	1 234 880
Total	3 894 054	0	0	0	3 894 054

Énumération des autorisations législatives

Tableau 192. Énumération des autorisations législatives - Commission du droit du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	144 680	169 815	188 273

Commission mixte internationale (section canadienne)

Raison d'être

La Commission mixte internationale a pour mandat la prévention et/ou la résolution prompt et efficace des différends possibles aux termes du Traité des eaux limitrophes et de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs pour éviter et prévenir des répercussions nuisibles aux relations canado-américaines.

Le Traité des eaux limitrophes a créé la Commission afin qu'elle agisse en tant que conseiller impartial auprès des gouvernements du Canada et des États-Unis.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le rapport annuel d'activités.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 193. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Commission mixte internationale (section canadienne)

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	8 537 225	6 901 191	10 326 511	6 795 183
Total des crédits votés	8 537 225	6 901 191	10 326 511	6 795 183
Total des postes législatifs	654 812	594 277	594 277	669 310
Total des dépenses budgétaires	9 192 037	7 495 468	10 920 788	7 464 493

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 194. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Commission mixte internationale (section canadienne)

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Gestion des ressources communes en eau	5 723 733	0	0	0	5 723 733
Gestion de la qualité de l'eau des Grands Lacs	1 740 760	0	0	0	1 740 760
Total	7 464 493	0	0	0	7 464 493

Énumération des autorisations législatives

Tableau 195. Énumération des autorisations législatives - Commission mixte internationale (section canadienne) - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	654 812	594 277	669 310

Conseil canadien des normes

Raison d'être

Le Conseil canadien des normes (CCN) est une société d'État fédérale qui a pour mandat d'encourager une normalisation efficiente et efficace au Canada. Le CCN coordonne et encadre le système national de normalisation, qui est formé

d'organismes canadiens et de Canadiens et de Canadiennes participant à des activités d'élaboration de normes et d'évaluation de la conformité volontaires. Des milliers de Canadiens et de Canadiennes contribuent aux travaux du réseau canadien de normalisation, dont quelque 3 000 bénévoles au sein de comités qui élaborent des normes. Les normes et les pratiques d'évaluation de la conformité sont essentielles au bien-être économique et collectif de la population canadienne. Elles offrent aux entreprises et à l'industrie des assises garantes de succès, et elles facilitent la circulation des biens et des services à l'échelle nationale et internationale.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan d'entreprise de l'organisme.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 196. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil canadien des normes

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Conseil	20 420 236	21 397 106	24 997 106	26 059 253
Total des crédits votés	20 420 236	21 397 106	24 997 106	26 059 253
Total des dépenses budgétaires	20 420 236	21 397 106	24 997 106	26 059 253

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 197. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Conseil canadien des normes

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Conseil canadien des normes	26 059 253	0	0	0	26 059 253
Total	26 059 253	0	0	0	26 059 253

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Raison d'être

Créé par le Parlement en 1987, le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB) est un organisme indépendant qui détient des pouvoirs quasi judiciaires.

Il a le mandat de veiller à ce que les médicaments brevetés vendus au Canada par les titulaires de droits n'affichent pas un prix excessif. Chaque année, par l'intermédiaire du ministre de la Santé, le CEPMB doit faire rapport au Parlement sur ses activités de l'année précédente, les tendances relatives aux prix des médicaments brevetés ainsi que les dépenses en recherche et développement qui lui sont déclarées par les titulaires de droits pharmaceutiques.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CEPMB.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 198. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	12 656 859	16 423 001	16 423 001	16 630 352
Total des crédits votés		12 656 859	16 423 001	16 423 001	16 630 352
Total des postes législatifs		1 387 286	1 323 046	1 323 046	1 498 580
Total des dépenses budgétaires		14 044 145	17 746 047	17 746 047	18 128 932

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 199. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveiller les prix des médicaments brevetés	14 628 709	0	0	0	14 628 709
Services internes	3 500 223	0	0	0	3 500 223
Total	18 128 932	0	0	0	18 128 932

Énumération des autorisations législatives

Tableau 200. Énumération des autorisations législatives - Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
--	----------------------------	-----------------------------------------	-----------------------------------------

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 387 032	1 323 046	1 498 580

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Raison d'être

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) est un tribunal administratif chargé de réglementer et de surveiller les systèmes de radiodiffusion et de télécommunications canadiens dans l'intérêt du public, en plus de protéger la vie privée et d'assurer la sécurité des Canadiens.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CRTC.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 201. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	9 994 343	8 065 740	8 724 096	9 956 495
Total des crédits votés	9 994 343	8 065 740	8 724 096	9 956 495
Total des postes législatifs	9 911 805	9 949 408	9 949 408	11 909 759

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des dépenses budgétaires	19 906 148	18 015 148	18 673 504	21 866 254

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 202. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réglementer et surveiller le système de communication	87 695 431	0	0	(70 170 392)	17 525 039
Services internes	25 837 125	0	0	(21 495 910)	4 341 215
Total	113 532 556	0	0	(91 666 302)	21 866 254

Énumération des autorisations législatives

Tableau 203. Énumération des autorisations législatives - Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 910 386	9 949 408	11 909 759

Conseil de recherches en sciences humaines

Raison d'être

Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) finance la recherche et la formation en recherche, ce qui permet de mieux comprendre les personnes d'hier et d'aujourd'hui en vue de bâtir un avenir meilleur. Qu'il s'agisse de famille, de culture ou d'emploi, la recherche concernant les personnes, notamment leur mode de vie, leur conception des choses et leur comportement permet de produire de nouvelles connaissances sur les enjeux qui importent le plus pour les Canadiens.

Le CRSH joue un rôle unique au sein du système canadien des sciences, de la technologie et de l'innovation en attribuant des bourses et des subventions aux chercheurs et aux étudiants qui travaillent individuellement, en petits groupes ou en partenariat afin de cultiver le talent, de susciter de nouvelles idées et d'établir des liens qui permettent de répondre aux besoins de tous les secteurs de la société.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du CRSH.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 204. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil de recherches en sciences humaines

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	44 712 196	44 248 882	47 243 760	50 468 429
5	Subventions	1 109 988 820	1 148 878 654	1 236 339 910	1 271 889 793
Total des crédits votés		1 154 701 016	1 193 127 536	1 283 583 670	1 322 358 222

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des postes législatifs	5 634 385	4 804 359	5 123 278	6 039 806
Total des dépenses budgétaires	1 160 335 401	1 197 931 895	1 288 706 948	1 328 398 028

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 205. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Conseil de recherches en sciences humaines

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Financement de la recherche et formation en sciences humaines	34 916 952	0	789 081 703	0	823 998 655
Soutien institutionnel aux coûts indirects de la recherche	875 265	0	482 808 090	0	483 683 355
Services internes	20 716 018	0	0	0	20 716 018
Total	56 508 235	0	1 271 889 793	0	1 328 398 028

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 206. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Conseil de recherches en sciences humaines

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Fonds de soutien à la recherche	451 451 621	452 358 090	482 808 090
Subventions et bourses	349 997 394	342 331 935	413 446 086
Fonds Nouvelles frontières en recherche	121 635 699	123 562 580	121 162 580
Bourses d'études supérieures du Canada	72 702 625	70 121 000	89 918 500
Fonds de recherche biomédicale du Canada	37 500 000	73 500 000	71 900 000
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	53 130 521	59 762 681	59 794 286
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	8 084 960	10 946 406	14 330 294
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	8 300 000	8 300 000	8 300 000
Chaires d'excellence en recherche du Canada	4 584 000	5 293 962	6 815 457
Capacité de recherche autochtone	0	0	1 500 000
Chaires de recherche Canada 150	1 750 000	2 100 000	1 312 500
Programme de Subvention de la mobilisation des informations en matière de défense et de sécurité	602 000	602 000	602 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 207. Énumération des autorisations législatives - Conseil de recherches en sciences humaines - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 517 986	5 015 316	5 931 844
Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines</i>	116 399	107 962	107 962

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Raison d'être

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) est un acteur clé pour ce qui est de faire du Canada un chef de file en matière de découverte et d'innovation. Le CRSNG compte maximiser la valeur des investissements publics dans la recherche et le développement afin de contribuer à la prospérité du Canada et à l'amélioration de la qualité de vie des Canadiens. Compte tenu de l'économie mondiale hautement concurrentielle d'aujourd'hui, le CRSNG joue un rôle clé de soutien quant au réseau d'innovation du Canada. Le CRSNG appuie la recherche qui bénéficie à tous les Canadiens. En rapprochant cette recherche innovatrice avec l'industrie par l'entremise d'initiatives de partenariats, le CRSNG facilite la collaboration entre le secteur privé et le milieu universitaire ainsi que l'accès à la richesse qu'offre le système canadien d'enseignement postsecondaire de premier ordre. Le CRSNG prend part à la formation de la prochaine génération de chercheurs et d'ingénieurs talentueux en accordant des bourses et des allocations de recherche, et accroît la visibilité de la recherche canadienne.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 208. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	65 108 948	58 597 413	69 326 101	77 126 440
5	Subventions	1 309 709 501	1 318 171 508	1 398 782 107	1 420 233 755
Total des crédits votés		1 374 818 449	1 376 768 921	1 468 108 208	1 497 360 195
Total des postes législatifs		8 440 931	7 065 085	8 549 002	9 260 816
Total des dépenses budgétaires		1 383 259 380	1 383 834 006	1 476 657 210	1 506 621 011

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 209. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Financement de la recherche et de la formation en sciences naturelles et en génie	51 714 548	9 971 392	1 420 233 755	0	1 481 919 695
Services internes	24 701 316	0	0	0	24 701 316

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Total	76 415 864	9 971 392	1 420 233 755	0	1 506 621 011

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 210. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions et bourses	1 013 969 433	1 033 791 400	1 126 585 903
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	108 964 405	103 509 479	96 904 510
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	96 422 060	78 586 304	78 627 871
Bourses d'études supérieures du Canada	50 488 317	51 330 000	64 515 000
Chaires d'excellence en recherche du Canada	20 521 996	24 368 137	30 207 334
Laboratoire-au-marché	1 803 968	8 786 188	13 443 137
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	8 320 834	8 350 000	8 350 000
Chaires de recherche Canada 150	7 918 488	9 450 000	1 600 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 211. Énumération des autorisations législatives - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 280 189	8 345 779	9 057 593
Dépenses des revenus en vertu du paragraphe 4(2) de la <i>Loi sur le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</i>	160 742	203 223	203 223

Conseil des Arts du Canada

Raison d'être

Créé en 1957, le Conseil des arts du Canada (CAC) est une société d'État dont le rôle consiste « à favoriser et à promouvoir l'étude et la diffusion des arts, ainsi que la production d'œuvres d'art ». Ses subventions aux artistes et aux organismes artistiques contribuent au dynamisme de la scène artistique canadienne. Ses prix en arts et en sciences célèbrent la créativité de Canadiens exceptionnels. La Banque d'œuvres d'art du CAC est une collection nationale de plus de 17 000 œuvres d'art contemporain canadien, accessibles au public grâce à ses programmes de location, de prêt et de rayonnement.

La Commission canadienne pour l'UNESCO mène ses activités sous l'autorité générale du CAC.

Des informations complémentaires sont disponibles dans le rapport annuel de l'Organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 212. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil des Arts du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Conseil	369 338 611	363 758 160	364 283 160	360 142 160
Total des crédits votés	369 338 611	363 758 160	364 283 160	360 142 160
Total des dépenses budgétaires	369 338 611	363 758 160	364 283 160	360 142 160

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 213. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Conseil des Arts du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Conseil des Arts du Canada	360 142 160	0	0	0	360 142 160
Total	360 142 160	0	0	0	360 142 160

Conseil national de recherches du Canada

Raison d'être

En tant que principal acteur fédéral de la recherche et du développement technologique au Canada, le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) fait progresser les connaissances scientifiques, soutient l'innovation en entreprise et fournit des solutions technologiques aux défis les plus urgents en matière de politiques publiques. En collaboration avec l'industrie, le gouvernement et le milieu universitaire, les experts scientifiques et les conseillers en technologie industrielle du CNRC soutiennent une vaste gamme d'activités scientifiques et d'innovation, notamment en aidant les petites et moyennes entreprises technologiques à intensifier leurs activités, à accéder aux chaînes de valeur mondiales et à devenir compétitives à l'échelle internationale. En conciliant l'avancement des sciences et des technologies émergentes nécessaires à l'économie de demain et le soutien à l'innovation dont les entreprises canadiennes ont besoin pour croître et réussir, le CNRC traduit l'excellence scientifique en innovations qui améliorent la qualité de vie des Canadiens et des peuples du monde. En combinant son solide fondement national et son réseau régional d'infrastructures scientifiques spécialisées à des partenariats internationaux élargis, le CNRC est devenu une plateforme habilitante qui permet de relier diverses expertises au sein du système d'innovation du Canada, concentrant ses efforts sur les objectifs les plus précieux du pays.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 214. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Conseil national de recherches du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				

		Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	594 102 955	582 386 328	584 363 422	602 927 203
5	Dépenses en capital	100 637 978	152 061 000	151 023 870	157 961 000
10	Subventions et contributions	625 012 672	610 696 760	630 294 604	740 628 793
Total des crédits votés		1 319 753 605	1 345 144 088	1 365 681 896	1 501 516 996
Total des postes législatifs		206 227 049	249 998 886	250 256 424	260 661 969
Total des dépenses budgétaires		1 525 980 654	1 595 142 974	1 615 938 320	1 762 178 965

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 215. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Conseil national de recherches du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Science et innovation	672 101 865	152 961 000	740 628 793	0	1 565 691 658
Services internes	191 487 307	5 000 000	0	0	196 487 307
Total	863 589 172	157 961 000	740 628 793	0	1 762 178 965

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 216. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Conseil national de recherches du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions pour le Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	35 309 999	37 397 053	42 221 079
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	3 523 509	5 500 000	2 750 000
Affiliations internationales	893 633	773 400	760 600
Contributions			
Programme d'aide à la recherche industrielle - Contributions aux entreprises	408 981 271	375 500 600	477 734 184
Contributions au Programme des observatoires astronomiques internationaux	36 692 788	70 895 511	80 826 930
Contribution à TRIUMF (Laboratoire national canadien pour la recherche en physique nucléaire et en physique des particules)	60 100 000	61 196 196	70 777 000
Programme de contribution du Centre de production de produits biologiques	18 724 700	17 000 000	27 000 000
Programme d'aide à la recherche industrielle - Contributions à la Stratégie emploi et compétences jeunesse	21 096 651	21 100 000	21 100 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux organisations	34 162 693	13 800 000	13 800 000
Contribution en vertu du Programme de collaboration en science, en technologie et en innovation	4 888 633	6 875 000	3 000 000
Paiement de la quote-part versée au Bureau international des poids et mesures	638 795	659 000	659 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 217. Énumération des autorisations législatives - Conseil national de recherches du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R.C. (1985), ch. N-15)	134 572 680	182 000 000	182 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71 372 946	68 256 424	78 661 969

Corporation commerciale canadienne

Raison d'être

La Corporation commerciale canadienne (CCC) est régie par la loi qui l'a créée, soit la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* de 1946. La Loi énonce le mandat général de la CCC, c'est-à-dire contribuer à l'expansion du commerce extérieur du

Canada en aidant les exportateurs canadiens à accéder aux marchés étrangers et les acheteurs étrangers à se procurer des marchandises au Canada. La Loi confère aussi à la CCC un certain nombre de pouvoirs, dont la capacité d'effectuer l'exportation de marchandises ou de denrées du Canada, en qualité de mandant ou de mandataire, selon les modalités et dans la mesure qu'elle juge utiles. Par conséquent, la CCC facilite les transactions d'exportation à partir du Canada en négociant et en exécutant des accords d'approvisionnement bilatéraux de gouvernement à gouvernement et en faisant appel à des entreprises canadiennes pour répondre aux besoins d'approvisionnement.

Le financement de la CCC provient principalement de deux sources : un crédit destiné spécifiquement à financer l'exécution par la CCC de l'Accord sur le partage de la production de défense (APPD) entre les États-Unis et le Canada et le recouvrement des coûts de toutes les autres activités internationales payantes.

Le CCC rend compte au Parlement par l'intermédiaire de la ministre du Commerce international et des Affaires intergouvernementales et président du Conseil privé du Roi pour le Canada.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 218. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Corporation commerciale canadienne

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la Société d'État	13 962 379	13 792 138	13 792 138	13 792 138
Total des crédits votés	13 962 379	13 792 138	13 792 138	13 792 138
Total des dépenses budgétaires	13 962 379	13 792 138	13 792 138	13 792 138

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 219. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Corporation commerciale canadienne

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Corporation commerciale canadienne	13 792 138	0	0	0	13 792 138
Total	13 792 138	0	0	0	13 792 138

École de la fonction publique du Canada

Raison d'être

L'École de la fonction publique du Canada (l'École) est le fournisseur de services d'apprentissage communs de la fonction publique du Canada. L'École a pour mandat législatif de fournir une gamme d'activités d'apprentissage qui renforcent les capacités des employés et des organisations de la fonction publique, et qui favorisent l'excellence de la gestion au sein de la fonction publique.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'École.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 220. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - École de la fonction publique du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
1 Dépenses du programme	73 086 025	72 079 894	72 079 894	72 771 803
Total des crédits votés	73 086 025	72 079 894	72 079 894	72 771 803
Total des postes législatifs	21 691 136	15 758 877	15 758 877	21 281 461
Total des dépenses budgétaires	94 777 161	87 838 771	87 838 771	94 053 264

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 221. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - École de la fonction publique du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Apprentissage commun dans la fonction publique	70 539 948	0	0	0	70 539 948
Services internes	23 513 316	0	0	0	23 513 316
Total	94 053 264	0	0	0	94 053 264

Énumération des autorisations législatives

Tableau 222. Énumération des autorisations législatives - École de la fonction publique du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 856 840	9 128 005	10 150 589
Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	10 832 336	6 630 872	6 630 872
Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	0	0	4 500 000

Énergie atomique du Canada limitée

Raison d'être

Le mandat d'Énergie atomique du Canada limitée consiste à faciliter les activités de science et technologie nucléaires et à s'acquitter des responsabilités du gouvernement du Canada en matière de gestion des déchets radioactifs et de déclassé.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 223. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Énergie atomique du Canada limitée

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
1 Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	1 344 720 000	1 591 309 916	1 602 049 596	1 945 655 529
Total des crédits votés	1 344 720 000	1 591 309 916	1 602 049 596	1 945 655 529
Total des dépenses budgétaires	1 344 720 000	1 591 309 916	1 602 049 596	1 945 655 529

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 224. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Énergie atomique du Canada limitée

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Déclassement nucléaire et gestion des déchets radioactifs	1 270 098 351	0	0	0	1 270 098 351
Laboratoires nucléaires	322 318 691	353 238 487	0	0	675 557 178
Total	1 592 417 042	353 238 487	0	0	1 945 655 529

Fondation canadienne des relations raciales

Raison d'être

La Fondation canadienne des relations raciales est une société d'État constituée en vertu de la *Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales*, qui est entrée en vigueur le 28 octobre 1996. Selon la loi, la société d'État a pour mission « de faciliter, dans l'ensemble du pays, le développement, le partage et la mise en œuvre de toute connaissance ou compétence utile en vue de contribuer à l'élimination du racisme et de toute forme de discrimination raciale » en entreprenant diverses activités qui y sont énoncées en détail.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le rapport annuel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 225. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Fondation canadienne des relations raciales

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiement à la Fondation	9 000 000	8 992 410	12 092 410	12 000 000
Total des crédits votés	9 000 000	8 992 410	12 092 410	12 000 000
Total des dépenses budgétaires	9 000 000	8 992 410	12 092 410	12 000 000

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 226. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Fondation canadienne des relations raciales

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Fondation canadienne des relations raciales	12 000 000	0	0	0	12 000 000
Total	12 000 000	0	0	0	12 000 000

Gendarmerie royale du Canada

Raison d'être

Comme service de police national du Canada, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) est au cœur de l'engagement du gouvernement fédéral à assurer la sécurité de la population canadienne. En combattant le crime à l'échelle municipale, provinciale et territoriale, fédérale et internationale, la GRC apporte des solutions intégrées en matière de sécurité, une cohérence dans son rôle fédéral et une présence d'un océan à l'autre.

Le mandat de la GRC, tel que le définit l'article 18 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, comporte de multiples facettes, dont les suivantes : prévention du crime et enquêtes criminelles, maintien de l'ordre et de la paix, exécution des lois, contribution à la sécurité nationale, protection des représentants de l'État, des dignitaires en visite et des missions à l'étranger, et prestation de services de soutien opérationnel cruciaux à des services de police et organismes d'application de la loi au Canada et à l'étranger.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 227. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Gendarmerie royale du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	3 535 468 119	3 013 671 333	3 459 219 851	3 815 441 410
5	Dépenses en capital	327 098 197	262 584 846	401 734 946	452 365 865
10	Subventions et contributions	706 255 215	24 845 483	62 279 149	26 176 685
15	Paiements liés aux prestations d'invalidité et soins de santé pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada	0	952 069 789	959 292 565	1 060 656 391
Total des crédits votés		4 568 821 531	4 253 171 451	4 882 526 511	5 354 640 351
Total des postes législatifs		574 476 979	594 584 648	686 228 141	721 777 327
Total des dépenses budgétaires		5 143 298 510	4 847 756 099	5 568 754 652	6 076 417 678

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 228. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Gendarmerie royale du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services de police contractuels et autochtones	4 832 325 531	293 090 968	6 664 446	(2 319 066 176)	2 813 014 769
Services de police fédérale	1 516 000 362	33 943 541	1 445 358	(500 000)	1 550 889 261
Services de police spécialisés	790 887 885	29 829 949	23 066 881	(28 176 154)	815 608 561
Services internes	818 088 814	95 501 407	0	(16 685 134)	896 905 087
Total	7 957 302 592	452 365 865	31 176 685	(2 364 427 464)	6 076 417 678

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 229. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Gendarmerie royale du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Plan de prestations des survivants de la GRC	2 629 010	2 586 483	2 586 483
Subvention pour promouvoir l'application de la loi par le biais de la prévention du crime, la formation et les relations publiques	943 878	1 375 000	1 375 000
Total des postes législatifs	2 671 850	5 000 000	5 000 000
Contributions			

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif)	62 848 122	20 884 000	22 215 202

Énumération des autorisations législatives

Tableau 230. Énumération des autorisations législatives - Gendarmerie royale du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC	433 687 800	585 636 380	597 400 570
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	137 647 628	95 591 761	119 376 757
Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R.C. (1970), ch. R-10)	2 671 850	5 000 000	5 000 000

Instituts de recherche en santé du Canada

Raison d'être

Les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) sont l'organisme du gouvernement du Canada chargé d'investir dans la recherche en santé. Ils ont été créés en juin 2000 en vertu de la *Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada* avec le mandat « d'exceller, selon les normes internationales reconnues de

l'excellence scientifique, dans la création de nouvelles connaissances et leur application en vue d'améliorer la santé de la population canadienne, d'offrir de meilleurs produits et services de santé, et de renforcer le système de santé au Canada ».

Le mandat des IRSC vise à transformer la recherche en santé au Canada, conformément à l'éthique :

- en finançant la recherche libre et la recherche priorisée;
- en renforçant la capacité de recherche dans des secteurs peu explorés et en formant la prochaine génération de chercheurs en santé;
- en mettant l'accent sur l'application des connaissances qui facilite l'utilisation des résultats de la recherche et la transformation de ces résultats en nouvelles politiques, pratiques, procédures, produits et services.

Les IRSC investissent dans l'excellence en recherche dans le cadre de leur responsabilité essentielle, le financement de la recherche et la formation en santé, et de leurs trois programmes :

- recherche libre : fonds de recherche dans tout domaine lié à la santé visant la découverte et l'application de connaissances;
- formation et soutien professionnel : bourses offertes directement à la génération actuelle et à la prochaine génération de chercheurs prometteurs pour soutenir la formation ou le perfectionnement professionnel;
- recherche priorisée : subventions et bourses ciblées dans les domaines prioritaires.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 231. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Instituts de recherche en santé du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	79 891 020	76 150 771	77 365 238	76 463 348
5	Subventions	1 258 382 393	1 284 600 360	1 336 871 400	1 288 832 664
Total des crédits votés		1 338 273 413	1 360 751 131	1 414 236 638	1 365 296 012
Total des postes législatifs		10 182 784	8 809 589	8 998 136	9 682 685
Total des dépenses budgétaires		1 348 456 197	1 369 560 720	1 423 234 774	1 374 978 697

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 232. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Instituts de recherche en santé du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Financement de la recherche et de la formation en santé	39 959 724	0	1 288 832 664	0	1 328 792 388
Services internes	46 186 309	0	0	0	46 186 309
Total	86 146 033	0	1 288 832 664	0	1 374 978 697

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 233. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Instituts de recherche en santé du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel	1 131 599 604	1 142 493 493	1 131 907 205
Fonds d'excellence en recherche Apogée Canada	47 227 128	58 407 137	58 438 027
Bourses d'études supérieures du Canada	39 031 334	41 847 500	53 484 821
Chaires d'excellence en recherche du Canada	11 593 991	13 137 901	17 177 209
Subventions d'appui aux instituts	16 267 241	15 625 723	16 290 715
Bourses d'études supérieures du Canada Vanier	8 320 834	8 350 000	8 350 000
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	1 195 126	2 038 606	2 509 687
Chaires de recherche Canada 150	2 700 000	2 700 000	675 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 234. Énumération des autorisations législatives - Instituts de recherche en santé du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 182 784	8 998 136	9 682 685

Investir au Canada

Raison d'être

Investir au Canada a été constitué comme établissement public en 2018, après l'entrée en vigueur de la *Loi sur Investir au Canada*. En vue de soutenir la prospérité économique du Canada et d'y stimuler l'innovation, Investir au Canada a pour mission de :

- promouvoir, d'attirer et de faciliter les investissements directs étrangers au Canada;
- coordonner les efforts du gouvernement et ceux du secteur privé et des autres intervenants en matière d'investissement direct étranger au Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel d'Investir au Canada.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 235. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Investir au Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1	Dépenses du programme	34 271 743	33 075 156	32 755 156

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des crédits votés	34 271 743	33 075 156	33 075 156	32 755 156
Total des dépenses budgétaires	34 271 743	33 075 156	33 075 156	32 755 156

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 236. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Investir au Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Attirer de l'investissement direct étranger	26 218 845	0	0	0	26 218 845
Services internes	6 536 311	0	0	0	6 536 311
Total	32 755 156	0	0	0	32 755 156

La Société des ponts fédéraux Limitée

Raison d'être

La Société des ponts fédéraux Limitée (SPFL) est une société d'État mère, initialement créée en 1998. Elle a été ensuite fusionnée avec la Société du pont de la rivière Sainte-Marie, une filiale en propriété exclusive, le 27 janvier 2015, et l'Administration du pont Blue Water, une société d'État mère, le 1er février 2015. La SPFL fournit une fonction de surveillance et de responsabilité au gouvernement du Canada pour des ponts internationaux particuliers et des structures connexes en Ontario, incluant les parties canadiennes des ponts internationaux à Cornwall, à Lansdowne, à Sault Ste. Marie et à Point Edward.

La SPFL ne demande aucun crédit dans le budget principal des dépenses 2025-2026.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 237. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - La Société des ponts fédéraux Limitée

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
- Paiements à la Société	7 044 809	17 923 000	17 923 000	0
Total des crédits votés	7 044 809	17 923 000	17 923 000	0
Total des dépenses budgétaires	7 044 809	17 923 000	17 923 000	0

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Raison d'être

Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée est une société d'État constituée en 1978. Sa mission est de voir à la gestion, à l'entretien et à la réfection d'infrastructures et de propriétés de juridiction fédérale, telles que ponts, autoroutes et tunnels, situées dans la grande région métropolitaine de Montréal. La société d'État est responsable du pont Jacques-Cartier, du tronçon fédéral du pont Honoré-Mercier, ainsi que de leurs approches, du pont de Québec, du tunnel de Melocheville, du tronçon fédéral de l'autoroute Bonaventure, de l'Estacade et du programme Héritage Champlain du projet de déconstruction du pont Champlain d'origine.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le résumé du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 238. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la société	156 303 193	262 413 187	262 413 187	295 761 948
Total des crédits votés	156 303 193	262 413 187	262 413 187	295 761 948
Total des dépenses budgétaires	156 303 193	262 413 187	262 413 187	295 761 948

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 239. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	179 197 770	116 564 178	0	0	295 761 948
Total	179 197 770	116 564 178	0	0	295 761 948

Marine Atlantique S.C.C.

Raison d'être

Marine Atlantique S.C.C. (Marine Atlantique) est une société d'État mère créée en 1986 en vertu de la *Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique S.C.C.*, et elle a remplacé la Canadian National Marine pour fournir un service de traversier à longueur d'année prévu par la Constitution, entre North Sydney, en Nouvelle-Écosse, et Port aux Basques, à Terre-Neuve-et-Labrador (T.-N.-L.). Il s'agit du seul service de traversier au pays prévu dans la Constitution. La société exploite également un service non constitutionnel saisonnier, entre North Sydney et Argentia, à T.-N.-L. Marine Atlantique assure le transport d'environ 25 % de tous les visiteurs non-résidents vers T.-N.-L. ainsi que le transport de 66 % des marchandises et de 90 % des denrées périssables et d'une durée de vie critique. Le service est considéré comme vital pour les entreprises du Canada qui participent à l'économie régionale et pour la circulation des personnes en provenance et à destination de l'île de Terre-Neuve.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 240. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Marine Atlantique S.C.C.

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la société	191 685 507	159 010 958	194 973 753	182 531 084
Total des crédits votés	191 685 507	159 010 958	194 973 753	182 531 084

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des dépenses budgétaires	191 685 507	159 010 958	194 973 753	182 531 084

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 241. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Marine Atlantique S.C.C.

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Marine Atlantique S.C.C.	140 456 084	42 075 000	0	0	182 531 084
Total	140 456 084	42 075 000	0	0	182 531 084

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Raison d'être

Le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a été créé en 1868, un an après la Confédération, en raison de l'importance de l'agriculture pour le développement économique, social et culturel du Canada. Aujourd'hui, le Ministère aide à réunir les conditions propices à la rentabilité, à la durabilité et à l'adaptabilité à long terme du secteur agricole canadien. Agriculture et Agroalimentaire Canada appuie le secteur au moyen d'initiatives qui favorisent l'innovation, la compétitivité et la gestion proactive des risques. Son but est de positionner les industries de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels de façon à ce qu'elles puissent réaliser leur plein potentiel en tirant parti des nouveaux débouchés sur les marchés nationaux et internationaux en croissance.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 242. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	740 474 306	662 147 698	685 998 626	682 771 782
5	Dépenses en capital	59 407 495	66 820 123	66 841 932	73 095 676
10	Subventions et contributions	780 757 199	799 514 734	956 612 170	893 997 907
Total des crédits votés		1 580 639 000	1 528 482 555	1 709 452 728	1 649 865 365
Total des postes législatifs		2 582 802 399	2 213 541 119	2 259 262 602	2 285 805 080
Total des dépenses budgétaires		4 163 441 399	3 742 023 674	3 968 715 330	3 935 670 445
Dépenses non budgétaires					
Total des postes législatifs		(1 525 336)	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires		(1 525 336)	0	0	0

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 243. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Risques du secteur	81 656 373	3 588 666	1 950 803 722	(1 000 000)	2 035 048 761
Science et innovation	431 417 222	63 719 539	441 612 330	(25 000 000)	911 749 091
Marchés nationaux et internationaux	111 823 544	1 175 471	705 564 989	(9 662 104)	808 901 900
Services internes	203 358 693	4 612 000	0	(28 000 000)	179 970 693
Total	828 255 832	73 095 676	3 097 981 041	(63 662 104)	3 935 670 445

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 244. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions à l'appui de l'industrie vinicole canadienne	78 550 493	0	55 000 000
Paiements de subvention en faveur du Fonds d'infrastructure alimentaire locale dans le cadre des initiatives de politique alimentaire	0	0	10 000 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions à l'appui du programme de collaboration internationale	2 241 596	3 643 000	5 143 000
Défi – Technologies propres en agriculture	0	2 000 000	3 000 000
Total des postes législatifs	545 738 581	456 137 473	456 137 473
Contributions			
Contributions à l'appui des programmes à coûts partagés exécutés par les provinces et les territoires dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	219 736 272	261 911 236	261 911 236
Paiements de contribution à l'appui du Programme d'investissement à la ferme pour la volaille et les œufs dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	105 015 664	103 760 000	118 260 000
Contributions à l'appui du volet Mesures à la ferme pour le climat du programme Solutions agricoles pour le climat	106 474 448	111 651 703	111 804 834
Contributions à l'appui du programme des technologies propres en agriculture	75 396 537	95 035 071	89 038 071
Paiements de contribution à l'appui du Fonds d'investissement dans la transformation des produits sous gestion de l'offre dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	62 575 284	85 500 000	85 500 000
Contributions à l'appui du programme Agri-science dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	12 372 052	38 474 750	38 474 750
Contributions à l'appui du programme Agri-marketing dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	19 498 637	21 858 764	22 758 764

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions à l'appui du programme canadien des priorités stratégiques de l'agriculture	10 706 263	7 331 000	19 831 000
Contributions à l'appui du programme Agri-innovier dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	10 865 000	17 456 667	17 456 667
Contributions pour soutenir les Solutions agricoles pour le climat	11 528 000	12 500 000	13 500 000
Stratégie emploi et compétences jeunesse	11 356 396	11 752 543	11 752 543
Contributions à l'appui du programme Agri-assurance dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	4 551 831	10 040 000	11 740 000
Paiements de contribution en faveur du Fonds d'infrastructure alimentaire locale dans le cadre des initiatives de politique alimentaire	0	0	8 457 042
Paiements de contribution à l'appui du Programme de développement des marchés de la volaille et des œufs dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	6 000 000	5 240 000	5 240 000
Contributions à l'appui du programme Agri-compétitivité dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	8 167 287	4 130 000	4 130 000
Contributions à l'appui du programme Agri-diversité dans le cadre du Partenariat canadien pour une agriculture durable	631 190	1 000 000	1 000 000
Total des postes législatifs	1 950 779 469	1 684 444 557	1 747 845 661

Énumération des autorisations législatives

Tableau 245. Énumération des autorisations législatives - Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Paiements de contribution pour le programme Agri-protection (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	1 210 265 388	1 033 783 000	1 033 783 000
Paiements de contribution pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	394 487 135	339 658 188	339 658 188
Paiements de subventions pour le Programme de paiements directs pour les producteurs laitiers (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	294 073 718	250 000 000	250 000 000
Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	143 080 375	160 183 000	169 001 104
Paiements de subvention pour le programme Agri-investissement (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	162 218 916	153 974 143	153 974 143
Paiements de contribution pour le programme d'aide en cas de catastrophe agricole - Agri-relance (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	179 032 367	118 513 335	118 513 335
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	77 527 805	72 150 535	80 847 202
Paiements de subvention pour le programme Agri-stabilité (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	89 455 778	52 063 330	52 063 330

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Paiements de contribution pour le Fonds d'innovation et d'investissement dans l'industrie laitière (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	0	40 000 000	50 000 000
Paiements de contribution pour le programme Agri-investissement (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	25 515 325	19 779 021	19 779 021
Prêts garantis en vertu de la <i>Loi canadienne sur les prêts agricoles</i>	383 466	13 111 013	13 111 013
Paiements de contribution pour le programme d'assurance des prix du bétail (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>)	2 053 319	4 000 000	4 000 000
Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	1 266 966	1 848 437	872 444
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300
Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R.C. (1985), ch. F-4)	0	100 000	100 000

Ministère de l'Emploi et du Développement social

Raison d'être

La mission d'Emploi et Développement social Canada (EDSC), y compris le Programme du travail et Service Canada, est de bâtir un Canada plus fort et plus inclusif, d'aider les Canadiens et les Canadiennes à mener une vie productive et gratifiante, et d'améliorer leur qualité de vie.

EDSC fournit une gamme de programmes et de services qui touchent les Canadiens et les Canadiennes tout au long de leur vie. Le Ministère garantit aux aînés un revenu de base, appuie les travailleurs sans emploi, aide les étudiants à financer leurs études postsecondaires et soutient les parents qui élèvent de jeunes enfants. Le Programme du travail est responsable des lois et des politiques s'appliquant aux milieux de travail de compétence fédérale. Service Canada aide les citoyens à accéder aux programmes d'EDSC, de même qu'à d'autres programmes et services du gouvernement du Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 246. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de l'Emploi et du Développement social

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	1 566 730 256	1 296 715 593	1 346 278 541	1 299 684 121

		Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
5	Subventions et contributions	9 823 590 359	10 185 640 405	10 240 793 908	11 647 044 543
10	Radiation des dettes – Prêts canadiens aux étudiants et Prêts canadiens aux apprentis	212 466 789	0	0	197 249 543
Total des crédits votés		11 602 787 404	11 482 355 998	11 587 072 449	13 143 978 207
Total des postes législatifs		82 840 593 310	87 249 864 095	86 792 860 608	92 589 411 733
Total des dépenses budgétaires		94 443 380 714	98 732 220 093	98 379 933 057	105 733 389 940
Dépenses non budgétaires					
Total des postes législatifs		2 100 586 401	1 209 884 072	1 209 884 072	1 227 916 527
Total des dépenses non budgétaires		2 100 586 401	1 209 884 072	1 209 884 072	1 227 916 527

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 247. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère de l'Emploi et du Développement social

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Régimes de pension et prestations	931 247 882	0	86 977 700 000	(394 418 846)	87 514 529 036
Développement social	85 870 677	0	9 219 597 348	0	9 305 468 025

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Apprentissage, développement des compétences et emploi	2 870 834 276	0	6 873 669 443	(1 996 281 538)	7 748 222 181
Diffusion d'information et prestation de services au nom d'autres ministères	518 284 645	0	0	0	518 284 645
Conditions et relations de travail	131 153 880	0	62 140 787	(900 000)	192 394 667
Services internes	1 252 748 953	0	0	(798 257 567)	454 491 386
Total	5 790 140 313	0	103 133 107 578	(3 189 857 951)	105 733 389 940

Tableau 248. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Non budgétaire - Ministère de l'Emploi et du Développement social

	Total
Apprentissage, développement des compétences et emploi	1 227 916 527
Total	1 227 916 527

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 249. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère de l'Emploi et du Développement social

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Stratégie canadienne en matière d'apprentissage	83 700 604	114 339 322	107 104 322
Programme Nouveaux Horizons pour les aînés	71 313 016	64 340 000	64 340 000
Prestation canadienne d'urgence	4 035 145	43 333 560	43 333 560
Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social	14 069 041	20 191 707	26 641 707
Subventions pour des projets de petite envergure du Fonds pour l'accessibilité	20 253 284	24 772 000	24 771 000
Subventions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	0	18 300 000	18 300 000
Programme de financement du travail	11 385 787	11 885 787	6 885 787
Programme de financement des objectifs de développement durable	100 000	4 600 000	4 600 000
Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants	135 876	2 091 532	2 091 532
Allocation canadienne aux parents de jeunes victimes de crimes	728 350	10 000 000	2 000 000
Mesures de soutien pour l'information sur le marché du travail au Canada	1 265 000	1 265 000	1 500 000
Données sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et programme de recherche	726 943	1 695 000	1 500 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Programme stratégique de mobilisation des partenaires et de recherche	561 616	100 000	1 100 000
Fonds pour la prévention du harcèlement et de la violence en milieu de travail	0	1 000 000	1 000 000
Total des postes législatifs	80 289 857 227	85 016 854 560	90 294 103 421
Contributions			
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation de ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	926 676 790	855 903 760	827 804 391
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, détenteurs d'accord du Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publique, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	815 038 509	442 319 239	509 794 381
Initiative de transformation de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants autochtones	277 359 068	374 000 952	311 094 200

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, à des organismes et instituts de recherche et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour aider les jeunes Canadiens à acquérir une expérience de travail et de vie tout en soutenant le service aux collectivités	69 311 726	68 448 500	82 894 500
Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle	14 026 904	48 701 440	67 747 679
Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale	113 385 782	60 000 000	60 000 000
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne	70 833 325	17 237 957	50 947 957
Contributions dans le but de compléter le Cadre multilatéral d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (AGJE) et le Cadre d'AGJE autochtones, pour favoriser des approches novatrices et améliorer les données et la recherche en matière d'AGJE	14 368 461	27 293 896	29 658 520
Programme des travailleurs étrangers temporaires - Programme de soutien des travailleurs migrants	17 232 786	0	17 932 043

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Paiements aux organismes sans but lucratif pour mettre au point des activités d'éducation et de sensibilisation de portée nationale ou provinciale/territoriale/régionale afin de réduire l'incidence de la violence et de la fraude à l'égard des aînés	31 775 154	35 562 105	12 372 578
Programme d'innovation pour l'épargne-retraite des préposés aux services de soutien à la personne	0	0	8 890 000
Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	136 890 381	3 209 000	3 209 000
Fonds pour la prévention du harcèlement et de la violence en milieu de travail	3 500 000	2 500 000	2 500 000
Programme de financement du travail	3 243 327	2 500 000	2 500 000
Contributions à l'appui des activités d'engagement et de renforcement des capacités des populations autochtones	0	0	2 000 000
Total des postes législatifs	1 382 222 204	1 078 665 697	1 191 959 614
Autres paiements de transfert			
Paiements aux provinces et aux territoires aux fins de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants	6 179 192 877	7 208 049 648	8 490 291 517
Ententes sur le développement de la main-d'œuvre	922 000 000	722 000 000	722 000 000
Paiements aux provinces et aux territoires pour le Programme national d'alimentation dans les écoles	0	0	140 239 869

Énumération des autorisations législatives

Tableau 250. Énumération des autorisations législatives - Ministère de l'Emploi et du Développement social - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	57 444 856 822	61 123 000 000	64 702 000 000
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	18 030 935 781	18 808 000 000	20 139 000 000
Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	2 674 008 983	1 888 125 325	1 978 998 421
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	1 464 038 734	1 172 494 451	1 294 446 271
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>)	1 056 760 570	1 070 000 000	1 100 000 000
Prestation canadienne pour les personnes handicapées (<i>Loi sur la prestation canadienne pour les personnes handicapées</i>)	0	0	750 000 000
Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	608 695 612	625 000 000	636 000 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>)	497 774 642	505 020 056	531 400 000
Dépenses des recettes conformément au paragraphe 5.2(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social</i>	453 233 575	575 965 790	478 215 918
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	492 466 197	357 212 515	423 334 810
Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles (<i>Loi canadienne sur l'épargne-invalidité</i>)	185 889 682	224 054 179	210 410 000
Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu (<i>Loi canadienne sur l'épargne-études</i>)	176 013 974	190 000 000	197 000 000
Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances, les indemnités de départ et les indemnités de cessation d'emploi qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité (<i>Loi sur le programme de protection des salariés</i>)	60 443 879	49 250 000	49 250 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	(124 806 959)	54 037 545	39 405 638
Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R.C. (1985), ch. G-5) et à des marins marchands (L.R.C. (1985), ch. M-6)	14 401 060	31 444 511	31 444 511
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	10 109 652	23 565 500	15 254 640
Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	8 156 081	14 963 422	8 808 156
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	4 772 207	4 236 835	5 134 741
Paiements pour la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement en vertu de la <i>Loi sur la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement</i>	12 813 464	8 782 824	1 760 244
Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique (<i>Loi sur l'assurance du service civil</i>)	0	145 000	145 000
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	0	0	102 300

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Ministre des Services aux citoyens – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	64 729	98 600	102 300
Prestation universelle pour la garde d'enfants (<i>Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants</i>)	(4 417 107)	1 400 000	40 000
Ministre d'État (ministre des Aînés) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	634	0	2 000
Ministre d'État (ministre de la Diversité, de l'Inclusion et des Personnes en situation de handicap) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	1 366	2 000	2 000
Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	(1 453 744)	(2 249 461)	(1 175 875)
Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	(110 192)	(2 084 284)	(1 771 642)

Tableau 251. Énumération des autorisations législatives - Ministère de l'Emploi et du Développement social - Non budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	2 078 133 266	1 189 417 895	1 203 963 141
Prêts consentis en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	19 026 135	20 466 177	23 953 386

Ministère de l'Environnement

Raison d'être

Environnement et Changement climatique Canada dirige et soutient un large éventail d'enjeux environnementaux, notamment en prenant des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques, la pollution, la préservation de la nature et les prévisions des conditions météorologiques et environnementales. Le Ministère aborde ces questions par le biais de diverses mesures et initiatives, notamment en dirigeant les efforts du Canada en vue d'une transition vers une économie nette zéro et en renforçant la résilience face aux changements climatiques, en protégeant davantage nos terres et nos eaux, en renforçant la protection et le rétablissement des espèces en péril et de leurs habitats, et en fournissant des renseignements environnementaux et météorologiques aux Canadiens. Pour réaliser son mandat, le Ministère travaille avec les provinces, les territoires, les peuples autochtones, la société civile, l'industrie et les partenaires internationaux, et entreprend des activités de surveillance, de recherche scientifique, d'élaboration de politiques et de règlements, et d'application des lois et des règlements environnementaux.

L'orientation des programmes du Ministère tient compte de l'interdépendance entre la durabilité de l'environnement et le bien-être économique.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel d'Environnement et Changement climatique Canada.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 252. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de l'Environnement

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

		Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
1	Dépenses de fonctionnement	1 203 304 204	1 164 015 083	1 200 712 540	1 133 557 952
5	Dépenses en capital	94 478 088	92 162 753	99 373 329	80 695 624
10	Subventions et contributions	854 491 582	1 382 418 335	1 410 956 935	1 050 756 750
Total des crédits votés		2 152 273 874	2 638 596 171	2 711 042 804	2 265 010 326
Total des postes législatifs		209 855 582	122 373 055	126 644 590	862 260 802
Total des dépenses budgétaires		2 362 129 456	2 760 969 226	2 837 687 394	3 127 271 128

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 253. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère de l'Environnement

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Prendre des mesures visant la croissance propre et les changements climatiques	170 991 964	10 333 752	1 052 528 109	0	1 233 853 825
Préservation de la nature	255 434 914	11 945 755	688 238 132	(2 820 589)	952 798 212
Prévention et gestion de la pollution	371 748 925	19 229 169	31 420 805	(18 305 956)	404 092 943

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Prévisions des conditions météorologiques et environnementales	296 230 937	24 120 496	6 258 163	(55 775 694)	270 833 902
Services internes	251 935 027	15 066 452	0	(1 309 233)	265 692 246
Total	1 346 341 767	80 695 624	1 778 445 209	(78 211 472)	3 127 271 128

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 254. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère de l'Environnement

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subvention à la société de fiducie Notre terre pour l'avenir - Financement de projets pour la permanence dans les Territoires du Nord-Ouest	0	0	300 000 000
Subventions à l'appui de la participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques	27 952 293	23 460 000	14 870 000
Subvention pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	3 290 156	3 740 000	3 600 000
Subventions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	877 500	3 650 000	2 050 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions à l'appui de la prévention et de la gestion de la pollution	0	0	250 000
Subventions à l'appui de Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens	15 000	44 000	44 000
Total des postes législatifs	0	0	466 490 000
Contributions			
Contributions à l'appui du Fonds canadien pour la nature	298 531 158	309 608 419	286 603 496
Contributions à l'appui du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone	237 167 988	226 993 665	247 100 297
Contributions à l'appui de la préservation de la nature	151 362 709	147 966 304	97 833 096
Contributions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	28 199 952	32 253 411	34 823 056
Contributions à l'appui de la participation du Canada au financement international de la lutte contre les changements climatiques	22 997 550	22 000 000	22 250 000
Contributions à l'appui du Programme de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	18 029 021	18 071 803	17 941 464
Contributions à l'appui de la prévention et de la gestion de la pollution	47 287 768	46 669 664	9 555 647
Contributions à l'appui des prévisions des conditions météorologiques et environnementales	3 509 371	3 671 753	3 646 378
Contribution obligatoire à la Commission de coopération environnementale (CCE)	3 411 390	3 460 777	3 460 777

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions à l'appui du Système d'évaluation des impacts et de réglementation	4 170 600	3 350 400	3 350 400
Contribution obligatoire à l'Organisation météorologique mondiale (OMM)	5 319 999	2 567 785	2 567 785
Contribution obligatoire à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)	458 077	245 000	245 000
Contribution obligatoire à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale (Convention de Ramsar)	387 700	206 140	206 140
Contributions obligatoires du Canada à la Convention de Minamata sur le mercure	102 567	200 000	200 000
Contribution obligatoire à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	133 340	121 214	121 214
Contribution obligatoire au Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR)	38 206	38 000	38 000
Total des postes législatifs	75 825 140	0	261 198 459

Énumération des autorisations législatives

Tableau 255. Énumération des autorisations législatives - Ministère de l'Environnement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Distribution des revenus provenant de la redevance sur les combustibles conformément à l'article 165 (2) de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	0	0	466 490 000
Distribution des revenus provenant des redevances pour émissions excédentaires versées en vertu du Système de tarification fondé sur le rendement conformément à l'article 188 de la <i>Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre</i>	75 825 140	0	261 198 459
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	131 039 035	126 545 990	134 470 043
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300

Ministère de l'Industrie

Raison d'être

Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) travaille avec les Canadiens de tous les secteurs de l'économie et de toutes les régions du pays à instaurer un climat favorable à l'investissement, à stimuler l'innovation, à accroître la présence canadienne sur les marchés mondiaux et à créer un marché équitable, efficace et concurrentiel.

ISDE est l'organisme fédéral qui gère le portefeuille de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Nota : Jusqu'à ce que la législation soit modifiée, l'appellation légale du ministère aux fins des lois de crédits demeure le ministère de l'Industrie.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 256. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de l'Industrie

		Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	675 861 474	618 058 710	635 020 860	628 663 340
5	Dépenses en capital	16 624 311	76 406 772	76 777 397	81 803 417
10	Subventions et contributions	3 430 557 484	5 243 950 500	5 473 689 081	7 675 233 851
Total des crédits votés		4 123 043 269	5 938 415 982	6 185 487 338	8 385 700 608
Total des postes législatifs		225 203 241	196 589 473	197 762 178	205 737 307
Total des dépenses budgétaires		4 348 246 510	6 135 005 455	6 383 249 516	8 591 437 915
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés					
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la Loi sur le ministère de l'Industrie	0	300 000	300 000	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la Loi sur le ministère de l'Industrie	0	500 000	500 000	500 000

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des crédits votés	0	800 000	800 000	800 000
Total des postes législatifs	350 000 000	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires	350 000 000	800 000	800 000	800 000

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 257. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère de l'Industrie

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Entreprises, investissement et croissance	825 715 454	81 048 417	5 738 007 303	(365 765 120)	6 279 006 054
Sciences, technologie, recherche et commercialisation	41 273 584	0	1 042 386 551	0	1 083 660 135
Personnes, compétences et collectivités	26 490 574	0	1 015 408 976	0	1 041 899 550
Services internes	217 891 818	755 000	0	(31 774 642)	186 872 176
Total	1 111 371 430	81 803 417	7 795 802 830	(397 539 762)	8 591 437 915

Tableau 258. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Non budgétaire - Ministère de l'Industrie

	Total
Entreprises, investissement et croissance	800 000

	Total
Total	800 000

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 259. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère de l'Industrie

	Dépenses réelles 2023- 2024	Budget principal des dépenses 2024- 2025	Budget principal des dépenses 2025- 2026
Subventions			
Subvention à l'Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse)	5 164 466	5 508 000	5 708 000
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	2 300 000	1 200 000	1 906 126
Subvention pour la Corporation du secrétariat du commerce intérieur	535 000	535 000	535 000
Subventions pour l'initiative canadienne de protection des consommateurs	0	0	500 000
Subventions au Programme de cliniques juridiques de la propriété intellectuelle	350 000	400 000	400 000
Subvention à l'Organisation de coopération et de développement économiques	486 000	300 000	300 000
Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	111 000	150 000	150 000
Subventions au programme de propriété intellectuelle autochtone	144 607	150 000	150 000
Contributions			
Contributions provenant du Fonds stratégique pour l'innovation	1 404 605 079	2 380 139 038	2 707 845 815

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux fabricants de batteries de véhicules électriques	0	236 846 691	2 136 563 719
Contributions en vertu du Fonds pour la large bande universelle	288 572 613	432 896 121	922 223 819
Contributions à la Fondation canadienne pour l'innovation	375 805 058	574 097 692	567 730 524
Contributions au titre des grappes d'innovation mondiales	222 657 064	202 305 634	367 050 210
Contributions à Mitacs Inc.	126 000 000	172 000 000	127 000 000
Contributions en vertu du Fonds stratégique des sciences	0	0	126 813 362
Contributions au programme d'infrastructure de calcul pour l'intelligence artificielle	0	0	115 672 008
Contributions à l'initiative de perfectionnement pour l'industrie	37 867 884	95 343 484	95 343 485
Contribution sous la Stratégie pour l'infrastructure de recherche numérique	43 563 847	202 987 255	51 455 900
Contributions à Génome Canada	59 400 000	33 800 000	49 813 750
Contributions en vertu du programme de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat	50 335 679	40 450 720	37 000 000
Contributions pour l'association du Canada à Horizon Europe	0	0	34 500 000
Contributions à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	139 173 431	191 380 819	33 769 725

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions dans le cadre du programme CodeCan	36 617 244	0	32 601 058
Contributions à CANARIE Inc.	40 600 000	38 000 000	29 600 000
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées pour la stratégie pancanadienne en matière d'intelligence artificielle	12 453 558	22 701 679	28 844 809
Contributions aux instituts nationaux d'intelligence artificielle	15 869 931	15 000 000	24 000 000
Contributions au programme de fonds d'accès au calcul pour l'intelligence artificielle	0	0	23 683 278
Contributions en vertu du Programme de développement de la petite entreprise et de l'entrepreneuriat	15 366 077	21 447 000	21 447 000
Contributions en vertu du programme ÉleverlaPI	27 799 379	31 027 069	20 000 000
Contribution pour le Réseau d'innovation pour la cyber sécurité	2 802 953	20 458 117	19 393 062
Contributions en vertu du Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires : Le Carrefour du savoir et le Fonds de prêts	1 847 384	951 007	15 000 000
Contributions à Futurpreneur Canada	7 675 000	0	12 000 000
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées	11 000 000	11 200 000	11 600 000
Contributions dans le cadre des capacités informatiques dédiées à l'intelligence artificielle	2 309 193	7 454 180	8 810 799

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions au Programme pilote de brevets collectifs	0	0	7 500 000
Contributions à l'Institut canadien de recherches avancées pour l'Institut canadien pour la sécurité de l'intelligence artificielle	0	0	6 000 000
Contributions à la Table ronde du milieu des affaires et de l'enseignement supérieur	5 218 448	5 313 108	5 300 000
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme de stages des Ordinateurs pour les écoles	4 399 085	4 437 085	5 190 000
Contributions au Réseau de santé coordonné, accessible, national	7 800 000	10 000 000	5 000 000
Contributions dans le cadre du programme des Ordinateurs pour les écoles	4 879 113	4 663 157	4 663 157
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme Compétences numériques des jeunes	5 300 000	5 380 000	4 500 000
Contributions au Fonds des sciences de la vie	0	0	2 964 475
Contributions au laboratoire de données sur les entreprises	0	0	2 400 000
Contributions pour l'initiative canadienne de protection des consommateurs	2 266 424	5 000 000	1 190 000
Contributions dans le cadre du programme d'accès abordable	675 000	675 000	675 000
Contributions en vertu du Programme d'activités stratégiques	2 170 634	1 542 700	439 770

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des postes législatifs	104 954 591	105 994 929	120 568 979

Énumération des autorisations législatives

Tableau 260. Énumération des autorisations législatives - Ministère de l'Industrie - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C. 1998, ch. 36)	88 972 630	100 657 039	120 568 979
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83 710 078	75 829 567	84 959 728
Ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie - Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300
Ministre de la Petite Entreprise - Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	1 366	98 600	102 300
Ministre d'État (ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) - Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	1 366	2 000	2 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Ministre d'État (ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique) – Allocation pour automobile (<i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	2 000	2 000	2 000

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

Raison d'être

Le Canada est un pays sur lequel l'immigration a eu une incidence positive. Il a accueilli plus de 21 millions de personnes depuis la Confédération et compte plus de 200 communautés ethniques. L'immigration a largement contribué à façonner le pays diversifié et prospère d'aujourd'hui, et, si l'on regarde vers l'avenir, elle pourrait être tout aussi essentielle à la cohésion sociale et à la prospérité économique futures du Canada. À cette fin, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada facilite l'entrée de résidents temporaires, gère la sélection, l'établissement et l'intégration de nouveaux arrivants, octroie la citoyenneté et délivre des passeports aux citoyens qui y ont droit.

Nota : Jusqu'à ce que la législation soit modifiée, l'appellation légale du Ministère en ce qui a trait aux lois de crédits demeure le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 261. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	2 705 357 268	1 550 671 102	2 590 904 243	2 223 420 163
5	Dépenses en capital	13 658 436	11 846 201	12 465 336	5 957 509
10	Subventions et contributions	2 993 638 276	2 454 878 172	3 592 068 801	2 777 304 133
Total des crédits votés		5 712 653 980	4 017 395 475	6 195 438 380	5 006 681 805
Total des postes législatifs		281 601 336	177 053 150	184 445 996	167 345 847
Total des dépenses budgétaires		5 994 255 316	4 194 448 625	6 379 884 376	5 174 027 652
Dépenses non budgétaires					
Total des postes législatifs		104 341 322	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires		104 341 322	0	0	0

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 262. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Sélection et intégration des immigrants et des réfugiés	1 222 609 668	0	2 777 304 133	0	3 999 913 801

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Visiteurs, étudiants étrangers et travailleurs temporaires	441 495 853	0	0	(14 248 500)	427 247 353
Citoyenneté et passeports	720 439 336	34 266	0	(602 826 693)	117 646 909
Services internes	623 296 346	5 923 243	0	0	629 219 589
Total	3 007 841 203	5 957 509	2 777 304 133	(617 075 193)	5 174 027 652

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 263. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	775 064 000	775 064 000	867 335 000
Subvention pour le Programme d'aide pour le logement intérimaire	259 948 780	0	385 000 000
Subvention pour le Programme d'établissement	18 856 413	55 000 000	55 000 000
Subvention pour le Programme d'aide à la réinstallation des réfugiés	420 988 234	94 890 328	49 813 505
Subvention pour le Programme de renforcement des capacités en matière de migration internationale	26 449 996	27 200 000	16 500 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subvention pour le Programme d'appui à l'immigration francophone	0	1 216 667	1 750 000
Contributions			
Programme d'établissement	1 060 401 578	1 127 125 131	1 102 896 352
Aide à la réinstallation	427 642 672	368 588 162	276 735 276
Programme provisoire d'aide au logement	0	0	15 000 000
Organisation internationale pour les migrations	3 286 603	3 360 551	3 774 000
Contribution pour le Programme d'appui à l'immigration francophone	0	2 433 333	3 500 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 264. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	162 175 592	143 249 593	146 600 099
Fonds renouvelable de Passeport Canada (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> [L.R.C. (1985), ch. R-8])	101 361 976	41 097 803	20 643 448

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300

Ministère de la Défense nationale

Raison d'être

Au nom de la population du Canada, les Forces armées canadiennes (FAC) et le ministère de la Défense nationale (MDN) sont prêts à appuyer une vision selon laquelle le Canada assure :

- sa protection au pays, avec une souveraineté exercée et bien défendue, en particulier dans l'Arctique et dans les régions du Nord, et des Forces armées canadiennes (FAC) prêtes à intervenir en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations d'urgence et à mener des opérations de recherche et de sauvetage;
- sa sécurité en Amérique du Nord, en étant actif dans le cadre d'un partenariat de défense renouvelé avec les États-Unis, axé sur le rétablissement de la défense continentale et de la dissuasion dans tous les domaines : mer, terre, air, espace et cyberspace - notamment par l'intermédiaire d'un NORAD modernisé; et
- son engagement dans le monde, les FAC apportant des contributions fiables et utiles à nos alliés et partenaires, en particulier dans les régions euro-atlantique et indopacifique, en faveur d'un monde plus stable et plus pacifique.

En vertu de la *Loi sur la Défense nationale*, le MDN et les FAC sont deux entités distinctes travaillant ensemble au quartier général de la Défense nationale à s'acquitter de leur principale responsabilité, qui consiste à assurer la défense du Canada et des Canadiens.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 265. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Défense nationale

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	19 772 978 361	20 236 301 508	21 006 893 378	21 542 249 545
5	Dépenses en capital	6 583 516 855	7 216 407 948	8 962 331 243	10 903 027 855
10	Subventions et contributions	1 124 766 756	893 526 093	1 654 233 092	1 009 220 911
15	Paiements liés au régime d'assurance-invalidité de longue durée et d'assurance-vie pour les membres des Forces canadiennes	440 763 417	446 727 532	446 727 532	446 727 532
Total des crédits votés		27 922 025 389	28 792 963 081	32 070 185 245	33 901 225 843
Total des postes législatifs		5 547 451 398	1 791 840 873	1 801 245 758	1 763 785 855
Total des dépenses budgétaires		33 469 476 787	30 584 803 954	33 871 431 003	35 665 011 698
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés					
-	Compte d'avance du fonds de roulement	(2 717 027)	0	0	0
Total des crédits votés		(2 717 027)	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires		(2 717 027)	0	0	0

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 266. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère de la Défense nationale

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Forces prêtes au combat	11 721 692 099	670 613 955	2 000 000	(74 134 248)	12 320 171 806
Acquisition de capacités	1 075 379 027	8 473 542 584	0	(137 750)	9 548 783 861
Bases, systèmes de technologie de l'information et infrastructure durables	3 723 659 229	1 299 931 305	56 756 120	(187 353 573)	4 892 993 081
Équipe de la Défense	4 436 106 043	39 365 853	3 700 157	(72 559 485)	4 406 612 568
Opérations	1 233 705 203	139 657 607	896 974 949	(102 242)	2 270 235 517
Concept de force de l'avenir	854 208 225	261 359 893	50 339 685	(568 527)	1 165 339 276
Services internes	1 058 374 057	18 556 658	0	(16 055 126)	1 060 875 589
Total	24 103 123 883	10 903 027 855	1 009 770 911	(350 910 951)	35 665 011 698

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 267. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère de la Défense nationale

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Programme innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité	2 075 000	3 000 000	22 000 000
Programme de Subvention de la mobilisation des informations en matière de défense et de sécurité	2 760 995	2 891 582	2 956 054
Subventions à l'appui du Programme de dédommagement des employeurs de réservistes	363 314	2 000 000	2 000 000
Programme des subventions pour le soutien communautaire pour les personnes survivantes d'inconduite sexuelle	1 994 208	1 637 090	1 650 157
Subventions à l'appui du Programme sur la réconciliation avec les peuples autochtones	325 593	1 050 000	1 050 000
Programme de subventions pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada : Ligue navale du Canada	500 000	500 000	500 000
Programme de subventions pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada : Ligue des cadets de l'Armée du Canada	500 000	500 000	500 000
Programme de subventions pour les bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada : Ligue des cadets de l'Air du Canada	500 000	500 000	500 000
Contributions			
Contributions à l'appui au Programme d'instruction et de coopération militaires	773 094 697	322 189 000	434 469 829
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Budget militaire de l'OTAN (Programmes de l'OTAN)	184 485 432	327 824 729	305 938 729

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Programme de l'OTAN d'investissement au service de la sécurité (Programmes de l'OTAN)	94 818 533	127 149 679	145 155 679
Contributions à l'appui du Programme d'aide aux immobilisations	35 950 000	38 650 000	42 580 448
Programme innovation pour la défense, l'excellence et la sécurité	14 401 144	24 000 000	22 987 500
Contributions à l'assainissement d'anciens sites de radars militaires au Québec	0	6 763 144	9 477 648
Programme de contributions à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord : Autres activités de l'OTAN	4 071 207	5 004 874	7 410 712
Contribution à l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens	3 875 561	4 000 000	4 000 000
Unités temporaires de traitement de l'eau pour la Ville de Saguenay	890 299	6 951 814	3 198 024
Programme de contributions de la mobilisation des informations en matière de défense et de sécurité	2 250 000	2 250 000	2 250 000
Contributions à l'appui du programme sur la réconciliation avec les peuples autochtones	195 917	450 000	450 000
Contribution au Comité d'examen du programme de défense biologique et chimique	143 971	146 131	146 131
Total des postes législatifs	692 007	610 000	550 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 268. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Défense nationale - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés - Membres militaires	4 852 352 717	1 427 735 533	1 358 868 590
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	380 265 744	372 801 625	404 264 965
Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	576 675	500 000	450 000
Ministre de la Défense nationale - Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	93 271	98 600	102 300
Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.C. (1970), ch. D-3)	115 332	110 000	100 000

Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Raison d'être

Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a été créé en 1987 pour promouvoir la croissance et la diversification de l'économie de l'Ouest. En août 2021, le nom commercial de DEO a été changé pour Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan). PrairiesCan favorise la croissance économique et la diversification de l'économie des provinces des Prairies (Alberta, Saskatchewan et

Manitoba). PrairiesCan défend également les intérêts des provinces des Prairies dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques économiques nationales, de programmes et de projets.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 269. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	44 705 080	41 478 066	42 666 153	42 526 013
5	Subventions et contributions	327 445 920	275 379 745	312 630 900	230 921 018
Total des crédits votés		372 151 000	316 857 811	355 297 053	273 447 031
Total des postes législatifs		5 456 534	4 478 201	4 712 765	5 088 531
Total des dépenses budgétaires		377 607 534	321 336 012	360 009 818	278 535 562

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 270. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Développement économique dans les Prairies	33 672 991	0	230 921 018	0	264 594 009
Services internes	16 541 553	0	0	(2 600 000)	13 941 553
Total	50 214 544	0	230 921 018	(2 600 000)	278 535 562

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 271. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	0	5 000 000	5 000 000
Contributions			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	168 836 341	173 516 012	141 954 598
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	138 016 711	76 270 865	63 373 552
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	17 667 868	17 667 868	17 667 868
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneures	2 925 000	2 925 000	2 925 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 272. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 456 534	4 712 765	5 088 531

Ministère de la Justice

Raison d'être

Dans le cadre du système juridique canadien, l'administration de la justice est un champ de compétence partagé entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires. Le Ministère appuie le ministre de la Justice dans l'exécution de ses responsabilités liées aux lois et secteurs du droit qui relèvent de la compétence fédérale, en assurant un cadre juridique national bilingue et bijuridique, principalement dans les domaines suivants : la justice pénale (y compris la justice pour les victimes d'actes criminels et la justice pénale pour les jeunes), la justice familiale, l'accès à la justice, le droit applicable aux Autochtones, le droit public et le droit privé international. Cette responsabilité est assurée par l'élaboration de politiques, lois, programmes et services pour les Canadiens et Canadiennes. Le ministre agit à titre de conseiller juridique du Cabinet et veille à ce que l'administration des affaires publiques soit conforme à la loi.

Le Ministère appuie le rôle de procureur général du Canada en tant que conseiller juridique en chef de la Couronne, qui représente la Couronne et non les ministères ou organismes individuels. Par conséquent, le procureur général cherche à protéger les intérêts de l'ensemble du gouvernement.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 273. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Justice

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	325 430 485	294 492 684	300 308 743	325 996 408
5	Subventions et contributions	681 510 956	541 777 260	729 172 195	725 976 557
Total des crédits votés		1 006 941 441	836 269 944	1 029 480 938	1 051 972 965
Total des postes législatifs		103 044 788	91 641 927	92 212 559	118 136 333
Total des dépenses budgétaires		1 109 986 229	927 911 871	1 121 693 497	1 170 109 298

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 274. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère de la Justice

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Support au système de justice	67 939 487	0	725 976 557	0	793 916 044
Services juridiques	740 270 671	0	0	(460 000 000)	280 270 671

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services internes	162 922 583	0	0	(67 000 000)	95 922 583
Total	971 132 741	0	725 976 557	(527 000 000)	1 170 109 298

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 275. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère de la Justice

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions versées en vertu du programme de justice autochtone	4 550 000	50 000	5 300 000
Subventions versées en vertu du Fonds pour les partenariats avec les Autochtones	9 000 000	9 000 000	5 000 000
Subventions à l'appui du programme juridique de partenariats et d'innovation	3 431 943	3 656 943	4 656 943
Subventions versées en vertu du Fonds d'aide aux victimes	3 046 168	3 450 000	3 450 000
Subventions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	558 596	600 000	600 000
Subventions à l'appui du Fonds du système de justice pour les jeunes	39 000	79 655	79 655
Contributions			
Contributions pour l'aide juridique en matière criminelle	193 827 507	136 827 507	222 327 507

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions versées en vertu du programme de financement des services de justice pour les jeunes	184 972 994	184 972 994	184 972 994
Contributions pour l'aide juridique aux immigrants et aux réfugiés	86 772 946	11 500 000	83 100 000
Contributions versées en vertu du Fonds d'aide aux victimes	32 392 853	43 483 000	46 860 674
Contributions versées en vertu du programme juridique de partenariats et d'innovation	34 286 492	26 737 943	32 462 191
Contributions versées en vertu du programme de justice autochtone	29 351 956	20 310 000	28 346 829
Contributions au financement du Fonds canadien de justice familiale	22 088 092	23 480 232	21 202 544
Contributions versées en vertu du programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	12 489 232	10 961 288	13 961 288
Contributions pour les services d'accès à la justice dans les territoires (dans les domaines de l'aide juridique, de l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et des services de vulgarisation et d'information juridiques)	11 195 935	8 086 668	12 586 668
Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	12 978 922	16 241 164	12 542 845
Contributions versées en vertu du programme de placement et de surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	12 148 000	11 048 000	11 048 000
Contributions versées en vertu du programme de financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie	10 131 276	10 631 276	10 631 276

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions à la mise en application des exigences de la <i>Loi sur les contraventions</i> en matière de langues officielles	5 408 420	8 137 900	8 136 400
Contributions pour les conseils juridiques pour les plaignants de harcèlement sexuel en milieu de travail	5 475 800	0	5 004 053
Contributions à l'appui du Fonds du système de justice pour les jeunes	4 442 273	4 425 345	4 425 345
Contributions versées en vertu du programme d'avocats payés par l'État	891 562	3 362 345	3 362 345
Contributions pour les évaluations de l'incidence de l'origine ethnique et culturelle	1 292 212	1 495 000	3 035 000
Contributions versées en vertu du Fonds pour les partenariats avec les Autochtones	0	2 000 000	2 000 000
Quotes-parts versées à la Conférence de la Haye de droit international privé	346 829	315 000	315 000
Contributions versées en vertu du Fonds de réserve des équipes intégrées de la police des marchés financiers	0	550 000	194 000
Quotes-parts versées à l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT)	141 820	190 000	190 000
Contributions versées en vertu du programme des avocats spéciaux	149 396	100 000	100 000
Quotes-parts versées à la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)	100 732	85 000	85 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 276. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Justice - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	102 948 808	92 113 959	118 034 033
Ministre de la Justice et procureur général du Canada - Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	95 055	98 600	102 300

Ministère de la Santé

Raison d'être

En matière de santé, Santé Canada défend le système public de soins, élargit l'accès aux services, contribue à la réduction des risques et appuie la population canadienne dans la prise de décisions éclairées.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de Santé Canada.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 277. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Santé

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				

		Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	1 247 923 391	2 946 902 738	3 339 700 919	4 260 686 972
5	Dépenses en capital	30 161 227	26 515 978	27 508 885	32 094 569
10	Subventions et contributions	4 997 847 198	5 424 597 004	5 817 813 893	6 003 337 872
Total des crédits votés		6 275 931 816	8 398 015 720	9 185 023 697	10 296 119 413
Total des postes législatifs		566 361 403	280 586 804	292 104 097	329 238 340
Total des dépenses budgétaires		6 842 293 219	8 678 602 524	9 477 127 794	10 625 357 753

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 278. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère de la Santé

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Systèmes de soins de santé	3 354 872 047	0	5 958 180 116	0	9 313 052 163
Protection et promotion de la santé	1 007 676 116	12 804 382	169 036 919	(217 147 787)	972 369 630
Services internes	350 186 641	19 290 187	0	(29 540 868)	339 935 960
Total	4 712 734 804	32 094 569	6 127 217 035	(246 688 655)	10 625 357 753

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 279. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère de la Santé

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Fonds d'investissement-santé pour les territoires	35 000 000	35 000 000	35 000 000
Subventions pour le Fonds d'accès à la santé buccodentaire	0	0	18 750 000
Total des postes législatifs	0	0	22 940 000
Contributions			
Programme de la stratégie nationale sur les médicaments pour le traitement des maladies rares	0	468 774 452	472 933 889
Programme des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	79 561 505	89 639 729	178 816 612
Programme sur l'usage et les dépendances aux substances	141 978 687	104 300 573	161 279 930
Contribution à l'Institut canadien d'information sur la santé	127 683 979	118 458 979	127 158 979
Contribution à Inforoute Santé du Canada	75 663 123	87 134 000	67 314 500
Contribution à l'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé	38 728 678	40 902 678	59 545 678
Contribution au Partenariat canadien contre le cancer	47 500 000	47 500 000	47 500 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Programme pour les langues officielles en santé	38 999 998	40 624 999	40 624 999
Fonds d'accès à la santé buccodentaire	0	0	31 250 000
Programme du Fonds canadien de recherche sur le cerveau	23 359 164	15 173 697	28 393 089
Contribution au financement pour améliorer la qualité des soins de santé et la sécurité des patients	25 100 000	24 600 000	24 600 000
Fonds pour les dispositifs et les fournitures pour le traitement du diabète	0	0	20 487 407
Programme canadien de soutien aux survivants de la thalidomide	18 208 245	13 218 882	15 085 800
Programme de contribution de la Commission de la santé mentale du Canada	14 250 000	14 250 000	14 250 000
Programme d'amélioration de l'accès abordable aux médicaments sur ordonnance	0	10 700 000	10 700 000
Programme d'organes, de tissus et de sang	18 018 000	8 580 000	8 580 000
Programme de contribution au renforcement des capacités d'adaptation en matière de santé et changements climatiques	0	4 330 435	5 396 290
Programme de contribution pour l'engagement et la sensibilisation dans le cadre du Plan de gestion des produits chimiques	468 000	210 000	1 472 119

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Programme de contributions à la recherche en santé environnementale	588 580	538 580	538 580
Programme de contribution à la sensibilisation au radon	349 454	350 000	350 000
Autres paiements de transfert			
Contributions aux provinces et aux territoires pour les priorités de santé partagées	2 500 000 000	4 300 310 000	4 633 310 000
Total des postes législatifs	246 548 657	0	100 939 163

Énumération des autorisations législatives

Tableau 280. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Santé - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	156 994 114	140 244 006	153 691 686
Paiements aux provinces et aux territoires pour augmenter la couverture du régime public actuel d'assurance-médicaments et pour assurer la couverture de certains médicaments sur ordonnance et produits connexes en vertu de l'article 6 de la <i>Loi sur l'assurance-médicaments</i> .	0	0	100 939 163
Dépense des recettes provenant des autres ministères pour lesquels le ministre est responsable, conformément au paragraphe 4.2(4) de la <i>Loi sur le ministère de la Santé</i>	156 628 604	51 462 891	51 462 891

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Paiements aux provinces et aux territoires conformément à l'article 103 de la <i>Loi sur les brevets</i>	0	0	22 940 000
Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300
Ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associé de la Santé – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	95 055	98 600	102 300

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

Raison d'être

Le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile (SP) assume un rôle de premier plan en prenant à son compte la responsabilité fondamentale du gouvernement pour ce qui a trait à la sécurité de ses citoyens.

La législation régissant le Ministère établit trois rôles essentiels :

- soutenir les ministres dans leurs responsabilités liées à toutes les questions relatives à la sécurité publique et à la gestion des urgences, à l'exception de celles attribuées à un autre organisme fédéral;
- assumer, à l'échelle nationale, un rôle de premier plan en matière de sécurité publique et de protection civile; et,
- soutenir les ministres dans leurs responsabilités liées à la coordination des entités du portefeuille de la sécurité publique et dans l'établissement de leurs priorités stratégiques.

Le ministère fournit au ministre des conseils politiques stratégiques et met en œuvre un nombre de programmes de subventions et de contributions, conformément à ses trois responsabilités principales : sécurité nationale, sécurité des communautés et gestion des urgences.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 281. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	244 522 548	229 204 260	295 712 463	346 711 518
5	Subventions et contributions	1 212 784 586	1 353 564 563	2 118 511 331	1 787 484 190
Total des crédits votés		1 457 307 134	1 582 768 823	2 414 223 794	2 134 195 708
Total des postes législatifs		26 817 241	22 505 005	28 826 250	28 792 986
Total des dépenses budgétaires		1 484 124 375	1 605 273 828	2 443 050 044	2 162 988 694

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 282. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Sécurité communautaire	189 753 009	0	1 098 833 489	0	1 288 586 498
Gestion des urgences	59 206 324	0	685 425 251	0	744 631 575
Sécurité nationale	37 382 403	0	3 225 450	0	40 607 853
Services internes	91 862 768	0	0	(2 700 000)	89 162 768
Total	378 204 504	0	1 787 484 190	(2 700 000)	2 162 988 694

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 283. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Programme d'indemnisation d'armes à feu du style arme d'assaut - Subventions pour les particuliers	0	0	260 033 407
Programme de subvention commémoratif pour les premiers répondants	46 500 000	55 500 000	21 600 000
Subventions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	951 282	2 760 000	9 593 363
Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut	0	0	7 120 414
Fonds pour la résilience communautaire	1 100 835	3 500 000	3 500 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Programme de coopération en matière de cybersécurité	295 100	0	3 225 450
Programme de recherche et de sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd	2 795 054	3 100 000	3 100 000
Subventions pour les organismes bénévoles nationaux	1 796 144	1 796 144	1 796 144
Contributions			
Contributions versées aux provinces à titre d'aide financière en cas de catastrophes naturelles	408 944 423	550 000 000	616 003 139
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme des services de police des Premières Nations et des Inuits	217 624 356	343 707 864	352 850 130
Fonds d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs	77 323 440	80 121 881	80 121 881
Programme d'indemnisation pour les armes à feu de style arme d'assaut	0	0	75 459 007
Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	49 590 814	49 582 899	54 382 944
Cadre sur les coûts de sécurité des événements internationaux d'envergure	57 105 512	0	52 800 000
Fonds pour bâtir des communautés sécuritaires	66 388 708	85 013 827	52 486 299
Modalités de financement pour les installations policières des Premières Nations et des Inuits	19 365 611	51 350 000	47 350 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Appuyer une main-d'œuvre humanitaire pour répondre à la COVID-19 et à d'autres urgences de grande envergure	27 809 362	35 000 000	35 000 000
Contributions pour appuyer les efforts urgents de secours de la Croix-Rouge canadienne liés à la COVID-19, aux inondations et aux feux de forêt	8 464 267	9 000 000	22 532 112
Programme de contributions à l'amélioration de la sécurité des collectivités autochtones	1 980 029	18 700 000	18 700 000
Programme de contribution pour combattre les crimes graves et le crime organisé	24 650 491	28 419 207	18 011 462
Programme de contributions pour les analyses biologiques	12 316 607	12 487 141	12 832 318
Fonds destinés pour améliorer la sécurité autour du complexe parlementaire	0	0	10 000 000
Programme de contributions à l'appui du Fonds des nouvelles initiatives de recherche et de sauvetage	6 701 215	7 304 000	7 304 000
Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	5 258 030	1 200 000	7 000 000
Fonds pour la résilience communautaire	10 557 582	3 500 000	6 160 520
Contributions pour les organismes bénévoles nationaux	4 685 216	5 000 000	5 000 000
Programme de contribution visant à combattre l'exploitation sexuelle des enfants et la traite de personnes	3 107 000	2 035 600	2 035 600

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Programme de contribution de l'Association canadienne des volontaires en recherche et sauvetage	818 050	714 000	714 000
Association internationale des pompiers, Canada	500 000	500 000	500 000
Programme de contribution au Secrétariat de COSPAS-SARSAT	272 000	272 000	272 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 284. Énumération des autorisations législatives - Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	26 722 186	28 727 650	28 690 686
Ministre de la Sécurité publique - Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	95 055	98 600	102 300

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Raison d'être

Affaires mondiales Canada est chargé de faire progresser les relations internationales du Canada, ce qui comprend : élaborer et mettre en œuvre la politique étrangère; favoriser le développement du droit international, du commerce et des échanges internationaux; fournir de l'aide internationale englobant l'aide humanitaire, le développement et la paix et la sécurité; offrir des services consulaires aux Canadiennes et Canadiens; et superviser le réseau mondial de missions du gouvernement du Canada à l'étranger.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel d'Affaires mondiales Canada.

Nota : Jusqu'à ce que la législation soit modifiée, l'appellation légale du ministère aux fins des lois de crédits demeure le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 285. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

		Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	2 200 746 255	2 242 325 841	2 251 836 030	2 394 363 590
5	Dépenses en capital	143 995 844	182 535 896	188 818 610	226 805 441

		Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
10	Subventions et contributions	5 578 000 268	5 884 106 557	6 148 343 954	5 286 796 107
15	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	106 629 725	112 971 000	112 971 000	121 349 991
20	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales - Paiements directs	0	1	1	1
Total des crédits votés		8 029 372 092	8 421 939 295	8 701 969 595	8 029 315 130
Total des postes législatifs		428 707 207	386 154 528	389 002 219	407 774 945
Total des dépenses budgétaires		8 458 079 299	8 808 093 823	9 090 971 814	8 437 090 075
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés					
L30	Prêts - <i>Loi sur l'aide financière internationale</i>	201 000 000	201 000 000	201 000 000	78 000 000
-	Postes votés dans les budgets des dépenses antérieurs	983 793	0	0	0
Total des crédits votés		201 983 793	201 000 000	201 000 000	78 000 000
Total des dépenses non budgétaires		201 983 793	201 000 000	201 000 000	78 000 000

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 286. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	190 602 073	166 367	4 789 154 944	0	4 979 923 384
Soutien à la présence du Canada à l'étranger	1 240 574 610	222 411 656	0	(61 050 000)	1 401 936 266
Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale	493 817 778	1 252 489	672 650 690	0	1 167 720 957
Commerce et investissements	301 739 929	289 800	75 395 041	(2 000 000)	375 424 770
Aide aux Canadiens à l'étranger	93 337 259	322 000	0	(2 400 000)	91 259 259
Services internes	419 237 310	2 363 129	900 000	(1 675 000)	420 825 439
Total	2 739 308 959	226 805 441	5 538 100 675	(67 125 000)	8 437 090 075

Tableau 287. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Non budgétaire - Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

	Total
Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	78 000 000
Total	78 000 000

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 288. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	2 400 675 231	3 230 414 746	3 178 766 111
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens	106 508 348	162 302 725	146 100 001
Subventions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	117 211 717	142 081 540	106 451 940
Subventions à l'appui du Programme CanExport	31 497 372	36 956 548	39 931 547
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou des pays donnés	4 200 000	31 985 100	33 485 100
Subventions dans le cadre du Programme de réduction des menaces liées aux armes	23 507 156	30 322 000	30 322 000
Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	25 833 331	40 120 000	20 120 000
Subventions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	28 676 049	16 250 000	16 250 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	14 649 976	15 854 000	15 854 000
Subventions à l'appui du Programme de la Fondation Asie Pacifique du Canada dans la région Indo-Pacifique	0	4 344 000	4 971 000
Subventions dans le domaine des relations avec les universités	1 916 286	4 550 000	4 550 000
Subventions pour le programme pour les événements multilatéraux internationaux	0	0	3 625 000
Soutien financier annuel pour le pays hôte de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique	1 584 372	1 614 914	1 675 839
Subventions à l'appui du programme de bourses commémoratives PS752	806 500	1 000 000	1 000 000
Subventions pour l'Initiative sur le leadership mondial dans l'Arctique	398 924	700 000	700 000
Subventions pour le Programme canadien de l'innovation à l'international	0	500 000	500 000
Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	60 000	60 000	60 000
Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones	30 000	30 000	30 000
Total des postes législatifs	683 415	900 000	900 000
Contributions			
Paiements de quotes-parts aux organisations internationales :			

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (133 825 100 \$US)	201 067 043	219 902 445	185 322 337
Organisation des Nations Unies (103 806 000 \$US)	113 014 459	111 629 872	148 576 424
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) - Administration civile (33 524 032 euros)	39 579 204	45 121 664	50 089 935
Organisation mondiale de la santé (8 410 664 francs suisses) (9 345 182 \$US)	20 736 606	20 264 445	26 238 058
Organisation panaméricaine de la santé (15 956 035 \$US)	17 577 075	18 835 891	22 096 078
Organisation des États américains (15 162 545 \$US)	16 650 479	16 349 274	20 997 244
Organisation de coopération et de développement économiques (13 461 047 euros)	17 179 103	18 330 168	20 112 825
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (7 515 154 \$US) (5 222 600 euros)	17 887 807	17 585 281	18 210 409
Organisation internationale du travail (10 945 089 francs suisses)	16 117 555	15 973 938	17 303 530
Agence internationale de l'énergie atomique (9 845 948 euros) (1 583 734 \$US)	15 977 159	15 665 051	16 904 495
Organisation internationale de la Francophonie (10 894 260 euros)	14 537 263	16 111 593	16 277 659

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Cour pénale internationale (10 162 498 euros)	13 514 837	13 814 108	15 184 296
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (4 808 087 \$US) (3 892 827 euros)	12 181 047	11 978 228	12 474 753
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (8 216 462 euros)	11 108 847	11 622 967	12 276 628
Organisation mondiale du commerce (4 774 881 francs suisses)	7 183 365	7 973 931	7 548 802
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (4 802 760 \$US)	5 344 563	5 375 079	6 650 909
Secrétariat du Commonwealth (3 309 476 livres sterling)	5 437 635	5 638 386	5 853 171
Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (2 113 063 \$US) (1 569 159 euros)	4 674 770	4 752 223	5 270 751
Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (2 332 802 euros)	2 915 790	2 698 453	3 485 557
Organisation de l'aviation civile internationale	2 551 022	2 613 982	2 809 072
Commission du parc international Roosevelt de Campobello (1 956 397 \$US)	2 439 746	2 401 854	2 709 238
Agence internationale de l'énergie (1 124 095 euros)	1 484 614	1 530 712	1 679 566

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (1 056 826 euros)	1 275 062	1 355 042	1 579 056
Centre international de Recherche sur le Cancer (914 621 euros)	1 306 859	1 293 834	1 366 581
Fondation du Commonwealth (749 062 livres sterling)	1 285 473	1 276 184	1 324 798
Programme du Commonwealth pour la jeunesse (621 701 livres sterling)	1 021 486	1 059 197	1 099 545
Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (578 020 euros)	830 102	812 429	863 649
Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique (56 925 \$US) (750 000 \$S)	758 605	1 078 790	854 886
Agence internationale pour l'énergie renouvelable (610 772 \$US)	796 809	818 768	845 802
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (455 789 francs suisses)	720 725	728 483	720 576
Convention sur la diversité biologique (513 501 \$US)	633 795	623 091	711 101
Tribunal international du droit de la mer (441 019 euros)	592 464	626 133	658 947
Organisation mondiale des douanes (347 637 euros)	500 165	495 646	519 421

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (288 336 \$US) (32 070 francs suisses)	186 318	307 781	449 992
Organisation maritime internationale (244 179 livres sterling)	361 217	394 240	431 859
Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (274 963 euros)	289 491	307 214	410 835
Autorité internationale des fonds marins (274 794 \$US)	417 992	534 696	380 538
Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix (177 486 euros)	264 965	258 604	265 189
La Convention de Vienne et le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (186 304 \$US)	158 022	240 336	257 996
Organisation de coopération et de développements économiques – Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (165 135 euros)	211 407	224 868	246 736
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (177 265 \$US)	218 051	291 956	245 479
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (173 132 \$US)	222 236	223 147	239 756
Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (112 553 \$US)	144 468	145 058	155 865

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Cour permanente d'arbitrage (85 545 euros)	112 058	102 034	127 817
Entente de Wassenaar (81 128 euros)	114 256	112 661	121 217
Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (21 364 075 CFA) (25 773 euros)	85 725	87 421	87 245
Organisations internationales de produits de base (41 616 euros)	49 120	56 671	62 182
Commission internationale d'établissement des faits (11 227 francs suisses)	10 787	17 574	17 748
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation bilatérale visant des régions ou pays donnés	667 298 503	452 063 453	414 465 929
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation des partenariats avec les Canadiens	360 140 937	272 160 302	284 863 026
Contributions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	961 069 860	653 732 765	172 000 000
Fonds canadien d'initiatives locales	26 657 639	46 176 852	46 176 852
Contributions dans le cadre du Programme de réduction des menaces liées aux armes	47 148 018	37 940 000	37 940 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions à l'appui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	77 622 078	44 400 000	37 910 000
Contributions pour le Programme canadien de l'innovation à l'international	2 938 355	16 120 000	16 120 000
Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie	7 800 000	8 300 000	8 300 000
Contributions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	21 491 870	6 996 800	6 996 800
Contributions pour l'Initiative sur le leadership mondial dans l'Arctique	5 008 366	5 450 000	6 450 000
Contributions pour le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité	50 615 377	5 601 782	5 601 782
Contributions pour le Programme d'engagement pour l'Indo-Pacifique	0	5 425 000	5 425 000
Contributions dans le domaine des relations avec les universités	8 587 891	4 587 627	4 587 627
Contributions volontaires annuelles	3 450 000	3 450 000	3 450 000
Autres paiements de transfert			
Total des postes législatifs	240 228 815	249 404 568	250 404 568

Énumération des autorisations législatives

Tableau 289. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Paiements aux institutions financières internationales – Paiements [<i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>]	240 228 815	249 404 568	250 404 568
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	157 440 422	138 401 851	156 163 477
Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique (L.R.C. (1985), ch. D-2)</i>	683 415	900 000	900 000
Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300
Ministre de la Promotion des exportations, du Commerce international et du Développement économique – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300
Ministre du Développement international – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300

Ministère des Anciens Combattants

Raison d'être

C'est en partie grâce à ses réalisations en temps de guerre que le Canada est devenu un pays indépendant doté d'une identité unique.

Le ministère des Anciens Combattants a pour raison d'être d'aider les personnes dont les efforts courageux nous ont laissé cet héritage et qui ont permis à notre nation de s'épanouir.

La *Loi sur le ministère des Anciens Combattants* confère au ministre des Anciens Combattants le pouvoir d'exécuter les lois du Parlement et les décrets qui ne sont pas, de droit, du ressort d'autres ministres ou ministères en ce qui a trait aux soins, au traitement ou à la réinsertion dans la vie civile des anciens combattants et aux soins de leurs survivants ou des personnes à leur charge, ainsi qu'aux domaines que le gouverneur en conseil désigne.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 290. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Anciens Combattants

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	1 364 791 202	1 368 262 515	1 937 031 847	1 993 350 382
5	Subventions et contributions	4 636 714 330	4 800 622 351	5 713 874 741	5 785 481 791
Total des crédits votés		6 001 505 532	6 168 884 866	7 650 906 588	7 778 832 173
Total des postes législatifs		51 560 670	45 145 912	46 385 639	51 903 228
Total des dépenses budgétaires		6 053 066 202	6 214 030 778	7 697 292 227	7 830 735 401

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 291. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère des Anciens Combattants

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Avantages, services et soutien	1 885 758 873	0	5 760 491 791	0	7 646 250 664
Commémoration	21 689 121	0	25 187 000	0	46 876 121
Ombudsman des vétérans	4 863 548	0	0	0	4 863 548
Services internes	132 745 068	0	0	0	132 745 068
Total	2 045 056 610	0	5 785 678 791	0	7 830 735 401

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 292. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère des Anciens Combattants

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Indemnité pour souffrance et douleur	1 608 757 205	1 585 299 000	2 271 914 000
Prestation de remplacement du revenu	1 260 702 576	1 345 789 000	1 574 683 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, C.P. 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la <i>Loi sur les pensions</i>; indemnisation pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la <i>Loi sur les pensions</i>; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve	1 012 069 671	990 933 000	975 414 000
Indemnité supplémentaire pour souffrance et douleur	276 261 939	353 850 000	386 920 000
Entretien ménager et entretien du terrain	291 478 596	302 431 000	348 813 000
Allocation de reconnaissance pour aidant	22 308 657	28 945 000	42 330 000
Allocation pour études et formation	28 961 516	35 872 000	34 128 000
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	11 859 340	12 600 000	14 540 000
Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire	7 182 831	20 000 000	9 500 000
Fonds du Souvenir	6 393 536	6 844 000	7 217 000
Subvention pour le Programme de financement de la recherche	2 150 000	5 350 000	5 729 612
Allocation de soutien du revenu des Forces canadiennes	2 651 436	3 207 000	4 407 000
Subvention pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille	5 933 062	2 000 000	4 000 000
Indemnité pour blessure grave	1 098 644	2 160 000	2 210 000
Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	2 530 615	2 548 000	1 929 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subvention pour partenariats de commémoration	525 813	1 450 000	1 700 000
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés	802 222	1 300 000	1 400 000
Fonds d'urgence pour les vétérans	1 647 146	1 000 000	1 000 000
Paiements effectués en vertu du Règlement sur l'indemnisation en cas d'accidents d'aviation	480 718	975 000	975 000
Indemnités et allocations d'invalidité	705 319	958 000	672 000
Allocation de traitement	145 523	300 000	300 000
Aide accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le fonds de secours	39 645	100 000	100 000
Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	22 040	70 000	70 000
Allocation de sécurité du revenu de retraite	0	50 000	50 000
Aide aux anciens combattants canadiens - District d'outre-mer	9 315	25 000	25 000
Paiements de prestations pour bravoure	774	2 500	2 500
Total des postes législatifs	0	197 000	197 000
Contributions			
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	65 488 938	70 292 000	78 431 000
Centre d'excellence sur le trouble de stress post-traumatique et les états de santé mentale connexes	9 191 941	9 200 000	9 200 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contribution pour le Programme de financement de la recherche	7 141 355	5 161 679	5 161 679
Contributions, en vertu du Programme de partenariat pour la commémoration, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs	8 038 034	10 910 172	1 660 000
Contributions pour les Fonds pour le bien-être des vétérans et de leur famille	2 066 937	1 000 000	1 000 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 293. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Anciens Combattants - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	50 980 262	46 090 039	51 603 928
Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (<i>Loi sur l'assurance des anciens combattants</i>)	0	175 000	175 000
Ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale - Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (<i>Loi de l'assurance des soldats de retour au pays</i>)	0	10 000	10 000
Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (L.R.C. (1970), ch. V-4)	0	10 000	10 000
Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (L.R.C. (1970), ch. W-4)	0	2 000	2 000

Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

Raison d'être

Le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres travaille à faire progresser l'égalité des genres au moyen d'une perspective sur les genres et les recoupements qui y sont associés. En partenariat avec les principales parties prenantes, y compris les organisations de la société civile, les groupes syndicaux, le secteur privé, les autres ordres de gouvernement, et les Premières Nations, les Inuits et les peuples métis, le Ministère promulgue activement l'inclusion de toutes les personnes à la vie économique, sociale et politique du Canada. De plus, il s'efforce de remplir son mandat d'avancement de l'égalité des genres en assurant une fonction de coordination centrale au sein du gouvernement du Canada, notamment par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, l'octroi de subventions et de contributions, l'exécution de programmes, l'investissement dans la recherche et la formulation d'avis dans le but d'atteindre l'égalité pour les personnes de tous les genres, y compris les femmes.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 294. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	63 732 927	61 336 015	61 435 957	61 732 958
5	Subventions et contributions	249 298 340	303 970 339	308 155 364	338 287 046
Total des crédits votés		313 031 267	365 306 354	369 591 321	400 020 004
Total des postes législatifs		7 867 614	6 154 063	6 177 727	7 122 142
Total des dépenses budgétaires		320 898 881	371 460 417	375 769 048	407 142 146

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 295. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Faire avancer l'égalité des genres	44 755 815	0	338 287 046	0	383 042 861
Services internes	24 099 285	0	0	0	24 099 285
Total	68 855 100	0	338 287 046	0	407 142 146

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 296. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	5 160 065	61 794 195	66 864 195
Programme de promotion de l'égalité des sexes, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre – Subventions pour appuyer le renforcement des capacités et le travail à l'échelle communautaire des organisations 2ELGBTQI+ canadiennes	3 301 330	23 180 881	24 920 817

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Subventions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d’améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l’échelle nationale, régionale et locale	4 120 034	22 305 402	22 305 402
Contributions			
Programme de promotion de l’égalité des sexes, de l’orientation sexuelle, de l’identité et de l’expression de genre – Contributions pour appuyer le renforcement des capacités et le travail à l’échelle communautaire des organisations 2ELGBTQI+ canadiennes	123 948 171	156 538 197	182 794 943
Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d’autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	79 326 543	33 215 397	34 465 422
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Contributions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d’améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l’échelle nationale, régionale et locale	33 442 197	6 936 267	6 936 267

Énumération des autorisations législatives

Tableau 297. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Femmes et de l’Égalité des genres - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 772 264	6 079 127	7 019 842
Ministre des Femmes et de l'Égalité des genres – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300

Ministère des Finances

Raison d'être

Le ministère des Finances Canada (le Ministère) est responsable de la gestion globale de l'économie canadienne. Cette gestion comprend la préparation du budget fédéral annuel, ainsi que la prestation de conseils au gouvernement au sujet de questions économiques et budgétaires, de politiques fiscales et tarifaires, de mesures sociales, d'enjeux liés à la sécurité, de la stabilité financière et d'engagements internationaux du Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 298. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Finances

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				

		Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	423 513 715	145 198 781	154 574 939	354 793 866
5	Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	0	1	1	1
10	Autorisation pour le montant de l'aide financière sous forme de subventions au Fonds d'intermédiaire financier de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	0	0	0	1
Total des crédits votés		423 513 715	145 198 782	154 574 940	354 793 868
Total des postes législatifs		135 087 937 218	142 904 970 066	144 816 923 483	149 485 137 579
Total des dépenses budgétaires		135 511 450 933	143 050 168 848	144 971 498 423	149 839 931 447
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés					
-	Postes votés dans les budgets des dépenses antérieurs	0	0	2	0
Total des crédits votés		0	0	2	0
Total des postes législatifs		76 583 974 303	0	1 933 410 000	0
Total des dépenses non budgétaires		76 583 974 303	0	1 933 410 002	0

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 299. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère des Finances

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Politiques économique et budgétaire	52 730 285 248	0	97 055 062 277	0	149 785 347 525
Services internes	54 733 922	0	0	(150 000)	54 583 922
Total	52 785 019 170	0	97 055 062 277	(150 000)	149 839 931 447

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 300. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère des Finances

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Total des postes législatifs	0	0	200 000 000
Contributions			
Programme d'aide financière aux participants autochtones	150 000	12 000 000	11 000 000
Contribution pour des lignes directrices sur l'investissement durable au Canada	0	0	4 727 000
Autres paiements de transfert			

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Transfert conditionnel non récurrent des recettes nettes selon l'Entente sur la participation aux bénéfices nets et l'Entente sur la participation accessoire aux bénéfices nets du projet de développement Hibernia à la province de Terre-Neuve-et-Labrador	280 166 028	0	193 785 718
Total des postes législatifs	90 883 737 740	92 815 224 982	96 645 549 559

Énumération des autorisations législatives

Tableau 301. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Finances - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Transfert canadien en matière de santé (partie V.1 - <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	49 431 243 596	52 080 686 000	54 684 720 000
Intérêt sur la dette non échue (<i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>)	36 430 208 410	42 721 000 000	43 866 000 000
Péréquation fiscale (partie I - <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	23 963 000 000	25 252 833 000	26 169 704 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux (partie V.1 - <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	16 416 302 000	16 908 791 000	17 416 055 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Financement des territoires (partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	4 834 417 818	5 158 964 752	5 488 889 341
Autres frais d'intérêts	6 043 911 079	5 687 000 000	5 194 000 000
Paiements à la Banque de l'infrastructure du Canada en vertu du paragraphe 23 de la <i>Loi sur la Banque de l'infrastructure du Canada</i>	1 477 761 422	3 619 719 000	3 480 230 000
Paiements à l'Association internationale de développement (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>)	486 916 000	486 916 000	486 916 000
Paiement à Terre-Neuve-et-Labrador lié à l'Entente sur les paiements annuels de ristournes liées au projet Hibernia (article 200 – <i>Loi no 1 d'exécution du budget de 2021</i>)	137 973 145	196 860 000	232 872 000
Paiements à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement – Fonds d'intermédiaire financier pour l'Ukraine (<i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, paragraphe 8(1)</i>)	0	0	200 000 000
Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres en vertu du paragraphe 18(1) de la <i>Loi sur la reprise économique</i>	51 823 068	51 535 479	88 222 012
Achat de la monnaie canadienne (<i>Loi sur la Monnaie royale canadienne</i>)	82 531 817	78 000 000	81 000 000
Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives</i>)	44 585 961	44 585 961	44 920 116
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	16 308 497	16 990 691	18 255 720

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Ministre des Finances et des Affaires intergouvernementales – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(1 283 661 606)	(1 354 548 000)	(1 442 405 910)
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(5 819 705 000)	(6 132 509 000)	(6 524 343 000)

Ministère des Pêches et des Océans

Raison d'être

Pêches et Océans Canada appuie les pêches durables sur le plan environnemental, économique et social. Il contribue également à une économie prospère en soutenant les exportations et en favorisant un commerce maritime sécuritaire. Le Ministère appuie l'innovation nécessaire à une économie fondée sur le savoir au moyen de la recherche dans des secteurs, tels que l'aquaculture et la biotechnologie.

Les activités du Ministère fournissent aux Canadiens un environnement propre et sain ainsi que des écosystèmes aquatiques durables grâce à la protection de l'habitat, à la gestion des océans, ainsi qu'à la recherche sur les écosystèmes.

La Garde côtière canadienne (GCC) se charge des services et des programmes qui soutiennent la sûreté, la sécurité et l'accessibilité des voies navigables du Canada. La GCC fournit également une flotte civile et une vaste infrastructure côtière.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 302. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Pêches et des Océans

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	2 373 422 550	2 175 845 920	2 278 092 623	2 266 709 202
5	Dépenses en capital	1 344 508 051	1 826 755 893	1 920 406 740	2 650 017 110
10	Subventions et contributions	591 513 104	491 765 345	820 617 118	913 847 438
Total des crédits votés		4 309 443 705	4 494 367 158	5 019 116 481	5 830 573 750
Total des postes législatifs		236 618 702	190 813 246	197 195 077	221 973 428
Total des dépenses budgétaires		4 546 062 407	4 685 180 404	5 216 311 558	6 052 547 178

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 303. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère des Pêches et des Océans

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Opérations maritimes et intervention	767 396 406	2 185 660 860	26 834 048	0	2 979 891 314

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Pêches	689 386 158	183 990 852	536 998 889	0	1 410 375 899
Écosystèmes aquatiques	305 817 532	5 477 171	349 616 501	0	660 911 204
Navigation maritime	283 240 176	141 699 445	248 000	(40 011 000)	385 176 621
Services internes	482 853 358	133 188 782	150 000	0	616 192 140
Total	2 528 693 630	2 650 017 110	913 847 438	(40 011 000)	6 052 547 178

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 304. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère des Pêches et des Océans

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subvention à l'Aajuraq Conservation Fund Society pour le financement de projets pour la permanence dans la région de Qikiqtani (Fonds pour Aajuraq)	0	0	200 000 000
Subventions à l'appui des espèces et l'habitat aquatiques	1 917 818	2 600 000	12 524 490
Subventions à l'appui du programme de mise en valeur du saumon	1 285 000	1 575 000	1 600 000
Subventions à l'appui des accords de réconciliation avec les Autochtones	0	745 860	1 097 660

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions à l'appui de la programmation d'aliénation des actifs	1 000 000	750 000	650 000
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	133 000	275 500	275 500
Contributions			
Contributions à l'appui du cadre de gestion intégrée pour les programmes de contributions Autochtones	142 597 581	119 332 212	242 535 270
Contributions à l'appui des accords de réconciliation avec les Autochtones	24 878 094	65 799 309	175 344 629
Contributions à l'appui des espèces et de l'habitat aquatiques	141 902 422	124 657 915	93 973 712
Contributions à l'appui du cadre de gestion intégrée pour les programmes du secteur des produits de la pêche	92 229 573	82 894 265	80 203 218
Contributions à l'appui de la recherche scientifique sur les écosystèmes et les océans	27 303 457	28 148 650	30 719 599
Contributions à l'appui du programme intégrée de la Garde côtière canadienne	25 645 874	31 778 794	26 834 048
Contribution à la Qikiqtani Inuit Association pour le projet de Nauttisuqtiit Conservation Centre - Modèle de conservation régional de conservation régional de Qikiqtani	0	0	20 000 000
Contributions à l'appui de la gestion durable des pêches du Canada	70 526 037	22 920 723	15 241 995

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions à l'appui du programme de mise en valeur du saumon	7 102 346	7 516 000	8 066 000
Contributions à l'appui du Programme de contributions de catégorie de ports pour petits bateaux	2 737 821	750 000	2 600 000
Contribution à l'appui de la Fondation du saumon du Pacifique	1 505 850	1 590 633	1 590 633
Contribution à l'appui du Sous-comité du saumon de la Commission de gestion du poisson et de la faune du Yukon	308 700	317 900	328 100
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	272 335	91 217	241 217
Contribution à l'appui de la Fondation environnementale du T. Buck Suzuki	21 087	21 367	21 367

Énumération des autorisations législatives

Tableau 305. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Pêches et des Océans - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	233 177 016	197 096 477	221 871 128

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300

Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

Raison d'être

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC) continue de renouveler la relation de nation à nation, entre les Inuits et la Couronne et de gouvernement à gouvernement entre le Canada et les Premières Nations, les Inuits et les Métis; de moderniser les structures du gouvernement du Canada en vue de permettre aux Autochtones de renforcer leur capacité et d'appuyer leur vision en matière d'autonomie gouvernementale; et de diriger les travaux du gouvernement du Canada dans le Nord.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 306. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				

		Dépenses réelles 2023- 2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025- 2026
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	10 087 209 540	1 972 347 839	3 952 707 155	4 844 173 256
5	Dépenses en capital	332 647	75 000	75 000	325 000
10	Subventions et contributions	6 222 241 606	8 908 436 755	13 918 375 007	8 158 701 504
Total des crédits votés		16 309 783 793	10 880 859 594	17 871 157 162	13 003 199 760
Total des postes législatifs		40 822 762	32 390 959	36 796 617	37 101 422
Total des dépenses budgétaires		16 350 606 555	10 913 250 553	17 907 953 779	13 040 301 182
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés					
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones	19 253 808	25 903 000	25 903 000	25 903 000
Total des crédits votés		19 253 808	25 903 000	25 903 000	25 903 000
Total des dépenses non budgétaires		19 253 808	25 903 000	25 903 000	25 903 000

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 307. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire -
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Relations Couronne-Autochtones	3 890 354 624	0	7 697 576 267	0	11 587 930 891
Affaires du Nord	843 251 503	250 000	465 251 225	0	1 308 752 728
Services internes	164 939 639	75 000	0	(21 397 076)	143 617 563
Total	4 898 545 766	325 000	8 162 827 492	(21 397 076)	13 040 301 182

Tableau 308. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Non budgétaire - Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

	Total
Relations Couronne-Autochtones	25 903 000
Total	25 903 000

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 309. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions aux Premières Nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada ou imposé par le Tribunal des revendications particulières, et aux groupes autochtones pour le règlement des revendications spéciales	2 787 365 501	5 985 068 880	4 788 826 129
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	1 834 366 350	1 576 074 422	1 850 846 203
Subventions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Nunavut pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuits	62 451 000	63 700 000	64 974 000
Subventions aux organisations chargées des revendications territoriales, aux signataires d'accords sur l'autonomie gouvernementale et aux organisations des Premières Nations pour soutenir la récolte d'aliments traditionnels et Subventions aux collectivités du Nord à l'appui de l'accès aux aliments offerts sur le marché	41 496 516	8 000 000	40 263 000
Subventions pour l'évolution politique des territoires, particulièrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités	8 297 873	33 290 936	33 564 681
Subvention à la Société Makivik (Makivvik) pour l'établissement de la réponse réconciliatrice à l'abattage de chiens au Nunavik	0	0	20 000 000
Subventions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les habitants du Nord	75 000 000	0	15 131 137

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles ainsi que le développement scientifique dans le Nord	13 867 995	4 151 000	4 152 020
Subvention pour appuyer le Conseil de surveillance de la mine Giant ainsi que la recherche sur le trioxyde d'arsenic	1 075 632	1 129 961	1 142 794
Subvention accordée à l'Administration financière des Premières Nations en vertu de la <i>Loi sur la gestion financière des Premières Nations</i>	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Subventions aux universités et aux établissements autochtones aux fins de la recherche sur la sécurité alimentaire et ses facteurs causaux	585 050	0	750 000
Total des postes législatifs	5 380 240	4 125 988	4 125 988
Contributions			
Contributions pour appuyer la négociation et la mise en œuvre d'ententes ou d'initiatives de traités, de revendications et d'autonomie gouvernementale	498 495 821	433 260 180	520 442 250
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	67 149 918	108 794 832	165 544 985
Contributions pour appuyer l'accès aux aliments sains dans les collectivités isolées du Nord	145 906 120	121 652 192	162 934 802
Contributions pour la Nation métisse pour l'apprentissage et la garde de jeunes enfants	98 826 418	137 367 716	141 013 060
Contributions pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord, et promouvoir le développement scientifique	102 521 549	94 603 783	105 251 001

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions visant à aborder l'héritage des pensionnats indiens	101 020 526	32 022 160	58 631 300
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	56 797 942	58 624 829	57 379 126
Contributions pour appuyer les gouvernements et les institutions autochtones, et pour bâtir une gouvernance solide	64 411 129	58 628 573	52 281 508
Contributions pour appuyer la capacité organisationnelle de base des organismes représentant les Autochtones	31 708 875	31 785 531	33 411 596
Contributions pour promouvoir le développement social et politique dans le Nord et pour les résidents du Nord	35 727 774	13 969 099	20 262 940
Paiements de transfert au gouvernement du Yukon pour la préservation et l'entretien, l'assainissement et la gestion de la fermeture des sites contaminés au Yukon	770 104	14 969 539	18 412 850
Contributions pour le bien-être des familles et des survivantes et survivants des femmes, des filles et des personnes 2ELGBTQQIA+ autochtones disparues et assassinées	3 583 906	2 486 122	2 486 122

Énumération des autorisations législatives

Tableau 310. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34 483 572	29 405 511	30 992 416
Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	5 380 240	4 125 988	4 125 988
Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources (lois sur le règlement des revendications territoriales globales)	0	1 865 718	1 865 718
Ministre des Relations Couronne-Autochtones – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300
Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (<i>Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure)</i>)	0	15 000	15 000

Ministère des Ressources naturelles

Raison d'être

Ressources naturelles Canada vise à améliorer la qualité de vie des Canadiens et Canadiennes en veillant à ce que nos ressources naturelles soient exploitées de façon durable, en fournissant une source d'emplois, de prospérité et de nouvelles perspectives, de même qu'en préservant notre environnement et en respectant nos communautés et les peuples autochtones.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 311. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Ressources naturelles

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	902 105 989	886 000 876	905 864 768	944 229 746
5	Dépenses en capital	36 334 211	38 370 809	50 142 227	44 926 204
10	Subventions et contributions	1 802 371 719	2 796 124 984	3 011 384 595	2 620 493 122
Total des crédits votés		2 740 811 919	3 720 496 669	3 967 391 590	3 609 649 072
Total des postes législatifs		725 798 404	1 830 643 284	1 832 468 749	1 522 928 319
Total des dépenses budgétaires		3 466 610 323	5 551 139 953	5 799 860 339	5 132 577 391

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 312. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère des Ressources naturelles

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Valorisation novatrice et durable des ressources naturelles	440 087 747	20 428 685	1 765 922 614	(23 910 427)	2 202 528 619
Secteurs des ressources naturelles concurrentiels à l'échelle mondiale	97 078 378	650 000	1 765 791 053	(307 200)	1 863 212 231
Science des ressources naturelles et atténuation des risques	320 271 820	21 847 519	525 614 266	(12 411 964)	855 321 641
Services internes	209 614 900	2 000 000	0	(100 000)	211 514 900
Total	1 067 052 845	44 926 204	4 057 327 933	(36 729 591)	5 132 577 391

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 313. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère des Ressources naturelles

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions à l'appui de rénovations maisons	330 682 073	722 151 500	759 249 850
Subventions à l'appui du programme de transport écoénergétique de marchandises	2 264 625	36 306 000	21 756 343

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions pour appuyer l'énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées	6 544 121	9 361 541	7 750 000
Subventions à l'appui du programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro	0	5 000 000	5 000 000
Subventions à l'appui de la sensibilisation et de l'engagement, de l'efficacité énergétique et de l'innovation énergétique	4 688 906	4 229 334	4 154 333
Subventions en soutien au Programme d'innovation énergétique	3 142 874	3 779 000	3 704 000
Subventions pour le renforcement des capacités pour Accroître les forêts canadiennes – 2 milliards d'arbres	1 999 999	2 000 000	2 000 000
Subventions à l'appui du Fonds d'infrastructure pour les minéraux critiques	0	2 000 000	2 000 000
Subventions à l'appui du programme de leadership mondial sur les forêts	3 290 700	2 000 000	1 950 000
Subventions à l'appui de l'initiative de partenariats mondiaux	3 625 000	1 575 000	1 575 000
Subventions à l'appui de la géoscience	1 230 887	1 297 000	1 297 000
Subventions à l'appui du Centre Interservices des feux de forêt du Canada	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Subventions à l'appui du développement économique des Autochtones	970 624	1 000 000	1 000 000
Subventions pour soutenir et mobiliser les connaissances autochtones sur la gestion des feux	0	1 000 000	1 000 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions à l'appui de l'engagement et de renforcement des capacités, des énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification	256 200	700 000	500 000
Subventions à l'appui du programme de pré-développement de l'énergie éolienne extracôtière	0	120 000	120 000
Contributions			
Contributions pour Accroître les forêts canadiennes - 2 milliards d'arbres	99 826 502	338 000 000	353 000 000
Contributions à l'appui de projets d'énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification	390 149 240	401 152 171	222 244 171
Contributions en soutien au Programme relatif au Fonds pour les combustibles propres et au Programme de codification et de normalisation des combustibles propres	127 012 651	376 940 000	195 824 737
Contributions à l'appui de l'efficacité énergétique	16 534 767	147 926 989	156 158 203
Contributions à l'appui du Fonds d'infrastructure pour les minéraux critiques	0	109 100 000	139 370 000
Contributions à l'appui du programme d'innovation énergétique	53 414 846	97 000 000	115 420 000
Contributions à l'appui du programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro	138 321 939	76 813 515	101 898 909
Contributions à l'appui de l'initiative Combattre et gérer les feux de forêt dans un climat en changement	36 625 888	64 600 000	81 653 933

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions à l'appui de rénovations maisons	361 161 070	27 450 000	71 324 342
Contributions à l'appui du programme Investissements dans la transformation de l'industrie forestière	17 469 591	44 665 000	65 500 000
Contributions en soutien au Programme de pré-développement en matière d'électricité	24 555 646	70 000 000	43 645 000
Contributions à l'appui du programme Communautés résilientes grâce à Intelli-feu	0	26 925 000	40 258 333
Contributions pour appuyer l'énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées	47 489 334	50 274 472	37 878 841
Contributions à l'appui du programme de promotion de l'innovation en foresterie	21 204 451	21 750 000	21 750 000
Contributions à l'appui de l'adaptation aux changements climatiques	0	12 000 000	16 200 000
Contributions à l'appui des Partenariats pour les ressources naturelles autochtones	17 550 151	16 000 000	16 000 000
Contributions à l'appui de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	14 390 982	14 444 178	14 180 557
Contributions pour appuyer les comités autochtones de consultation et de surveillance de projets d'infrastructure énergétique	9 680 068	0	10 500 000
Contributions pour appuyer la stratégie d'intervention précoce contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette - Phase III	7 490 530	9 600 000	10 500 000
Contributions à l'appui de l'Initiative en matière de technologie et d'innovation	0	9 000 000	10 340 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions à l'appui du programme de construction verte en bois	4 243 965	9 280 000	9 280 000
Contributions permettant le déploiement responsable de petits réacteurs modulaires et l'innovation nucléaire	0	9 209 372	9 209 321
Contributions à l'appui du programme de transport écoénergétique de marchandises	1 323 597	6 719 376	8 743 657
Contributions à l'appui d'établir et mobiliser les connaissances fondamentales sur la lutte aux feux de forêt	0	8 500 000	8 500 000
Contributions à l'appui du programme de leadership mondial sur les forêts	961 895	980 000	7 905 412
Contributions à l'appui de l'initiative de recherche multipartenaire de RNCAN	5 299 902	6 500 000	6 500 000
Contributions à l'appui du Programme de garantie de prêts pour les Autochtones pour l'analyse d'investissements et la diligence raisonnable	0	0	4 800 000
Contributions à l'appui de l'initiative de partenariats mondiaux	502 902	3 185 000	4 185 000
Contributions pour appuyer le programme des énergies renouvelables émergentes	3 616 498	10 066 124	4 008 180
Contributions à l'appui de la géoscience	0	3 000 000	3 500 000
Contributions à l'appui du développement économique des Autochtones	2 775 244	3 333 000	3 334 000
Contributions à l'appui d'un centre d'excellence pour l'innovation et la résilience en matière de feux de forêt	0	475 000	2 775 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions à l'appui de l'initiative des instituts de recherche forestière	2 368 000	2 368 000	2 368 000
Contributions à l'appui de la recherche	7 017 540	7 045 412	2 180 000
Contributions à l'appui de la résilience aux feux de forêt	480 490	2 000 000	2 000 000
Contributions à l'appui de l'identification et de la cartographie des aléas d'inondation	111 927	1 250 000	1 450 000
Contributions pour appuyer la participation autochtone aux dialogues	2 403 715	1 658 000	1 258 000
Contributions à l'appui du programme GéoConnexions	455 381	500 000	500 000
Contributions obligatoire à l'Organisation internationale des bois tropicaux	8 451	120 000	120 000
Contributions à l'appui du renforcement des capacités en matière d'emplois durables	0	0	98 000
Contributions à l'appui de l'engagement des Autochtones sur la cartographie des risques d'incendie de forêt dans la communauté	0	75 000	75 000
Total des postes législatifs	640 151 545	1 757 609 770	1 436 834 811

Énumération des autorisations législatives

Tableau 314. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Ressources naturelles - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve-et-Labrador</i>)	637 484 816	1 741 978 520	1 418 651 011
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	84 521 830	74 496 552	86 261 672
Contribution à l'Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve-et-Labrador</i>)	121 094	12 915 000	14 027 800
Contribution à l'Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (<i>Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada — Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers</i>)	2 594 582	2 716 250	4 156 000
Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300
Fonds renouvelable de Géomatique Canada	838 086	263 827	(270 464)

Ministère des Services aux Autochtones

Raison d'être

Services aux Autochtones Canada travaille en collaboration avec ses partenaires en vue d'améliorer l'accès à des services de haute qualité pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis. Notre vision est d'appuyer et d'habiliter les Autochtones afin qu'ils puissent offrir de façon indépendante des services et aborder les différentes conditions socio-économiques au sein de leurs collectivités.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 315. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Services aux Autochtones

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	26 693 617 338	2 583 434 729	3 800 376 475	4 051 895 333
5	Dépenses en capital	8 282 630	6 385 586	6 854 799	6 513 738
10	Subventions et contributions	19 619 163 626	18 337 731 120	23 795 239 304	21 096 067 786
Total des crédits votés		46 321 063 594	20 927 551 435	27 602 470 578	25 154 476 857
Total des postes législatifs		156 178 017	111 339 618	157 916 547	166 958 459
Total des dépenses budgétaires		46 477 241 611	21 038 891 053	27 760 387 125	25 321 435 316

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 316. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère des Services aux Autochtones

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Bien-être et autodétermination des Autochtones	3 831 687 870	3 821 212	21 132 536 997	(5 450 000)	24 962 596 079
Services internes	398 464 700	2 692 526	0	(42 317 989)	358 839 237
Total	4 230 152 570	6 513 738	21 132 536 997	(47 767 989)	25 321 435 316

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 317. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère des Services aux Autochtones

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subvention à l'appui de la nouvelle relation financière avec les Premières Nations	1 358 243 706	1 689 243 713	2 031 810 180
Subventions pour appuyer les ententes de coordination des services à l'enfance et à la famille et les arrangements fiscaux connexes	199 493 575	311 057 276	783 972 999
Subvention pour le financement du soutien des bandes	179 501 288	187 711 181	211 388 006
Subvention pour la mise en œuvre de l'Accord-cadre de la gestion des terres des Premières Nations	39 840 841	57 118 994	65 324 017
Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	10 206 192	20 000 000	20 000 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions pour les règlements des revendications de l'Opération retour au foyer	0	9 282 000	13 817 311
Subvention à la bande indienne de Miawpukek pour appuyer des programmes désignés	12 458 612	12 707 784	12 961 940
Subventions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Premières Nations	518 812	977 000	977 000
Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant	300 000	300 000	300 000
Subventions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail	35 000	45 000	45 000
Total des postes législatifs	3 315 291	2 100 000	3 300 000
Contributions			
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	3 312 582 756	3 630 317 782	3 686 633 255
Contributions visant à offrir des services de protection et de prévention aux enfants, aux jeunes, aux jeunes adultes, aux familles et aux communautés	3 571 728 670	3 309 540 584	3 482 358 611
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	3 029 524 348	2 593 162 613	3 052 166 365
Contributions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations	2 555 002 456	2 459 891 128	2 634 206 195

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits	1 220 333 152	1 154 055 697	1 470 083 978
Contributions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	1 398 611 442	1 052 134 824	1 227 159 289
Contributions aux prestations supplémentaires en santé des Premières Nations et des Inuits	429 115 950	395 351 166	475 118 460
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique	294 297 146	277 968 521	348 827 681
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Premières Nations	357 086 889	246 085 393	320 557 011
Contributions à l'appui des Programmes urbains pour les peuples autochtones	319 071 089	267 313 273	269 303 455
Contributions pour appuyer les gouvernements et les institutions autochtones, et pour bâtir une gouvernance solide	202 012 547	27 209 382	196 180 867
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	586 297 837	194 157 822	192 557 822
Contributions pour améliorer la sûreté et la sécurité des femmes, des enfants, des familles et des personnes 2ELGBTQI+ autochtones	121 253 611	145 258 426	166 502 345
Contributions pour appuyer les transferts de services et transformation	122 427 379	44 414 779	129 856 400

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions versées aux Premières Nations pour la gestion de sites contaminés	63 624 843	33 515 201	85 188 093
Contributions à l'initiative des Voies pour la sécurité des communautés autochtones	61 133 510	61 178 736	66 149 991
Contributions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail	77 825 460	79 561 887	62 861 887
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire de la Nation métisse	39 765 968	39 765 968	39 765 968
Contributions pour appuyer l'Initiative sur les partenariats stratégiques pour le développement économique des Autochtones	29 420 458	14 450 000	24 698 500
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Inuits	11 025 958	11 325 503	13 004 147
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	8 796 143	7 127 600	6 899 275
Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	6 734 094	5 351 887	5 391 738
Total des postes législatifs	32 382 667	0	33 169 211

Énumération des autorisations législatives

Tableau 318. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Services aux Autochtones - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	118 867 727	121 875 504	128 386 948
Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada</i>)	32 382 667	31 842 443	33 169 211
Rentes versées aux Indiens - Paiements en vertu de traités (<i>Loi sur les Indiens</i>)	3 315 291	2 100 000	3 300 000
Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (<i>Loi sur les Indiens</i>)	0	2 000 000	2 000 000
Ministre des Services aux Autochtones - Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300

Ministère des Transports

Raison d'être

Transports Canada est responsable de l'élaboration et de la surveillance des politiques et des programmes de transport du gouvernement du Canada, de sorte que les Canadiens aient accès à un réseau de transport :

- sécuritaire et sûr;
- efficace;
- écologique et novateur.

Le Ministère tente d'atteindre ces objectifs :

- en proposant et en mettant à jour des politiques, des lois et des règlements;

- en menant des inspections et des activités d'application de la loi, et en assurant la surveillance du matériel, des opérations et des installations de l'industrie du transport;
- en octroyant des fonds à des organisations pour financer des projets qui renforcent le réseau de transport, comme des projets d'amélioration de la sécurité, des innovations technologiques et des initiatives de transport écologique.

Bien que le Ministère ne soit pas directement responsable de tous les aspects du transport ou de tous les modes de transport, il joue un rôle clé pour s'assurer que toutes les composantes du réseau de transport partout au Canada coordonnent efficacement leurs activités, en collaborant avec divers groupes dont les Autochtones, l'industrie, les gouvernements provinciaux et territoriaux et les partenaires internationaux.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de Transports Canada.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 319. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Transports

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	1 025 759 857	1 010 983 880	1 034 202 124	956 317 643
5	Dépenses en capital	163 900 002	248 381 570	288 272 749	210 635 002
10	Subventions et contributions	1 572 423 661	2 115 729 155	2 824 353 106	1 695 272 042

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des crédits votés	2 762 083 520	3 375 094 605	4 146 827 979	2 862 224 687
Total des postes législatifs	257 160 453	276 734 568	278 903 147	314 711 776
Total des dépenses budgétaires	3 019 243 973	3 651 829 173	4 425 731 126	3 176 936 463

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 320. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère des Transports

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Réseau de transport efficace	276 359 215	126 792 755	1 312 633 628	(22 539 943)	1 693 245 655
Réseau de transport écologique et novateur	226 409 460	17 724 199	429 528 424	(1 297 693)	672 364 390
Réseau de transport sûr et sécuritaire	515 744 972	56 875 702	38 662 500	(81 333 976)	529 949 198
Services internes	279 356 195	9 242 346	0	(7 221 321)	281 377 220
Total	1 297 869 842	210 635 002	1 780 824 552	(112 392 933)	3 176 936 463

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 321. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère des Transports

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Programme d'incitatifs pour l'utilisation de véhicules zéro émission	692 802 870	587 632 784	264 699 318
Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	35 637 652	36 831 513	37 837 959
Programme de transfert des installations portuaires	0	0	14 600 000
Programme visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones	3 359 057	4 607 563	6 182 746
Subvention pour Solutions innovatrices Canada	1 950 000	1 466 046	2 500 000
Fonds de commémoration pour les victimes de la tragédie d'Ethiopian Airlines	732 191	1 000 000	1 000 000
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada	1 375 362	550 000	950 000
Programme d'atténuation des perturbations liées au trafic maritime	0	150 000	150 000
Subvention au Programme de développement coopératif de la sécurité opérationnelle et de maintien de la navigabilité (COSCAP) de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)	129 539	130 000	130 000
Contributions			

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Fonds national des corridors commerciaux	467 380 049	874 570 473	825 537 221
Projet de la voie de contournement ferroviaire de Lac-Mégantic	9 428 899	188 093 410	178 271 565
Programme pour la protection des côtes et voies navigables à travers le Canada	19 615 976	81 854 057	91 619 741
Contribution pour le Programme des corridors maritimes verts	0	36 800 000	57 300 000
Programme de contributions aux services de traversier	52 690 925	54 438 352	43 175 718
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	43 400 354	43 999 999	41 891 887
Programme ferroviaire voyageur dans les collectivités éloignées	20 485 535	19 562 960	41 075 000
Programme d'amélioration de la sécurité ferroviaire	41 749 497	46 275 000	25 690 000
Programme des infrastructures essentielles des aéroports	150 891 260	110 250 290	23 964 164
Programme de transfert des installations portuaires	50 000	0	14 000 000
Programme de paiements de transfert pour la sécurité routière	15 198 028	12 000 000	12 000 000
Programme d'atténuation des perturbations liées au trafic maritime	3 274 271	2 800 500	3 080 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme : Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais	583 505	2 632 000	2 632 000
Programme pour l'exploitation et l'entretien des aéroports	3 088 792	1 600 000	1 600 000
Programme visant à favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones	210 051	1 300 000	1 521 000
Contributions à l'appui des transports propres	166 017	700 000	1 501 619
Programme de réfection des bandes d'atterrissage de la côte du Labrador	1 260 000	1 000 000	1 000 000
Contribution à l'appui de la sécurité nautique	1 548 358	958 000	742 500
Association des transports du Canada	350 755	425 310	425 310
Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	63 858	100 000	100 000
Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	60 080	70 294	70 294
Programme de bourses pour le Groupe de recherches sur les transports au Canada	24 000	24 000	24 000
Total des postes législatifs	80 478 962	82 331 257	85 552 510

Énumération des autorisations législatives

Tableau 322. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Transports - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. 1998, ch. 10)	61 997 782	90 873 000	115 288 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	110 367 728	105 600 290	113 768 966
Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C. 1993, ch. 43)	77 178 962	79 031 257	81 052 510
Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides no 5 de 1963</i>, (L.C. 1963, ch. 42))	3 300 000	3 300 000	4 500 000
Ministre des Transports et du Commerce intérieur - Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements</i> et <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300

Ministère des Travaux publics et des Services

gouvernementaux

Raison d'être

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) joue un rôle important dans les activités quotidiennes du gouvernement du Canada. Il aide les ministères et organismes fédéraux dans l'atteinte de leurs objectifs en tant qu'acheteur central, gestionnaire de biens immobiliers, spécialiste des questions linguistiques, trésorier, comptable, administrateur de la paye et des pensions, et fournisseur de services communs. La vision du Ministère est d'exceller dans les opérations gouvernementales. Sa mission est d'offrir des programmes et des services centraux de première qualité qui assurent une saine intendance au profit des Canadiens et répondent aux besoins des organismes fédéraux en matière de programmes.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 323. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	3 205 612 954	3 149 646 689	3 362 333 799	3 734 836 651
5	Dépenses en capital	1 890 075 465	1 435 134 559	2 055 000 000	3 313 864 848
Total des crédits votés		5 095 688 419	4 584 781 248	5 417 333 799	7 048 701 499
Total des postes législatifs		279 592 966	199 451 762	208 602 681	214 200 105

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des dépenses budgétaires	5 375 281 385	4 784 233 010	5 625 936 480	7 262 901 604
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	(12 229 128)	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires	(12 229 128)	0	0	0

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 324. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Biens et infrastructure	5 645 819 791	3 204 002 301	0	(3 465 103 431)	5 384 718 661
Paiements et comptabilité	1 313 951 576	49 484 868	0	(254 312 040)	1 109 124 404
Soutien à l'échelle du gouvernement	504 906 110	20 822 162	0	(333 306 546)	192 421 726
Achat de biens et de services	389 479 781	272 000	0	(202 701 035)	187 050 746
Ombudsman de l'approvisionnement	4 534 537	0	0	0	4 534 537
Services internes	423 907 832	39 283 517	0	(78 139 819)	385 051 530
Total	8 282 599 627	3 313 864 848	0	(4 333 562 871)	7 262 901 604

Énumération des autorisations législatives

Tableau 325. Énumération des autorisations législatives - Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	197 272 770	182 732 329	208 750 940
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (<i>Loi de crédits no 4 pour 1994-1995</i>)	6 597 387	5 075 039	5 810 681
Fonds renouvelable des Services immobiliers (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	31 964 957	20 800 000	700 000
Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement) – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	95 055	98 600	102 300
Fonds renouvelable des Services optionnels (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i>)	(7 710 407)	(103 287)	(1 163 816)

Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités

Raison d'être

Le ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités investit des sommes importantes dans le logement et les infrastructures publiques, répond aux besoins des personnes en situation d'itinérance, établit des partenariats public-privé et met en œuvre des programmes qui améliorent la qualité de vie de la population du

Canada. Ces programmes rendent les collectivités canadiennes plus résilientes, accessibles et inclusives tout en stimulant la création d'emplois et la croissance économique.

Le Ministère permet aux collectivités de prospérer au moyen d'infrastructures publiques plus viables, inclusives et résilientes aux changements climatiques et grâce à des logements plus abordables et accessibles.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 326. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	0	0	34 835 865	340 514 476
5	Dépenses en capital	0	0	0	53 162 385
10	Subventions et contributions	0	0	166 447 638	6 195 652 927
Total des crédits votés		0	0	201 283 503	6 589 329 788
Total des postes législatifs		0	0	2 093 384	2 495 003 007
Total des dépenses budgétaires		0	0	203 376 887	9 084 332 795

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 327. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Transport en commun, infrastructures durables et développement des collectivités	212 511 175	52 384 535	7 818 244 413	0	8 083 140 123
Logement et itinérance	65 991 567	377 793	844 239 303	0	910 608 663
Services internes	90 183 952	400 057	0	0	90 584 009
Total	368 686 694	53 162 385	8 662 483 716	0	9 084 332 795

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 328. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Vers un chez-soi : la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance	0	0	18 383 795
Subvention du Fonds de lutte contre les locations à court terme	0	0	15 731 422

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions pour des solutions de transport en commun en milieu rural	0	0	2 000 000
Subventions pour le transport actif	0	0	1 050 000
Financement pour la consultation autochtone	0	0	196 774
Contributions			
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	0	0	2 750 966 334
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Projets nationaux et régionaux	0	0	787 336 918
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abris au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abris afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abris	0	0	689 067 761
Fonds pour le transport en commun du Canada	0	0	610 332 295
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes	0	0	440 174 117
Programme pour les bâtiments communautaires verts et inclusifs	0	0	403 380 580
Fonds canadien pour les infrastructures liées au logement	0	0	93 999 064

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures nationales	0	0	89 289 516
Fonds pour les infrastructures du transport en commun	0	0	77 982 518
Nouveau Fonds Chantiers Canada – Volet Infrastructures provinciales et territoriales – Fonds des petites collectivités	0	0	63 854 849
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Grandes infrastructures	0	0	39 653 399
Contributions en vertu du Fonds pour l’infrastructure verte	0	0	23 614 936
Programme de lutte contre l’itinérance chez les vétérans	0	0	20 860 487
Fonds pour l’eau potable et les eaux usées	0	0	19 235 244
Initiative Soutenir les infrastructures résilientes aux changements climatiques	0	0	16 759 646
Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités	0	0	15 662 272
Contributions en vertu du Défi des villes intelligentes	0	0	7 020 000
Initiative de recherche et de connaissances	0	0	6 000 000
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l’infrastructure stratégique	0	0	2 750 000
Contributions en vertu du Fonds sur l’infrastructure frontalière	0	0	351 000
Autres paiements de transfert			

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des postes législatifs	0	0	2 466 830 789

Énumération des autorisations législatives

Tableau 329. Énumération des autorisations législatives - Ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada (<i>Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada</i>)	0	0	2 466 830 789
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	0	2 093 384	28 069 918
Ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	0	0	102 300

Ministère du Patrimoine canadien

Raison d'être

Le ministère du Patrimoine canadien et ses organismes du portefeuille jouent un rôle vital dans la vie culturelle, civique et économique des Canadiens. Nos politiques et nos programmes favorisent un environnement où les Canadiens peuvent découvrir des

expressions culturelles dynamiques, célébrer notre histoire et notre patrimoine et bâtir des collectivités fortes. Le Ministère investit dans l'avenir en appuyant les arts, nos langues officielles et les langues autochtones, le multiculturalisme, nos athlètes et le système sportif.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 330. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Ministère du Patrimoine canadien

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1				
Dépenses de fonctionnement	252 650 105	237 751 779	246 879 039	253 537 041
5				
Subventions et contributions	1 865 588 429	1 624 605 590	1 886 714 822	1 808 125 427
Total des crédits votés	2 118 238 534	1 862 357 369	2 133 593 861	2 061 662 468
Total des postes législatifs	34 222 767	30 910 671	32 082 985	33 925 500
Total des dépenses budgétaires	2 152 461 301	1 893 268 040	2 165 676 846	2 095 587 968

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 331. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Ministère du Patrimoine canadien

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Langues officielles	23 941 241	0	608 272 571	0	632 213 812
Créativité, arts et culture	64 202 888	0	563 912 560	(5 000 000)	623 115 448
Sport	21 997 280	0	300 940 749	0	322 938 029
Diversité et inclusion	30 463 356	0	251 202 550	0	281 665 906
Patrimoine et célébrations	59 249 995	0	84 615 997	(1 045 000)	142 820 992
Services internes	94 821 216	0	0	(1 987 435)	92 833 781
Total	294 675 976	0	1 808 944 427	(8 032 435)	2 095 587 968

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 332. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Ministère du Patrimoine canadien

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions pour le Fonds du Canada pour les périodiques	83 268 220	84 814 083	73 510 047
Subventions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	23 058 841	66 592 973	66 592 973
Subventions à l'appui du Programme des langues autochtones	875 361	55 800 000	54 555 153

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions au Programme d'aide aux athlètes	31 741 012	33 000 000	40 000 000
Subventions au Fonds du livre du Canada	34 478 973	34 000 000	37 069 000
Subventions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	22 761 210	19 500 000	31 125 000
Subventions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	20 633 809	21 355 000	21 355 000
Subventions pour le Fonds du Canada pour l'investissement en culture	20 000 000	19 772 205	18 572 205
Subventions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	13 846 142	9 750 000	15 250 000
Subventions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	1 525 916	15 194 842	15 194 842
Subventions au programme de Multiculturalisme et de lutte contre le racisme	0	8 674 686	11 620 000
Subvention pour appuyer l'initiative Glenn Gould Foundation	0	0	10 000 000
Subvention à Prix Humanitaires Terry Fox Inc.	0	0	10 000 000
Subvention pour appuyer l'initiative Brian Mulroney Institute of Government	0	0	10 000 000
Subvention à TV5 Monde	7 423 825	8 000 000	8 000 000
Subventions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels	4 692 142	7 000 000	7 000 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions en vertu du Programme d'aide aux musées	5 873 318	4 663 680	4 663 680
Subvention pour la Hellenic Community of Vancouver	0	0	4 500 000
Subventions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada	0	1 150 060	1 150 060
Subventions à l'appui du Fonds Exportation Créative Canada	916 000	1 000 000	1 000 000
Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnités pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions :			
Québec	147 372	147 372	147 372
Ontario	105 627	105 627	105 627
Colombie-Britannique	97 814	97 814	97 814
Terre-Neuve-et-Labrador	77 590	77 590	77 590
Alberta	75 940	75 940	75 940
Manitoba	73 762	73 762	73 762
Saskatchewan	73 758	73 758	73 758
Nouvelle-Écosse	64 199	64 199	64 199
Nouveau-Brunswick	62 947	62 947	62 947
Île-du-Prince-Édouard	57 071	57 071	57 071
Subventions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent	50 000	150 000	150 000
Subventions à l'appui du programme Échanges Canada	29 970	100 000	100 000
Total des postes législatifs	1 225 005	819 000	819 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions			
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	351 940 995	353 414 698	349 901 789
Contributions au Programme de soutien au sport	212 632 415	177 631 907	183 075 749
Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	205 094 213	177 154 289	176 582 967
Contributions pour soutenir le Fonds des médias du Canada	217 346 077	154 146 077	160 146 077
Contributions à l'appui du Programme des langues autochtones	216 174 024	109 716 221	122 650 844
Contributions au Programme d'accueil	20 529 228	22 365 000	77 865 000
Contributions pour le Fonds du Canada pour les espaces culturels	67 637 054	61 216 427	56 642 137
Contributions au Fonds de la musique du Canada	42 170 042	25 299 231	40 899 231
Contributions pour le Fonds du Canada pour la formation dans le secteur des arts	26 640 000	27 779 440	27 779 440
Contributions au Programme de multiculturalisme et de lutte contre le racisme	0	6 797 334	25 701 316
Contributions à l'appui de l'Initiative de journalisme local	19 600 944	0	20 335 936
Contributions en vertu du Programme d'aide aux musées	26 281 831	17 322 640	16 960 480

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	16 224 750	12 700 742	16 575 742
Contributions à l'appui du programme Échanges Canada	14 028 075	14 686 359	14 686 359
Contribution pour le Programme du Bureau de l'écran autochtone	13 375 000	0	13 000 000
Contributions pour le Programme de contributions à la citoyenneté numérique	5 235 676	10 050 000	12 200 000
Contribution au Harbourfront Centre	6 500 000	6 500 000	11 500 000
Contributions à l'appui du Programme de contestation judiciaire	6 183 841	10 391 405	10 391 405
Contributions à l'appui du Programme Exportation Créative Canada	10 480 358	10 000 000	10 000 000
Contributions à TV5	5 537 075	4 960 900	4 960 900
Contributions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	3 908 572	3 300 000	3 300 000
Contributions à l'appui du Programme des célébrations et commémorations	8 707 079	2 994 367	2 994 367
Contributions au Fonds du livre du Canada	20 432 722	2 666 301	2 897 301
Contributions à l'appui du Fonds pour l'histoire du Canada	4 860 104	2 762 330	2 787 330
Contributions à l'appui du programme Les jeunes s'engagent	2 627 018	1 303 023	1 303 023

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions pour appuyer l'initiative Glenn Gould Foundation	0	0	400 000
Contributions pour le Fonds du Canada pour les périodiques	2 700 195	1 699 544	299 544
Contributions à l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste	176 820	44 450	44 450

Énumération des autorisations législatives

Tableau 333. Énumération des autorisations législatives - Ministère du Patrimoine canadien - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 968 919	29 870 785	31 703 900
Traitements des lieutenants-gouverneurs (<i>Loi sur les salaires</i>)	1 755 940	1 196 000	1 196 000
Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R.C. (1985), ch. L-8)	960 967	637 000	637 000
Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents (<i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>)	264 038	182 000	182 000
Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	94 800	98 600	102 300

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Ministre des Sports et ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement Canada</i>)	0	98 600	102 300
Ministre des Langues officielles et ministre associée de la Sécurité publique – Allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement Canada</i>)	0	0	2 000

Musée canadien de l’histoire

Raison d’être

La Société du Musée canadien de l’histoire est une société d’État constituée en vertu de la *Loi sur les musées* (Lois du Canada [2013], chapitre 38), qui est entrée en vigueur le 12 décembre 2013. En vertu de la loi, le Musée canadien de l’histoire a pour mission « d’accroître la connaissance, la compréhension et le degré d’appréciation des Canadiens à l’égard d’événements, d’expériences, de personnes et d’objets qui incarnent l’histoire et l’identité canadiennes, qu’ils ont façonnées, ainsi que de les sensibiliser à l’histoire du monde et aux autres cultures ».

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d’entreprise de l’organisation.

Budget des dépenses de l’organisation

Tableau 334. Budget des dépenses de l’organisation (dollars) - Musée canadien de l’histoire

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	85 563 916	83 116 568	83 116 568	78 060 568
Total des crédits votés	85 563 916	83 116 568	83 116 568	78 060 568
Total des dépenses budgétaires	85 563 916	83 116 568	83 116 568	78 060 568

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 335. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Musée canadien de l'histoire

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée canadien de l'histoire	75 560 568	2 500 000	0	0	78 060 568
Total	75 560 568	2 500 000	0	0	78 060 568

Musée canadien de l'immigration du Quai 21

Raison d'être

Le Musée canadien de l'immigration du Quai 21 a été constitué en 2010 en vertu d'une modification à la *Loi sur les musées*.

Le Musée canadien de l'immigration du Quai 21 a pour mission « d'explorer le thème de l'immigration au Canada en vue d'accroître la compréhension du public à l'égard des expériences vécues par les immigrants au moment de leur arrivée au Canada, du rôle essentiel que l'immigration a joué dans le développement du Canada et de la contribution des immigrants à la culture, à l'économie et au mode de vie canadiens ».

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 336. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Musée canadien de l'immigration du Quai 21

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	10 060 894	10 024 370	10 024 370	8 799 370
Total des crédits votés	10 060 894	10 024 370	10 024 370	8 799 370
Total des dépenses budgétaires	10 060 894	10 024 370	10 024 370	8 799 370

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 337. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Musée canadien de l'immigration du Quai 21

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	8 799 370	0	0	0	8 799 370
Total	8 799 370	0	0	0	8 799 370

Musée canadien de la nature

Raison d'être

Le Musée canadien de la nature est devenu une société d'État le 1er juillet 1990 en vertu de la *Loi sur les musées*. Sa mission est d'accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 338. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Musée canadien de la nature

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
1 Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	32 316 345	32 534 909	32 534 909	29 288 223
Total des crédits votés	32 316 345	32 534 909	32 534 909	29 288 223
Total des dépenses budgétaires	32 316 345	32 534 909	32 534 909	29 288 223

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 339. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Musée canadien de la nature

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée canadien de la nature	29 288 223	0	0	0	29 288 223
Total	29 288 223	0	0	0	29 288 223

Musée canadien des droits de la personne

Raison d'être

Créé en 2008 en vertu d'une modification à la *Loi sur les musées*, le Musée canadien pour les droits de la personne est le premier musée national à être créé depuis 1967, et le premier à être établi à l'extérieur de la région de la capitale nationale.

Le mandat du Musée consiste à « explorer le thème des droits de la personne, en mettant un accent particulier sur le Canada, en vue d'accroître la compréhension du public à cet égard, de promouvoir le respect des autres et d'encourager la réflexion et

le dialogue ».

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 340. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Musée canadien des droits de la personne

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	28 794 533	28 589 790	28 589 790	26 906 790
Total des crédits votés	28 794 533	28 589 790	28 589 790	26 906 790
Total des dépenses budgétaires	28 794 533	28 589 790	28 589 790	26 906 790

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 341. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Musée canadien des droits de la personne

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée canadien des droits de la personne	26 906 790	0	0	0	26 906 790
Total	26 906 790	0	0	0	26 906 790

Musée des beaux-arts du Canada

Raison d'être

Le Musée des beaux-arts du Canada (le Musée) a pour mandat de constituer, d'entretenir et de faire connaître, au Canada et à l'étranger, une collection d'œuvres d'art anciennes et contemporaines principalement axée sur le Canada, et d'amener tous les Canadiens à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général. Créé en 1880, le Musée compte parmi les plus anciennes institutions culturelles du pays.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 342. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Musée des beaux-arts du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	42 727 132	42 020 493	42 020 493	40 424 493
5 Paiements au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes	8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000
Total des crédits votés	50 727 132	50 020 493	50 020 493	48 424 493
Total des dépenses budgétaires	50 727 132	50 020 493	50 020 493	48 424 493

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 343. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Musée des beaux-arts du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée des beaux-arts du Canada	47 424 493	1 000 000	0	0	48 424 493
Total	47 424 493	1 000 000	0	0	48 424 493

Musée national des sciences et de la technologie

Raison d'être

Le Musée national des sciences et de la technologie (MNST) est une société d'État constituée le 1er juillet 1990 en vertu de la *Loi sur les musées*.

Le MNST a pour mission de promouvoir la culture scientifique et technique au Canada par la constitution, l'entretien et le développement d'une collection d'objets scientifiques et techniques principalement axée sur le Canada, et par la présentation de procédés et de productions de l'activité scientifique et technique, et de leurs rapports avec la société sur les plans économique, social et culturel.

Le MNST exerce ses activités sous le nom d'INGENIUM – Musées des sciences et de l'innovation du Canada. Il gère trois établissements muséaux : le Musée des sciences et de la technologie du Canada, le Musée de l'aviation et de l'espace du Canada, et le Musée de l'agriculture et de l'alimentation du Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan d'entreprise du MNST.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 344. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Musée national des sciences et de la technologie

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	40 360 343	38 404 738	38 404 738	40 472 693
Total des crédits votés	40 360 343	38 404 738	38 404 738	40 472 693
Total des dépenses budgétaires	40 360 343	38 404 738	38 404 738	40 472 693

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 345. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Musée national des sciences et de la technologie

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Musée national des sciences et de la technologie	39 672 693	800 000	0	0	40 472 693
Total	39 672 693	800 000	0	0	40 472 693

Office des transports du Canada

Raison d'être

L'Office des transports du Canada (Office) est un organisme de réglementation et un tribunal quasi judiciaire indépendant ayant tous les pouvoirs d'une cour supérieure. L'Office exerce ses activités dans le contexte d'un réseau de transport national très vaste et complexe.

La *Loi sur les transports au Canada*, qui comprend la Politique nationale sur les transports, encadre le travail de l'Office. La loi précise que la concurrence et les forces du marché sont les principaux facteurs en jeu dans la prestation de services de transport viables et efficaces, mais qu'il peut être nécessaire d'adopter de la réglementation pour obtenir des résultats de politique publique que la concurrence et les forces du marché ne permettent pas à elles seules d'atteindre.

L'Office a des pouvoirs particuliers qui lui sont attribués en vertu de cette loi :

- L'Office est un organisme de réglementation des modes de transport de compétence fédérale. L'Office élabore et applique des règles de base pour encadrer les droits et les responsabilités des fournisseurs de services de transport et des usagers et faire en sorte que les règles du jeu soient les mêmes pour toutes les parties. Ces règles peuvent revêtir la forme de règlements exécutoires, de lignes directrices ou de codes de pratiques.
- L'Office est un tribunal qui entend et règle des différends, comme le fait une cour. Il règle les différends entre les fournisseurs de services de transport et leurs clients ou voisins en recourant à divers outils, soit la facilitation, la médiation, l'arbitrage et le processus décisionnel formel.

Les responsabilités de l'OTC sont de :

- Veiller à ce que le réseau de transport national fonctionne efficacement et harmonieusement, dans l'intérêt de tous les Canadiens : depuis ceux qui y travaillent et y investissent, en passant par les producteurs, les expéditeurs, les voyageurs et les entreprises qui l'utilisent, jusqu'aux collectivités où il est exploité.

- Protéger le droit fondamental des personnes handicapées à un réseau de transport accessible.
- Offrir aux passagers aériens un régime de protection du consommateur.

Des renseignements supplémentaires sur le rôle, le mandat et la mission de l'OTC sont fournis sur son site Web et dans son plan ministériel.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 346. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Office des transports du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	49 211 579	50 218 650	50 218 650	50 365 239
Total des crédits votés	49 211 579	50 218 650	50 218 650	50 365 239
Total des postes législatifs	6 064 145	6 040 737	6 040 737	6 723 379
Total des dépenses budgétaires	55 275 724	56 259 387	56 259 387	57 088 618

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 347. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Office des transports du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Des services indépendants de réglementation et de règlement des différends pour les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport	40 537 437	0	0	0	40 537 437
Services internes	16 551 181	0	0	0	16 551 181
Total	57 088 618	0	0	0	57 088 618

Énumération des autorisations législatives

Tableau 348. Énumération des autorisations législatives - Office des transports du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 064 076	6 040 737	6 723 379

Office national du film

Raison d'être

L'Office national du film du Canada (ONF) a été créé par une loi du Parlement fédéral en 1939 et est une agence fédérale qui fait partie du portefeuille du ministère du Patrimoine canadien. L'ONF a pour mandat de produire et de distribuer des œuvres originales et innovatrices lesquelles font mieux comprendre les enjeux auxquels doit faire face la population canadienne et font connaître les valeurs et les points de vue

canadiens au pays et dans le monde. Au fil des décennies, il est devenu la norme en matière d'innovation audiovisuelle au Canada et joue un rôle important en soulignant les changements et les événements marquants de la société canadienne.

En tant que producteur et distributeur public d'œuvres audiovisuelles, l'ONF joue un rôle essentiel en offrant une perspective de la richesse et de la diversité canadiennes.

C'est au moyen de documentaires et de films d'animation que l'ONF explore les enjeux sociaux contemporains. Aujourd'hui, les cinéastes, les créatrices et créateurs, les artistes, et les artisanes et les artisans de toutes les régions du pays, qu'ils soient chevronnés ou émergents, continuent à faire œuvre de pionniers en matière de contenu et de forme en mettant en valeur la créativité canadienne et autochtone auprès du public d'ici et d'ailleurs.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 349. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Office national du film

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	71 378 568	71 954 082	71 954 082	73 272 888
Total des crédits votés		71 378 568	71 954 082	71 954 082	73 272 888
Total des postes législatifs		228 214	0	0	0
Total des dépenses budgétaires		71 606 782	71 954 082	71 954 082	73 272 888

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 350. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Office national du film

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Programmation et production audiovisuelles	37 990 032	0	0	(70 000)	37 920 032
Accessibilité des œuvres et interaction avec les auditoires	31 291 618	0	0	(8 330 000)	22 961 618
Services internes	12 391 238	0	0	0	12 391 238
Total	81 672 888	0	0	(8 400 000)	73 272 888

Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité

Raison d'être

L'Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité (OCENA) est un établissement public qui élaborera de nouvelles normes d'accessibilité et révisera les normes existantes, en plus de servir de centre pour la promotion et le soutien de la recherche et des pratiques exemplaires en matière de normes d'accessibilité, principalement dans les domaines prioritaires définis dans la loi.

L'OCENA élaborera et examinera les normes d'accessibilité qui établiront la façon dont les organismes fédéraux du secteur privé, les ministères et les organismes du gouvernement du Canada peuvent prévenir, identifier, et éliminer les obstacles à l'accessibilité.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 351. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	12 072 196	11 999 820	11 999 820	11 786 820
5	Subventions et contributions	8 500 000	8 500 000	8 500 000	8 500 000
Total des crédits votés		20 572 196	20 499 820	20 499 820	20 286 820
Total des postes législatifs		1 017 009	763 030	763 030	1 007 689
Total des dépenses budgétaires		21 589 205	21 262 850	21 262 850	21 294 509

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 352. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Normes d'accessibilité	7 100 952	0	8 500 000	0	15 600 952
Services internes	5 693 557	0	0	0	5 693 557
Total	12 794 509	0	8 500 000	0	21 294 509

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 353. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Avancement de la recherche sur les normes d'accessibilité	723 546	4 250 000	4 250 000
Contributions			
Avancement de la recherche sur les normes d'accessibilité	7 776 454	4 250 000	4 250 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 354. Énumération des autorisations législatives - Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 017 009	763 030	1 007 689

Parc Downsview Park Inc.

Raison d'être

Parc Downsview Park Inc. est une société d'État mandataire et une filiale de la Société immobilière du Canada limitée. Fondée en 1998, son mandat est d'aménager et de gérer les terrains et les bâtiments de l'ancienne base des Forces canadiennes de

Toronto, y compris les terrains en cours de transformation en logements et le Parc Downsview, un espace vert de 118 hectares (291 acres). Le Parc Downsview est un espace vert urbain dynamique pour le plaisir de tous les visiteurs et accueille des événements qui attirent des milliers de visiteurs chaque année.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de la Société immobilière du Canada limitée.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 355. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Parc Downsview Park Inc.

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Autorisation d'augmenter la limite d'emprunt	0	0	0	1
Total des crédits votés	0	0	0	1
Total des dépenses budgétaires	0	0	0	1

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 356. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Parc Downsview Park Inc.

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Parc Downsview Park Inc.	1	0	0	0	1
Total	1	0	0	0	1

Régie canadienne de l'énergie

Raison d'être

La Régie canadienne de l'énergie réglemente les pipelines et les lignes de transport d'électricité interprovinciaux et internationaux, les projets d'énergie renouvelable extracôtière, les activités pétrolières et gazières dans les terres domaniales et le commerce de l'énergie.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de la Régie canadienne de l'énergie.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 357. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Régie canadienne de l'énergie

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	101 808 167	101 145 961	102 603 549	104 393 226
Total des crédits votés		101 808 167	101 145 961	102 603 549	104 393 226
Total des postes législatifs		11 860 098	10 247 693	10 557 796	12 578 620
Total des dépenses budgétaires		113 668 265	111 393 654	113 161 345	116 971 846

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 358. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Régie canadienne de l'énergie

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveillance de la sécurité et de l'environnement	29 012 096	0	1 000 000	0	30 012 096
Processus décisionnel	23 160 630	0	3 987 783	0	27 148 413
Mobilisation	10 163 160	0	1 465 000	0	11 628 160
Information sur l'énergie	7 179 750	0	0	0	7 179 750
Services internes	41 003 427	0	0	0	41 003 427
Total	110 519 063	0	6 452 783	0	116 971 846

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 359. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Régie canadienne de l'énergie

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions pour appuyer la participation des peuples autochtones et des parties prenantes aux activités de la Régie, y compris les processus décisionnels et les activités de mobilisation et de surveillance de la sécurité et de l'environnement	1 131 334	5 866 771	3 370 890
Contributions			

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions pour appuyer la participation des peuples autochtones et des parties prenantes aux activités de la Régie, y compris les processus décisionnels et les activités de mobilisation et de surveillance de la sécurité et de l'environnement	1 712 353	3 110 250	3 081 893

Énumération des autorisations législatives

Tableau 360. Énumération des autorisations législatives - Régie canadienne de l'énergie - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 850 389	10 557 796	12 578 620

Registraire de la Cour suprême du Canada

Raison d'être

Créée par une loi du Parlement en 1875, la Cour suprême du Canada est la juridiction d'appel de dernier ressort du pays. Elle sert la population canadienne en tranchant des questions de droit d'importance pour le public, contribuant ainsi à l'évolution de toutes les branches du droit au Canada. L'indépendance de la Cour, la qualité de ses travaux et le respect qu'on lui porte, tant ici qu'à l'étranger, sont autant d'éléments qui contribuent grandement aux fondements d'un pays fort, sécuritaire et démocratique, fondé sur la primauté du droit.

Le Bureau du registraire de la Cour suprême du Canada (BRCSC) fournit à la Cour tous les services et l'appui dont elle a besoin pour traiter, entendre et trancher les instances qui lui sont soumises. Il agit également comme interface entre les plaideurs et la Cour.

La responsabilité essentielle du BRCSC est l'administration de la juridiction d'appel de dernier ressort du Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 361. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Registraire de la Cour suprême du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	34 782 562	33 986 196	33 986 196	35 457 459
Total des crédits votés	34 782 562	33 986 196	33 986 196	35 457 459
Total des postes législatifs	13 579 263	13 981 591	13 981 591	14 558 063
Total des dépenses budgétaires	48 361 825	47 967 787	47 967 787	50 015 522

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 362. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Registraire de la Cour suprême du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
L'administration de la juridiction d'appel de dernier ressort du Canada	32 989 515	0	0	0	32 989 515
Services internes	17 026 007	0	0	0	17 026 007
Total	50 015 522	0	0	0	50 015 522

Énumération des autorisations législatives

Tableau 363. Énumération des autorisations législatives - Registraire de la Cour suprême du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges décédés et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R.C. (1985), ch. J-1 et ses modifications)	9 720 349	10 465 755	10 444 278
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 823 759	3 515 836	4 113 785

Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de

renseignement

Raison d'être

L'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement (OSSNR) est un organisme indépendant qui rend compte au Parlement des résultats des revues de toutes les activités du gouvernement du Canada en matière de sécurité nationale et de renseignement afin de s'assurer qu'elles sont légales, raisonnables et nécessaires. L'OSSNR entend également les plaintes du public concernant les principales agences et activités de sécurité nationale.

Le premier ministre est responsable de cette organisation.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'OSSNR.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 364. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	18 088 290	16 810 265	16 810 265	17 697 005
Total des crédits votés		18 088 290	16 810 265	16 810 265	17 697 005
Total des postes législatifs		1 557 436	1 601 368	1 601 368	1 907 777
Total des dépenses budgétaires		19 645 726	18 411 633	18 411 633	19 604 782

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 365. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveillance des activités en matière de sécurité nationale et enquêtes sur les plaintes	11 390 649	0	0	0	11 390 649
Services internes	8 214 133	0	0	0	8 214 133
Total	19 604 782	0	0	0	19 604 782

Énumération des autorisations législatives

Tableau 366. Énumération des autorisations législatives - Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 557 436	1 601 368	1 907 777

Secrétariat des conférences

intergouvernementales canadiennes

Raison d'être

Le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes (SCIC), qui a été créé suivant une entente intervenue à la Conférence des premiers ministres qui a eu lieu en mai 1973, est un organisme des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Son mandat est d'offrir des services administratifs de soutien et de planification aux conférences intergouvernementales entre premiers ministres, ministres et sous-ministres.

Les conférences intergouvernementales sont un précieux outil de consultation et de négociation entre les divers ordres de gouvernement. En outre, elles facilitent l'élaboration des politiques nationales, provinciales et territoriales. Elles sont un élément essentiel du fonctionnement de la fédération canadienne, et elles illustrent l'un des principes fondamentaux de notre société démocratique.

En exécutant avec doigté la planification logistique de ces réunions et en assurant leur bon déroulement, non seulement le SCIC soulage-t-il les gouvernements du processus administratif des conférences, mais il leur permet également de profiter grandement d'importantes économies d'échelle.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 367. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
1 Dépenses du programme	7 346 651	7 295 419	7 295 419	7 310 085
Total des crédits votés	7 346 651	7 295 419	7 295 419	7 310 085
Total des postes législatifs	576 017	531 123	531 123	591 098
Total des dépenses budgétaires	7 922 668	7 826 542	7 826 542	7 901 183

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 368. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services aux conférences intergouvernementales	5 925 887	0	0	0	5 925 887
Services internes	1 975 296	0	0	0	1 975 296
Total	7 901 183	0	0	0	7 901 183

Énumération des autorisations législatives

Tableau 369. Énumération des autorisations législatives - Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	576 017	531 123	591 098

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Raison d'être

Le rôle du Secrétariat est d'assister le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement dans l'accomplissement de son mandat d'examiner les structures et les activités de sécurité nationale et de renseignement au Canada, contribuant ainsi à une transparence et à une responsabilisation accrues du cadre de sécurité nationale.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du Secrétariat.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 370. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	2 820 378	3 487 816	3 487 816	3 500 367
Total des crédits votés		2 820 378	3 487 816	3 487 816	3 500 367

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des postes législatifs	208 877	232 784	232 784	260 007
Total des dépenses budgétaires	3 029 255	3 720 600	3 720 600	3 760 374

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 371. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Examen parlementaire des activités de sécurité nationale et de renseignement	2 643 480	0	0	0	2 643 480
Services internes	1 116 894	0	0	0	1 116 894
Total	3 760 374	0	0	0	3 760 374

Énumération des autorisations législatives

Tableau 372. Énumération des autorisations législatives - Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	208 877	232 784	260 007

Secrétariat du Conseil du Trésor

Raison d'être

Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, sous la direction de la présidente du Conseil du Trésor, est l'organisme central qui agit comme organe administratif du Conseil du Trésor.

Le Conseil du Trésor est un comité du Conseil privé du Roi pour le Canada qui :

- joue le rôle de conseil d'administration du gouvernement;
- supervise la gestion financière et les dépenses du gouvernement et s'occupe des questions relatives aux ressources humaines et des initiatives de transformation numérique;
- est l'employeur de la fonction publique;
- établit les lignes de conduite et les normes générales en matière d'administration, de gestion du personnel, de finances et de pratiques organisationnelles pour l'ensemble du gouvernement;
- joue le rôle de comité du Conseil en ce qui a trait à l'approbation de la politique de réglementation et des règlements, et de la plupart des décrets.

Le mandat du Conseil du Trésor est tiré de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 373. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Secrétariat du Conseil du Trésor

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

		Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
1	Dépenses du programme	350 862 529	348 204 864	386 481 594	385 107 943
5	Dépenses éventuelles du gouvernement	0	750 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
10	Initiatives pangouvernementales	0	18 500 000	20 500 000	21 073 515
15	Rajustements à la rémunération	0	0	970 804 972	0
20	Assurances de la fonction publique	3 853 588 562	3 843 672 789	4 487 299 231	4 004 854 465
25	Report du budget de fonctionnement	0	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000
30	Besoins en matière de rémunération	0	600 000 000	600 000 000	600 000 000
35	Report du budget des dépenses en capital	0	750 000 000	750 000 000	750 000 000
Total des crédits votés		4 204 451 091	9 310 377 653	11 215 085 797	9 761 035 923
Total des postes législatifs		45 882 794	33 915 376	38 489 099	40 503 471
Total des dépenses budgétaires		4 250 333 885	9 344 293 029	11 253 574 896	9 801 539 394

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 374. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Secrétariat du Conseil du Trésor

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveillance des dépenses	4 667 698 599	750 000 000	0	0	5 417 698 599
Employeur	5 135 026 354	0	500 000	(1 002 000 565)	4 133 525 789
Leadership administratif	236 613 286	0	481 690	(95 077 965)	142 017 011
Surveillance réglementaire	10 525 457	0	0	0	10 525 457
Services internes	106 482 406	0	0	(8 709 868)	97 772 538
Total	10 156 346 102	750 000 000	981 690	(1 105 788 398)	9 801 539 394

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 375. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Secrétariat du Conseil du Trésor

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions			
Contributions au Partenariat pour un gouvernement ouvert	267 402	281 690	281 690
Fédération internationale des comptables	200 000	200 000	200 000
Autres paiements de transfert			
Paiements, sous forme d'indemnités pour des accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions	308 815	495 000	495 000

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Régime spécial d'indemnisation pour les conjoints des attachés des Forces canadiennes	0	5 000	5 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 376. Énumération des autorisations législatives - Secrétariat du Conseil du Trésor - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45 786 225	38 390 499	40 401 171
Présidente du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile (<i>Loi sur les traitements et Loi sur le Parlement du Canada</i>)	95 055	98 600	102 300

Sénat

Raison d'être

Le Sénat du Canada, créé en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867*, est une chambre indépendante et un complément de la Chambre des communes. Le Sénat compte 105 membres qui font l'objet d'une nomination et qui proviennent des provinces et des territoires. Son but premier est d'étudier toutes les mesures législatives émanant du Sénat ou adoptées par la Chambre des communes. Pour acquérir force de loi, chaque projet de loi doit être approuvé sous la même forme par le Sénat et la Chambre des communes. Le Sénat a le pouvoir d'adopter, d'amender ou de rejeter les projets de loi. Dans les faits, il rejette rarement les projets de loi, mais il les amende fréquemment. Par l'entremise de ses comités, le Sénat procède également à l'examen

de questions d'intérêt public, un examen approfondi s'échelonnant souvent sur une longue période, afin d'être en mesure de bien conseiller le gouvernement et d'éclairer le débat sur des questions importantes pour les Canadiens.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 377. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Sénat

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	78 997 536	95 448 409	95 448 409	97 624 640
Total des crédits votés	78 997 536	95 448 409	95 448 409	97 624 640
Total des postes législatifs	38 983 235	39 420 105	39 420 105	41 633 796
Total des dépenses budgétaires	117 980 771	134 868 514	134 868 514	139 258 436

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 378. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Sénat

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Sénateurs, agents supérieurs, et leurs bureaux	67 917 457	0	0	0	67 917 457
Soutien administratif	45 011 285	0	5 000	0	45 016 285

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Chambre, comités et associations	25 854 694	0	470 000	0	26 324 694
Total	138 783 436	0	475 000	0	139 258 436

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 379. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Sénat

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions			
Contributions aux associations et groupe(s) parlementaires	481 206	450 000	475 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 380. Énumération des autorisations législatives - Sénat - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Agents supérieurs du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>; contributions au compte d’allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (L.R.C. (1985), ch. M-5)	29 959 786	29 926 281	30 235 473

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 023 449	9 493 824	11 398 323

Service administratif des tribunaux judiciaires

Raison d'être

Le Service administratif des tribunaux judiciaires (SATJ) a été créé en 2003, au moment de l'entrée en vigueur de la *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires*. La raison d'être du SATJ est de fournir des services administratifs à quatre cours supérieures d'archives, soit à la Cour d'appel fédérale, à la Cour fédérale, à la Cour d'appel de la cour martiale du Canada et à la Cour canadienne de l'impôt. La loi accroît l'indépendance judiciaire en chargeant un organisme indépendant du gouvernement du Canada d'assurer les services administratifs des tribunaux et accroît la responsabilité à l'égard de l'utilisation des fonds publics.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du SATJ.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 381. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Service administratif des tribunaux judiciaires

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	113 382 349	155 939 429	188 210 375	197 723 732

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des crédits votés	113 382 349	155 939 429	188 210 375	197 723 732
Total des postes législatifs	11 745 320	10 011 492	10 460 784	11 016 793
Total des dépenses budgétaires	125 127 669	165 950 921	198 671 159	208 740 525

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 382. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Service administratif des tribunaux judiciaires

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services administratifs pour les tribunaux fédéraux	129 534 821	46 152 943	0	0	175 687 764
Services internes	33 052 761	0	0	0	33 052 761
Total	162 587 582	46 152 943	0	0	208 740 525

Énumération des autorisations législatives

Tableau 383. Énumération des autorisations législatives - Service administratif des tribunaux judiciaires - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 745 161	10 460 784	11 016 793

Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

Raison d'être

Le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs (SCDATA) est responsable de la prestation des services de soutien et de la fourniture des installations qui sont nécessaires à chacun des tribunaux administratifs qu'il sert, afin qu'ils puissent exercer leurs pouvoirs et s'acquitter de leurs devoirs et fonctions conformément aux lois et aux règles de pratique qui les régissent.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel du SCDATA.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 384. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	75 557 474	68 646 258	70 352 065	68 848 388
Total des crédits votés		75 557 474	68 646 258	70 352 065	68 848 388
Total des postes législatifs		13 135 087	12 012 655	12 389 334	13 621 885
Total des dépenses budgétaires		88 692 561	80 658 913	82 741 399	82 470 273

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 385. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Services de soutien et des installations aux tribunaux administratifs fédéraux et leurs membres	95 837 972	0	0	(36 846 328)	58 991 644
Services internes	26 457 952	0	0	(2 979 323)	23 478 629
Total	122 295 924	0	0	(39 825 651)	82 470 273

Énumération des autorisations législatives

Tableau 386. Énumération des autorisations législatives - Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 135 087	12 389 334	13 621 885

Service canadien du renseignement de sécurité

Raison d'être

Selon la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*, le mandat du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) est de mener des activités de renseignement dans le but d'assurer la protection des intérêts liés à la sécurité et à la prospérité du Canada, au pays et à l'étranger, et la sécurité des Canadiens. Pour ce faire, il recueille, analyse et fait état des informations liées à la menace, conformément aux lois et aux instructions du ministre. Les renseignements et les conseils que le SCRS fournit au gouvernement du Canada et à ses partenaires éclairent la prise de décisions concernant les politiques et les programmes, les enquêtes liées à la sécurité nationale, les activités de filtrage de sécurité pour le gouvernement et relatives aux demandes d'immigration, et la défense du Canada. Lorsque le SCRS a des motifs raisonnables de croire qu'une menace pèse sur la sécurité du Canada, il peut également prendre des mesures pour réduire la menace.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 387. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Service canadien du renseignement de sécurité

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	770 301 653	648 080 771	698 861 042	907 947 462
Total des crédits votés		770 301 653	648 080 771	698 861 042	907 947 462
Total des postes législatifs		58 107 945	54 543 214	57 309 576	72 192 509

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des dépenses budgétaires	828 409 598	702 623 985	756 170 618	980 139 971

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 388. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Service canadien du renseignement de sécurité

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Sécurité et renseignement	980 139 971	0	0	0	980 139 971
Total	980 139 971	0	0	0	980 139 971

Énumération des autorisations législatives

Tableau 389. Énumération des autorisations législatives - Service canadien du renseignement de sécurité - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	57 873 121	57 309 576	72 192 509

Service correctionnel du Canada

Raison d'être

Le but du système correctionnel fédéral, comme le définit la loi, est de contribuer au maintien d'une société juste, vivant en paix et en sécurité, d'une part, en assurant l'exécution des peines par des mesures de garde et de surveillance sécuritaires et humaines, et d'autre part, en aidant au moyen de programmes appropriés dans les pénitenciers ou dans la collectivité, à la réadaptation des délinquants et à leur réinsertion sociale à titre de citoyens respectueux des lois (*Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, article 3).

Le Service correctionnel du Canada, en tant que composante du système de justice pénale et dans la reconnaissance de la primauté du droit, contribue à la sécurité publique en incitant activement et en aidant les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois, tout en exerçant sur eux un contrôle raisonnable, sûr, sécuritaire et humain.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 390. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Service correctionnel du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	2 839 012 158	2 655 453 352	3 145 064 532	3 227 384 720
5	Dépenses en capital	256 362 934	262 742 908	279 987 156	337 357 217

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
10 Fonds renouvelable de CORCAN	0	1	1	1
Total des crédits votés	3 095 375 092	2 918 196 261	3 425 051 689	3 564 741 938
Total des postes législatifs	279 586 726	253 079 805	260 854 868	297 787 547
Total des dépenses budgétaires	3 374 961 818	3 171 276 066	3 685 906 557	3 862 529 485
Dépenses non budgétaires				
Crédits votés				
- Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte de prêts aux libérés conditionnels	(80)	0	0	0
Total des crédits votés	(80)	0	0	0
Total des dépenses non budgétaires	(80)	0	0	0

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 391. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Service correctionnel du Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Prise en charge et garde	2 331 312 634	268 264 976	200 000	0	2 599 777 610
Interventions correctionnelles	665 165 624	39 404 692	642 857	(136 280 300)	568 932 873

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Surveillance dans la collectivité	227 688 004	1 451 726	857 143	0	229 996 873
Services internes	439 529 706	28 235 823	0	(3 943 400)	463 822 129
Total	3 663 695 968	337 357 217	1 700 000	(140 223 700)	3 862 529 485

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 392. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Service correctionnel du Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subvention à l'Université de la Saskatchewan pour le Centre de recherche judiciaire	120 000	120 000	200 000
Contributions			
Programme de contributions pour la réinsertion des délinquants autochtones	853 971	1 500 000	1 500 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 393. Énumération des autorisations législatives - Service correctionnel du Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
--	----------------------------	-----------------------------------------	-----------------------------------------

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	277 458 195	261 982 159	297 787 547

Service de protection parlementaire

Raison d'être

Établi en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*, le Service de protection parlementaire (SPP) est une entité parlementaire distincte chargée des questions concernant la sécurité physique partout dans la Cité parlementaire et sur la Colline du Parlement. Le SPP exerce ses devoirs et fonctions en respectant les pouvoirs, droits, privilèges et immunités du Sénat et de la Chambre des communes et de leurs membres. Le SPP est placé sous la responsabilité des présidents du Sénat et de la Chambre des communes agissant en qualité de gardiens des pouvoirs, droits, privilèges et immunités de leurs chambres respectives et de leurs membres.

Les présidents et le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile ont conclu un arrangement en vue de la prestation, par la Gendarmerie royale du Canada (GRC), de services de sécurité physique partout dans la Cité parlementaire et sur la Colline du Parlement. Le directeur du SPP, un membre de la GRC, est chargé de la gestion du SPP.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 394. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Service de protection parlementaire

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	84 465 636	93 789 457	98 389 457	106 149 851
Total des crédits votés		84 465 636	93 789 457	98 389 457	106 149 851
Total des postes législatifs		10 501 262	10 753 726	10 753 726	13 487 461
Total des dépenses budgétaires		94 966 898	104 543 183	109 143 183	119 637 312

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 395. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Service de protection parlementaire

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Sécurité physique	121 137 312	0	0	(1 500 000)	119 637 312
Total	121 137 312	0	0	(1 500 000)	119 637 312

Énumération des autorisations législatives

Tableau 396. Énumération des autorisations législatives - Service de protection parlementaire - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 501 262	10 753 726	13 487 461

Services partagés Canada

Raison d'être

Services partagés Canada (SPC) est chargé de faciliter la prestation des programmes et services gouvernementaux sur le plan numérique en fournissant des services numériques, de réseau et d'hébergement fiables et sécuritaires qui permettent aux fonctionnaires de collaborer sans heurt dans l'ensemble du gouvernement du Canada pour servir la population canadienne. En tant que fournisseur de services à plus de 40 ministères et organismes gouvernementaux, SPC se concentre sur l'adoption d'un modèle de prestation de services de TI qui encourage le partage de solutions et de plateformes communes entre les ministères dans le but de normaliser et regrouper les solutions informatiques tout en modernisant et réduisant la TI existante. En adoptant une approche d'entreprise, SPC cherche à fournir des connexions rapides, fiables et sécurisées, de veiller à ce que les employés disposent des outils numériques dont ils ont besoin, et à appuyer les ministères partenaires dans le développement et la prestation des services qu'ils offrent aux Canadiens.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de SPC.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 397. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Services partagés Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses de fonctionnement	2 350 224 038	2 147 684 760	2 199 353 866	2 200 787 724
5	Dépenses en capital	283 630 220	211 553 039	211 553 039	146 129 643
Total des crédits votés		2 633 854 258	2 359 237 799	2 410 906 905	2 346 917 367
Total des postes législatifs		156 934 338	120 801 959	121 071 959	143 216 590
Total des dépenses budgétaires		2 790 788 596	2 480 039 758	2 531 978 864	2 490 133 957

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 398. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Services partagés Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Opérations communes de technologie de l'information (TI) du gouvernement du Canada	2 818 857 637	200 413 978	0	(853 000 000)	2 166 271 615
Services internes	318 146 677	5 715 665	0	0	323 862 342
Total	3 137 004 314	206 129 643	0	(853 000 000)	2 490 133 957

Énumération des autorisations législatives

Tableau 399. Énumération des autorisations législatives - Services partagés Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	152 626 799	121 071 959	143 216 590

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Raison d'être

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) est l'organisme national responsable de l'habitation au Canada. Depuis sa création en 1946 sous forme de société d'État fédérale pour remédier à la pénurie de logements après la guerre, la SCHL a vu son rôle évoluer en fonction des besoins de la population canadienne. Son mandat consiste actuellement à faciliter l'accès au logement et à contribuer à la stabilité financière afin que les personnes habitant au Canada puissent se loger en fonction de leurs besoins.

La SCHL reçoit des crédits parlementaires pour financer les programmes de logement à l'intérieur et à l'extérieur des réserves. En collaboration avec les provinces et les territoires, les Autochtones (Premières Nations, Métis et Inuits) ainsi que les secteurs privés et sans but lucratif, la SCHL favorise l'accès au logement abordable des personnes habitant au Canada qui ont besoin de se loger.

Le rôle joué par la SCHL (offrir de l'assurance prêt hypothécaire et de la titrisation) dans le système canadien de financement de l'habitation contribue à rendre celui-ci vigoureux, stable et accessible partout au pays.

Les activités de la SCHL dans le cadre de la série « Économie et perspectives de l'habitation » favorisent la prise de décisions éclairées par la production, l'interprétation et la transmission de données et d'informations en matière d'habitation.

Des renseignements supplémentaires seront fournis dans le site Web de la SCHL une fois le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation déposé à la Chambre des communes.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 400. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Société canadienne d'hypothèques et de logement

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et de la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	5 491 113 368	5 620 208 332	6 561 866 133	6 363 904 082
Total des crédits votés	5 491 113 368	5 620 208 332	6 561 866 133	6 363 904 082
Total des postes législatifs	(60 842 882)	7 500 000	7 500 000	3 800 000
Total des dépenses budgétaires	5 430 270 486	5 627 708 332	6 569 366 133	6 367 704 082
Dépenses non budgétaires				
Total des postes législatifs	(119 838 866)	(194 777 830)	(194 777 830)	(158 996 869)
Total des dépenses non budgétaires	(119 838 866)	(194 777 830)	(194 777 830)	(158 996 869)

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 401. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Société canadienne d'hypothèques et de logement

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Aide pour combler les besoins en matière de logement	3 092 014 869	0	0	0	3 092 014 869
Savoir-faire en matière de logement et développement du potentiel	1 676 508 561	0	0	0	1 676 508 561
Financement de l'habitation	1 599 180 652	0	0	0	1 599 180 652
Total	6 367 704 082	0	0	0	6 367 704 082

Tableau 402. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Non budgétaire - Société canadienne d'hypothèques et de logement

	Total
Aide pour combler les besoins en matière de logement	(158 996 869)
Total	(158 996 869)

Énumération des autorisations législatives

Tableau 403. Énumération des autorisations législatives - Société canadienne d'hypothèques et de logement - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Paiement unique à titre de prestation pour logement locatif et à l'exécution et au contrôle d'application de la <i>Loi sur la prestation pour logement locatif</i>	(60 842 882)	7 500 000	3 800 000

Tableau 404. Énumération des autorisations législatives - Société canadienne d'hypothèques et de logement - Non budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (L.R.C. (1985), ch. N-11)	(119 838 866)	(194 777 830)	(158 996 869)

Société canadienne des postes

Raison d'être

La Société canadienne des postes a pour mandat d'offrir un service de haute qualité à un prix raisonnable aux Canadiens et de tirer profit des occasions créées par les nouvelles technologies et l'évolution des attentes de ses clients et des collectivités qu'elle sert, tout en étant viable sur le plan financier.

En vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société exécute également certains programmes de politique publique pour le gouvernement.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 405. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Société canadienne des postes

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la Société à des fins spéciales	22 210 000	22 210 000	22 210 000	22 210 000
5 Paiements à la Société aux fins visées à l'article 31 de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i>	0	0	0	1 034 000 000
Total des crédits votés	22 210 000	22 210 000	22 210 000	1 056 210 000
Total des dépenses budgétaires	22 210 000	22 210 000	22 210 000	1 056 210 000

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 406. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Société canadienne des postes

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Société canadienne des postes	1 056 210 000	0	0	0	1 056 210 000
Total	1 056 210 000	0	0	0	1 056 210 000

Société du Centre national des Arts

Raison d'être

La Société du Centre national des Arts (CNA) a été constituée en 1966 en vertu de la *Loi sur le Centre national des Arts*. Elle a pour mandat d'exploiter et d'administrer le CNA, de développer les arts d'interprétation dans la région de la capitale nationale et d'aider le Conseil des arts du Canada à développer les arts d'interprétation ailleurs au Canada. La Société du CNA organise et commandite des activités liées aux arts d'interprétation; encourage et facilite le développement de troupes; organise ou commandite la diffusion d'émissions Web, de radio et de télévision; loge les organisations nationales et locales œuvrant au développement des arts d'interprétation au Canada; organise ailleurs au Canada des spectacles et des représentations de troupes d'arts d'interprétation établies ou non au Canada; et organise, à l'extérieur du Canada, des représentations de troupes d'arts d'interprétation établies au Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan stratégique de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 407. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Société du Centre national des Arts

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	66 359 661	57 005 441	59 524 537	57 122 713
Total des crédits votés	66 359 661	57 005 441	59 524 537	57 122 713

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des dépenses budgétaires	66 359 661	57 005 441	59 524 537	57 122 713

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 408. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Société du Centre national des Arts

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Société du Centre national des Arts	57 122 713	0	0	0	57 122 713
Total	57 122 713	0	0	0	57 122 713

Société Radio-Canada

Raison d'être

Au sens de la *Loi sur la radiodiffusion de 1991*, la Société Radio-Canada (la Société), à titre de radiodiffuseur public national, devrait offrir des services de radio et de télévision comportant une très large programmation qui renseigne, éclaire et divertit.

La programmation de la Société devrait à la fois :

- être principalement et typiquement canadienne;
- refléter la globalité canadienne et rendre compte de la diversité régionale du pays, tant au plan national qu'au niveau régional, tout en répondant aux besoins particuliers des régions;
- contribuer activement à l'expression culturelle et à l'échange des diverses formes qu'elle peut prendre;

- être offerte en français et en anglais, de manière à refléter la situation et les besoins particuliers des deux collectivités de langue officielle, y compris ceux des minorités de l'une ou de l'autre langue;
- chercher à être de qualité équivalente en français et en anglais;
- contribuer au partage d'une conscience et d'une identité nationales;
- être offerte partout au Canada de la manière la plus adéquate et efficace, au fur et à mesure de la disponibilité des moyens;
- refléter le caractère multiculturel et multiracial du Canada.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le sommaire du plan d'entreprise de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 409. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Société Radio-Canada

		Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	1 340 113 531	1 267 339 411	1 267 339 411	1 307 346 411
5	Paiements à la Société pour le fonds de roulement	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
10	Paiements à la Société pour les dépenses en capital	110 046 000	111 898 000	111 898 000	113 891 000
Total des crédits votés		1 454 159 531	1 383 237 411	1 383 237 411	1 425 237 411
Total des dépenses budgétaires		1 454 159 531	1 383 237 411	1 383 237 411	1 425 237 411

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 410. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Société Radio-Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Société Radio-Canada	1 307 346 411	117 891 000	0	0	1 425 237 411
Total	1 307 346 411	117 891 000	0	0	1 425 237 411

Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

Raison d'être

La Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique a été créée dans le but :

- d'approfondir les connaissances sur l'Arctique canadien en vue d'améliorer les perspectives économiques, la gestion environnementale et la qualité de vie des personnes qui y résident et de tous les autres Canadiens;
- de promouvoir le développement et la diffusion des connaissances relatives aux autres régions circumpolaires, y compris l'Antarctique;
- de renforcer le leadership du Canada relativement aux questions liées à l'Arctique;
- d'établir un centre de recherche scientifique dans l'Arctique canadien.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 411. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Dépenses du programme	35 769 003	33 006 666	36 506 666	32 369 800
Total des crédits votés	35 769 003	33 006 666	36 506 666	32 369 800
Total des postes législatifs	1 662 695	2 403 487	2 403 487	2 663 559
Total des dépenses budgétaires	37 431 698	35 410 153	38 910 153	35 033 359

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 412. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Science et savoir polaires	18 740 191	0	7 796 000	0	26 536 191
Services internes	8 497 168	0	0	0	8 497 168
Total	27 237 359	0	7 796 000	0	35 033 359

Liste des paiements de transfert de 2025-2026

Tableau 413. Liste des paiements de transfert de 2025-2026 - Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget principal des dépenses 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Subventions			
Subventions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques	1 356 000	1 356 000	1 356 000
Subventions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et les activités qui ont trait aux régions polaires	400 000	400 000	400 000
Contributions			
Contributions afin d'appuyer l'avancement des sciences et des technologies nordiques	5 990 216	6 040 000	6 040 000

Énumération des autorisations législatives

Tableau 414. Énumération des autorisations législatives - Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 662 695	1 671 388	1 931 460
Dépense des recettes conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique</i>	0	732 099	732 099

Statistique Canada

Raison d'être

Statistique Canada a été fondé pour veiller à ce que les Canadiens aient accès à une source fiable de données statistiques sur le Canada qui répondent à leurs besoins d'information les plus prioritaires.

Le mandat de Statistique Canada découle principalement de la *Loi sur la statistique*. En vertu de cette loi, l'organisme doit recueillir, compiler, analyser, dépouiller et publier des renseignements statistiques portant sur les activités commerciales, industrielles, financières, sociales, économiques et générales de la population et sur l'état de celle-ci. La loi stipule également que Statistique Canada doit réaliser un recensement de la population et un recensement de l'agriculture tous les cinq ans, et que l'organisme doit protéger la confidentialité de l'information qui lui est confiée.

Statistique Canada s'engage à fournir aux Canadiens tous les renseignements importants sur l'économie, la société et l'environnement du pays dont ils ont besoin pour assumer efficacement leur rôle de citoyens et de décideurs dans un monde en évolution rapide.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel de l'organisation.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 415. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Statistique Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	640 745 207	648 221 726	650 728 262	724 102 650

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des crédits votés	640 745 207	648 221 726	650 728 262	724 102 650
Total des postes législatifs	99 963 797	88 418 607	88 671 539	103 805 880
Total des dépenses budgétaires	740 709 004	736 640 333	739 399 801	827 908 530

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 416. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Statistique Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Renseignements statistiques	848 582 988	0	0	(120 000 000)	728 582 988
Services internes	99 325 542	0	0	0	99 325 542
Total	947 908 530	0	0	(120 000 000)	827 908 530

Énumération des autorisations législatives

Tableau 417. Énumération des autorisations législatives - Statistique Canada - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	99 930 960	88 671 539	103 805 880

Téléfilm Canada

Raison d'être

Téléfilm Canada (Téléfilm) est une société d'État constituée en vertu de la *Loi sur Téléfilm Canada*.

La mission de Téléfilm est de soutenir et de promouvoir l'industrie cinématographique canadienne – Téléfilm intervient à chaque étape du cycle de vie d'une production, en investissant du pré-développement au développement, de la production à la post-production et de la distribution à l'exportation internationale. Téléfilm est un partenaire de choix qui met en œuvre une vision intégrée et cohérente de tous ses programmes de financement tout en veillant à répondre aux besoins changeants de l'industrie.

Téléfilm est également responsable de l'évaluation et de la recommandation de projets susceptibles d'être reconnus par le ministère du Patrimoine canadien en vertu des traités internationaux de coproductions audiovisuelles.

Téléfilm en est à la deuxième année de son plan stratégique et de son plan d'entreprise 2024-2027. Ces plan intègrent les objectifs, les actions et les résultats attendus de Téléfilm pour les prochains exercices.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 418. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Téléfilm Canada

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	155 276 144	103 308 591	158 302 331	162 955 591

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des crédits votés	155 276 144	103 308 591	158 302 331	162 955 591
Total des dépenses budgétaires	155 276 144	103 308 591	158 302 331	162 955 591

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 419. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Téléfilm Canada

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Financement à la production de contenus canadiens	106 434 256	0	0	0	106 434 256
Promotion des talents et des contenus canadiens	38 091 008	0	0	0	38 091 008
Services internes	18 430 327	0	0	0	18 430 327
Total	162 955 591	0	0	0	162 955 591

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Raison d'être

Le Tribunal des anciens combattants (révision et appel) (le Tribunal) est un tribunal indépendant et administratif, créé en 1995. Le Tribunal offre un programme d'appel concernant les décisions relatives aux invalidités liées au service prises par le ministère des Anciens Combattants. Ce programme offre aux requérants deux niveaux de recours pour les décisions relatives aux prestations d'invalidité et le dernier niveau d'appel pour les demandes d'allocation aux anciens combattants.

Le Tribunal a pour objectif de veiller à ce que les vétérans, les membres des Forces armées canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada, et leurs familles reçoivent les prestations d'invalidité auxquelles ils ont droit.

Des renseignements supplémentaires sont fournis dans le plan ministériel.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 420. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026	
Dépenses budgétaires					
Crédits votés					
1	Dépenses du programme	16 202 110	20 045 176	20 045 176	20 240 594
Total des crédits votés		16 202 110	20 045 176	20 045 176	20 240 594
Total des postes législatifs		1 922 077	2 530 165	2 530 165	2 832 664

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Total des dépenses budgétaires	18 124 187	22 575 341	22 575 341	23 073 258

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 421. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
Appels	23 073 258	0	0	0	23 073 258
Total	23 073 258	0	0	0	23 073 258

Énumération des autorisations législatives

Tableau 422. Énumération des autorisations législatives - Tribunal des anciens combattants (révision et appel) - Budgétaire (dollars)

	Dépenses réelles 2023-2024	Budget des dépenses à ce jour 2024-2025	Budget principal des dépenses 2025-2026
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 922 077	2 530 165	2 832 664

VIA HFR - VIA TGF Inc.

Raison d'être

VIA HFR - VIA TGF Inc. (la Société) a été créée en novembre 2022 en tant que filiale en propriété exclusive de VIA Rail Canada Inc. (VIA Rail) en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société va élaborer et mettre en oeuvre un train à grande

vitesse (Alto), qui propose de construire un réseau interurbain de services ferroviaires voyageurs de plus de 1 000 kilomètres sur des voies essentiellement réservées reliant les centres urbains majeurs de Québec, Trois-Rivières, Laval, Montréal, Ottawa, Peterborough et Toronto. Son mandat prévoit la conception, la construction, le financement, l'exploitation et l'entretien de services ferroviaires voyageurs au moyen d'un ou de plusieurs accords avec le secteur privé. La Société fonctionnera indépendamment de VIA Rail et agira à titre de bureau de projet consacré à l'initiative.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 423. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - VIA HFR - VIA TGF Inc.

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				
1 Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	49 503 355	45 254 000	120 954 000	597 022 518
Total des crédits votés	49 503 355	45 254 000	120 954 000	597 022 518
Total des dépenses budgétaires	49 503 355	45 254 000	120 954 000	597 022 518

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 424. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - VIA HFR - VIA TGF Inc.

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
--	----------------	---------------------	------------------------	-------------------------------	-------

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
VIA HFR - VIA TGF Inc.	595 022 518	2 000 000	0	0	597 022 518
Total	595 022 518	2 000 000	0	0	597 022 518

VIA Rail Canada Inc.

Raison d'être

La société d'État VIA Rail Canada Inc. (VIA Rail) a été mise sur pied en 1978 afin d'agir en tant que transporteur ferroviaire de passagers au Canada.

Son objectif consiste à offrir un service voyageur sécuritaire, efficace, durable sur le plan environnemental et fiable au Canada. Le réseau comprend des trains qui sont exploités dans le corridor Québec-Windsor et des trains qui parcourent de longues distances entre Toronto et Vancouver et entre Montréal et Halifax. VIA Rail offre également un service de transport ferroviaire voyageur dans les régions et les localités éloignées, dont certaines ne disposant d'aucun autre moyen de transport à l'année.

Les détails sur les activités courantes de VIA Rail sont fournis dans le rapport annuel et le sommaire du plan d'entreprise, disponibles sur le site internet de VIA Rail.

Budget des dépenses de l'organisation

Tableau 425. Budget des dépenses de l'organisation (dollars) - VIA Rail Canada Inc.

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
Dépenses budgétaires				
Crédits votés				

	Dépenses réelles 2023-2024	2024-2025 Budget principal des dépenses	2024-2025 Budget des dépenses à ce jour	Budget principal des dépenses 2025-2026
1 Paiements à la société	803 950 034	1 159 349 066	1 985 839 468	1 337 761 231
Total des crédits votés	803 950 034	1 159 349 066	1 985 839 468	1 337 761 231
Total des dépenses budgétaires	803 950 034	1 159 349 066	1 985 839 468	1 337 761 231

Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet

Tableau 426. Budget principal des dépenses 2025-2026 par objet - Budgétaire - VIA Rail Canada Inc.

	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Recettes et autres réductions	Total
VIA Rail Canada Inc.	383 882 867	953 878 364	0	0	1 337 761 231
Total	383 882 867	953 878 364	0	0	1 337 761 231

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits - Budget des dépenses 2025-2026

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses 2025-2026**.

Tableau 427. Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits (pour l'exercice se terminant le 31 mars 2026)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital 	1 201 924 450
ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	540 000
AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION D'IMPACT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la réalisation d'évaluations par une commission; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. 	84 212 146
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	21 036 903
Total		105 249 049
AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	735 988 289
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	19 777 389
Total		755 765 678
AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	23 914 472
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	51 424 369

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
Total		75 338 841
AGENCE CANADIENNE DE L'EAU		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	38 128 483
5	<ul style="list-style-type: none"> • Contributions 	42 765 417
Total		80 893 900
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	45 101 123
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	279 995 038
Total		325 096 161
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU PACIFIQUE CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	27 591 893

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	109 617 223
Total		137 209 116
AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	1 354 815 342
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	29 450 000
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	376 329 508
Total		1 760 594 850
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	70 274 559
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	282 252 478
Total		352 527 037
AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE NORD DE L'ONTARIO		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	15 571 139
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	54 179 238
Total		69 750 377
AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	35 969 714
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	227 536 482
Total		263 506 196
AGENCE PARCS CANADA		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a. les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral; b. les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières. 	734 833 000
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	242 547 959
10	<ul style="list-style-type: none"> • Sommes créditées au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques pour les fins visées au paragraphe 21(3) de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> 	30 637 086
Total		1 008 018 045
AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	282 744 971
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	466 959 635
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	67 018 000
Total		816 722 606
AUTORITÉ DU PONT WINDSOR-DÉTROIT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à l'Autorité pour l'exécution de son mandat, conformément à ses lettres patentes et à l'Accord sur le passage Canada-Michigan 	343 086 058
BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités 	60 036 276
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Contributions • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les droits d'accès à la collection et les frais de reproduction d'éléments de celle-ci; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. 	151 530 675
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	40 979 794
Total		192 510 469
BUREAU CANADIEN D'ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	36 493 889
BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	7 211 675
BUREAU DU COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement du Bureau du commissaire à la magistrature fédérale • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services administratifs et de la formation judiciaire • Traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> 	11 227 921
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement du Conseil canadien de la magistrature 	2 813 063

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
Total		14 040 984
BUREAU DU COMMISSAIRE AU RENSEIGNEMENT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	2 452 608
BUREAU DU COMMISSAIRE AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS ET À L'ÉTHIQUE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	8 152 273
BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme, y compris : <ul style="list-style-type: none"> a. les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues; b. les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparaisant devant des commissions d'enquête; c. le fonctionnement de la résidence du premier ministre. • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la formation en matière d'analyse du renseignement; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	253 455 248
BUREAU DU CONSEILLER SÉNATORIAL EN ÉTHIQUE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	1 485 291
BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les services de poursuites et les services connexes; b. les services de poursuites et les services connexes – conformes au mandat du Bureau – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c. les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi. 	202 769 596
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	65 189 821
BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	7 638 168
BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Dépenses relatives aux anciens gouverneurs généraux, y compris celles relatives à leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, en lien avec l'exercice des attributions qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général 	22 077 800
BUREAU DU SURINTENDANT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	1 323 899
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les services professionnels de vérification aux membres du Conseil canadien des vérificateurs législatifs; b. les enquêtes effectuées au titre de l'article 11 de la <i>Loi sur le vérificateur général</i>. 	121 233 208
CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	6 320 572
CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	43 852 409
CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	1 144 688 528
CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements au Centre 	159 359 769
CHAMBRE DES COMMUNES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux de circonscription des députés • Contributions • Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités 	467 147 265
COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	6 077 944
COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DES GRIEFS MILITAIRES		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	7 514 758
COMMISSARIAT À L'INTÉGRITÉ DU SECTEUR PUBLIC		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme Contributions 	7 074 478
COMMISSARIAT AU LOBBYING		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	5 447 113
COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	23 831 347
COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme – Commissariat à l'information 	15 666 272
5	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme – Commissariat à la protection de la vie privée Contributions – Commissariat à la protection de la vie privée Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	34 322 438
Total		49 988 710
COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions 	57 418 310
COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	34 461 588
COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	6 195 555
COMMISSION CANADIENNE DU LAIT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	5 088 203
COMMISSION CANADIENNE DU TOURISME		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Commission 	125 027 800
COMMISSION CIVILE D'EXAMEN ET DE TRAITEMENT DES PLAINTES RELATIVES À LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	15 127 881
COMMISSION D'EXAMEN DES PLAINTES CONCERNANT LA POLICE MILITAIRE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	5 307 976
COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	308 955 386
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Commission pour les dépenses de fonctionnement 	95 974 749
5	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Commission pour les dépenses en capital 	83 802 902
Total		179 777 651
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la fourniture de produits et services de dotation, d'évaluation et de counseling et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	89 426 691
COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	16 432 093
COMMISSION DES DÉBATS DES CHEFS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	3 422 808
COMMISSION DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	64 336 572
COMMISSION DU DROIT D'AUTEUR		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	4 244 261
COMMISSION DU DROIT DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	3 705 781
COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE (SECTION CANADIENNE)		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Dépenses de la section canadienne, y compris les traitements • Dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié • Dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs 	6 795 183

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
CONSEIL CANADIEN DES NORMES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements au Conseil au titre de l'alinéa 5a) de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i> 	26 059 253
CONSEIL D'EXAMEN DU PRIX DES MÉDICAMENTS BREVETÉS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	16 630 352
CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci dans le cadre de ses activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor 	9 956 495
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	50 468 429
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice 	1 271 889 793
Total		1 322 358 222
CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	77 126 440
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice 	1 420 233 755
Total		1 497 360 195
CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements au Conseil devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> 	360 142 160
CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses de fonctionnement 	602 927 203
5	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses en capital 	157 961 000
10	<ul style="list-style-type: none"> Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour le Télescope de trente mètres 	740 628 793
Total		1 501 516 996
CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE		
1	<ul style="list-style-type: none"> Paiements à la Corporation 	13 792 138
ÉCOLE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	72 771 803
ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
1	<ul style="list-style-type: none"> Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital 	1 945 655 529
FONDATION CANADIENNE DES RELATIONS RACIALES		
1	<ul style="list-style-type: none"> Paiements à la Fondation pour ses activités, au titre de l'alinéa 5(1)c) de la <i>Loi sur la Fondation canadienne des relations raciales</i> 	12 000 000
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	3 815 441 410
5	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses en capital 	452 365 865

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor • Contributions 	26 176 685
15	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements effectués dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> a. de programmes de prestations d'invalidité et de soins de santé ou d'autres ententes pour les membres actifs et les membres à la retraite de la Gendarmerie royale du Canada; b. de l'administration de ces programmes ou ententes, notamment au titre de primes, de contributions, d'avantages sociaux, de frais et d'autres dépenses pour ces membres et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des paiements effectués au titre du présent crédit au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent d'arrangements sur les services de police 	1 060 656 391
Total		5 354 640 351
INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement 	76 463 348
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice 	1 288 832 664
Total		1 365 296 012
INVESTIR AU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	32 755 156
LES PONTS JACQUES-CARTIER ET CHAMPLAIN INC.		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la société à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur ses revenus – exception faite de l'amortissement des immobilisations et des réserves – relativement à l'exploitation du pont Jacques-Cartier, du pont de Québec, de l'Estacade, du tunnel de Melocheville et des tronçons fédéraux du pont Honoré-Mercier et de l'autoroute Bonaventure et relativement à l'aménagement des berges en lien avec le projet Héritage Champlain • Paiements à la société pour la fourniture de services de soutien au ministère du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités à l'égard de projets au Québec 	295 761 948
MARINE ATLANTIQUE S.C.C.		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion • Paiements à la société pour les dépenses en capital • Paiements à la société pour les services de transport, y compris les services de transport maritime entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador, et les navires, terminaux et infrastructures connexes 	182 531 084
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b. l'administration du programme « Agri-stabilité »; c. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	682 771 782
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	73 095 676

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	893 997 907
Total		1 649 865 365
MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b. les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi; c. tout montant facturé à une société d'État en vertu de l'alinéa 14b) de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d'État; d. la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	1 299 684 121
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	11 647 044 543

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
10	<ul style="list-style-type: none"> • Radiation, au titre du paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, de 19 291 dettes relatives à des prêts d'études octroyés au titre de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>, et de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i> dues à Sa Majesté du chef du Canada et s'élevant au total à 197 249 543 \$ 	197 249 543
Total		13 143 978 207
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a. les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; b. les relevés hydrologiques; c. les services de réglementation; d. les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e. les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux; f. les permis; g. les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">1 133 557 952</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital • Autorisation de faire des paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations • Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral 	80 695 624
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services 	1 050 756 750
Total		2 265 010 326
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada; b. les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications; c. les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i>, au Bureau du surintendant des faillites; d. les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i>, de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i>, de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i>; e. les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i>. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	628 663 340
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	81 803 417
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	7 675 233 851
L15	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements effectués en vertu du paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> 	300 000
L20	<ul style="list-style-type: none"> • Prêts effectués en vertu de l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> 	500 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
Total		8 386 500 608
MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	2 223 420 163
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	5 957 509
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, y compris la fourniture de biens et de services 	2 777 304 133
Total		5 006 681 805
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 86 760 127 023 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué tout paiement afférent à l'un ou l'autre de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 52 954 717 761 \$ deviendra payable dans les années à venir) • Autorisation de faire des dépenses ou des avances recouvrables, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, à l'égard du matériel fourni à des particuliers, des sociétés, des organismes extérieurs, d'autres ministères ou organismes fédéraux et d'autres administrations, ou des services rendus en leur nom • Paiements effectués dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> a. de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b. de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">21 542</p> <p style="text-align: right;">249 545</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	<p style="text-align: right;">10 903</p> <p style="text-align: right;">027 855</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice et contributions, y compris : <ul style="list-style-type: none"> a. les montants versés à un bénéficiaire ou ce qui en tient lieu, notamment pour : <ul style="list-style-type: none"> i. la fourniture de biens ou de services, ii. l'utilisation d'installations; b. les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i>, pour : <ul style="list-style-type: none"> i. l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, ii. la fourniture de services aux fins de défense, iii. l'acquisition ou le transfert de fournitures ou d'installations aux fins de défense. 	1 009 220 911
15	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements effectués dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> a. de programmes d'assurance et d'avantages sociaux ou d'autres ententes pour les militaires de la force régulière et de la force de réserve des Forces canadiennes; b. de l'administration de ces programmes ou ententes, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses engagés pour ces militaires et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. 	446 727 532
Total		33 901 225 843
MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	42 526 013

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	230 921 018
Total		273 447 031
MINISTÈRE DE LA JUSTICE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux; b. les services juridiques – conformes au mandat du ministère – fournis de manière facultative à des sociétés d'État et à des organisations non fédérales ou internationales; c. les services de soutien internes fournis en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	325 996 408
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	725 976 557
Total		1 051 972 965
MINISTÈRE DE LA SANTÉ		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Autorisation de contracter, au cours de l'exercice, des engagements à l'égard du présent crédit jusqu'à concurrence d'une somme qui ne peut, à aucun moment pendant l'exercice, dépasser le total des soldes ci-après, disponibles et non grevés : <ul style="list-style-type: none"> a. le solde des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice; b. le solde des postes des crédits 1, 5 et 10 du ministère pour l'exercice, figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes; c. le solde des recettes visées à l'alinéa 32(1)d) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> du ministère • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">4 260</p> <p style="text-align: right;">686 972</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	<p style="text-align: right;">32 094</p> <p style="text-align: right;">569</p>
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services 	<p style="text-align: right;">6 003</p> <p style="text-align: right;">337 872</p>
Total		<p style="text-align: right;">10 296</p> <p style="text-align: right;">119 413</p>
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Dépenses en capital • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	346 711 518
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	1 787 484 190
Total		2 134 195 708
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l'étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux • Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu'à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes • Dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l'étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les foires commerciales et éducatives; b. les publications ministérielles; c. la prestation des services suivants : <ul style="list-style-type: none"> i. la formation offerte par l'Institut canadien du service extérieur, ii. les missions commerciales et autres services de développement du commerce international, iii. les services de développement des investissements, iv. les services de télécommunication internationale, v. les autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, organismes, sociétés d'État et autres organisations non fédérales, vi. les services consulaires spécialisés. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	2 394 363 590
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	226 805 441

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : <ul style="list-style-type: none"> a. la promotion du commerce et de l'investissement; b. l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale. 	5 286 796 107
15	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements effectués dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> a. de programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada; b. de l'administration de ces programmes ou ententes, y compris les primes, contributions, avantages, frais et autres dépenses engagés pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada et pour d'autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor. 	121 349 991
20	<ul style="list-style-type: none"> • Aide financière fournie par le ministre des Affaires étrangères, en consultation avec le ministre des Finances, à titre de contributions aux institutions financières internationales pour l'exercice 2025-2026, qui, conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i>, ne dépasse pas 250 404 568 \$ 	1
L30	<ul style="list-style-type: none"> • Prêts effectués en vertu de l'alinéa 3(1)a) de la <i>Loi sur l'aide financière internationale</i> 	78 000 000
Total		8 107 315 130

MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Dépenses afférentes à l'entretien des biens immeubles ou biens réels, y compris celles relatives à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible au bien ainsi que le paiement des taxes, assurances et services publics • Sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, les dépenses afférentes : <ul style="list-style-type: none"> a. aux travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables; b. à tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder le droit ou l'intérêt que le directeur possède à l'égard de ces propriétés. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">1 993</p> <p style="text-align: right;">350 382</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor • Contributions 	<p style="text-align: right;">5 785</p> <p style="text-align: right;">481 791</p>
Total		<p style="text-align: right;">7 778</p> <p style="text-align: right;">832 173</p>
MINISTÈRE DES FEMMES ET DE L'ÉGALITÉ DES GENRES		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	61 732 958
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	338 287 046
Total		400 020 004
MINISTÈRE DES FINANCES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	354 793 866
5	<ul style="list-style-type: none"> • Aide financière fournie par le ministre des Finances à l'Association internationale de développement, en vertu du paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>, sous forme de paiements directs n'excédant pas, au total, 486 916 000 dollars canadiens pour l'exercice 2025-2026 	1

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
10	<ul style="list-style-type: none"> • Conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>, le montant de l'aide financière fournie par le ministre des Finances sous forme d'octroi de fonds à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement dans le cadre de l'accélération de l'utilisation des recettes extraordinaires ne peut pas excéder, au total, 200 000 000 \$ pour l'exercice 2025-2026 	1
Total		354 793 868

MINISTÈRE DES PÊCHES ET DES OCÉANS

1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches • Autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches • Autorisation de faire des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés • Autorisation de faire des avances recouvrables pour des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis à des particuliers, à des organismes indépendants et à d'autres gouvernements en lien avec l'exercice de sa compétence en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et à la navigation maritime • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les activités de la Garde côtière canadienne; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	2 266 709 202
---	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital • Autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités et à des autorités locales ou privées à titre de contributions à des travaux de construction entrepris par ces administrations ou autorités • Autorisation d'acheter des bateaux de pêche commerciale et d'en disposer 	<p style="text-align: right;">2 650 017 110</p>
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	<p style="text-align: right;">913 847 438</p>
Total		<p style="text-align: right;">5 830 573 750</p>

MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD

1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel • Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci • Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel • Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">4 844 173 256</p>
---	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital • Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : <ul style="list-style-type: none"> a. soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b. soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Relations Couronne-Autochtones. • Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes 	325 000
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	8 158 701 504
L15	<ul style="list-style-type: none"> • Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais afférents aux revendications autochtones (recherche, négociation et élaboration de documents) 	25 903 000
Total		13 029 102 760
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la vente de produits d'information et de produits forestiers; b. la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i>; c. la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b); d. la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche; e. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">944 229 746</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	<p style="text-align: right;">44 926 204</p>
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	<p style="text-align: right;">2 620 493 122</p>
Total		<p style="text-align: right;">3 609 649 072</p>
MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel • Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci • Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel • Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux; b. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	<p style="text-align: right;">4 051 895 333</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital • Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : <ul style="list-style-type: none"> a. soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil; b. soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Services aux Autochtones. • Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes 	6 513 738
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services 	21 096 067 786
Total		25 154 476 857
MINISTÈRE DES TRANSPORTS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique • Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i> • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	956 317 643

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
5	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses en capital 	210 635 002
10	<ul style="list-style-type: none"> Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions 	1 695 272 042
Total		2 862 224 687

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i>, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	3 734 836 651
5	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux Autorisation d'effectuer des remboursements à des locataires d'immeubles fédéraux ou de biens réels fédéraux relativement à des améliorations à ceux-ci autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux 	3 313 864 848
Total		7 048 701 499

MINISTÈRE DU LOGEMENT, DE L'INFRASTRUCTURE ET DES COLLECTIVITÉS

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	340 514 476
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	53 162 385
10	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	6 195 652 927
Total		6 589 329 788
MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens; b. les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »; c. la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	253 537 041
5	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	1 808 125 427

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
Total		2 061 662 468
MUSÉE CANADIEN DE L'HISTOIRE		
1	• Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	78 060 568
MUSÉE CANADIEN DE L'IMMIGRATION DU QUAI 21		
1	• Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	8 799 370
MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE		
1	• Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	29 288 223
MUSÉE CANADIEN DES DROITS DE LA PERSONNE		
1	• Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	26 906 790
MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA		
1	• Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	40 424 493
5	• Paiements au Musée à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection du Musée et des frais connexes	8 000 000
Total		48 424 493
MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
1	• Paiements au Musée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	40 472 693
OFFICE DES TRANSPORTS DU CANADA		
1	• Dépenses du programme	50 365 239
OFFICE NATIONAL DU FILM		
1	• Dépenses du programme	73 272 888

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
ORGANISATION CANADIENNE D'ÉLABORATION DE NORMES D'ACCESSIBILITÉ		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses de fonctionnement 	11 786 820
5	<ul style="list-style-type: none"> Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions 	8 500 000
Total		20 286 820
PARC DOWNSVIEW PARK INC.		
1	Pour l'application de l'alinéa 101(1)b) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , augmentation de 100 000 000 \$ à 300 000 000 \$ des emprunts que la société est autorisée à contracter	1
RÉGIE CANADIENNE DE L'ÉNERGIE		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice Contributions Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	104 393 226
REGISTRAIRE DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	35 457 459
SECRÉTARIAT DE L'OFFICE DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ NATIONALE ET DE RENSEIGNEMENT		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	17 697 005
SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	7 310 085
SECRÉTARIAT DU COMITÉ DES PARLEMENTAIRES SUR LA SÉCURITÉ NATIONALE ET LE RENSEIGNEMENT		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	3 500 367
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités • Versement, à chacun des membres du Conseil privé du Roi pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> 	385 107 943
5	<p>Dépenses éventuelles du gouvernement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit • Autorisation donnée au Conseil du Trésor de payer pour diverses dépenses urgentes ou imprévues — auxquelles il n'est pas pourvu par ailleurs —, notamment pour l'octroi de nouvelles subventions ou contributions ou l'augmentation du montant de toute subvention prévue dans un budget des dépenses pour l'exercice, dans la mesure où ces dépenses sont conformes au mandat du ministère ou de l'organisme pour lequel celles-ci sont effectuées • Autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit 	1 000 000 000
10	<p>Initiatives pangouvernementales</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique 	21 073 515

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
20	<p>Assurances de la fonction publique</p> <ul style="list-style-type: none"> • À l'égard de tout ou partie de la fonction publique et de toutes autres personnes déterminées par le Conseil du Trésor, paiements effectués dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes — ou de l'administration de ces programmes ou ententes —, notamment au titre des primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses • Autorisation d'affecter tous revenus ou toutes autres sommes perçues dans le cadre des programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou d'autres ententes : <ul style="list-style-type: none"> a. pour compenser notamment les primes, contributions, avantages sociaux, frais et autres dépenses liés à ces programmes ou autres ententes; b. pour rembourser les employés admissibles, en application du paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>, pour l'excédent des primes retenues. 	<p>4 004 854 465</p>
25	<p>Report du budget de fonctionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget de fonctionnement de l'exercice précédent 	<p>3 000 000 000</p>
30	<p>Besoins en matière de rémunération</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice pour : <ul style="list-style-type: none"> a. des prestations parentales et de maternité; b. des versements liés à la cessation de service ou d'emploi; c. des rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, notamment la Gendarmerie royale du Canada, et des membres des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération. 	<p>600 000 000</p>
35	<p>Report du budget des dépenses en capital</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget des dépenses en capital de l'exercice précédent 	<p>750 000 000</p>
Total		<p>9 761 035 923</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
SÉNAT		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme, notamment les paiements liés au fonctionnement des bureaux des sénateurs et le versement d'une allocation de logement au président du Sénat au lieu de la mise à sa disposition d'une résidence • Contributions • Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités 	97 624 640
SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	197 723 732
SERVICE CANADIEN D'APPUI AUX TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 	68 848 388
SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme 	907 947 462
SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions • Autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'exercice, des activités des détenus financées par cette caisse • Autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de verser les recettes, au cours de l'exercice, à la Caisse de bienfaisance des détenus • Paiements, selon les conditions fixées par le gouverneur en conseil : <ul style="list-style-type: none"> a. aux détenus libérés aux prises avec une incapacité physique résultant de leur participation aux activités normales dans des établissements fédéraux ou pour le compte de tels détenus; b. aux personnes à charge de détenus – libérés ou non – décédés à la suite de leur participation à de telles activités. • Autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de toute province en vue, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a. de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier; b. de l'indemnisation afférente à l'entretien de ces personnes; c. du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements. • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	<p style="text-align: right;">3 227</p> <p style="text-align: right;">384 720</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital, notamment les paiements : <ul style="list-style-type: none"> a. aux corps dirigeants ou organismes autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>, au titre d'un accord visé à l'article 81 de cette loi et prévoyant la prestation de services correctionnels; b. aux organisations à but non lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités, à titre de contributions pour leurs travaux de construction respectifs. 	<p style="text-align: right;">337 357</p> <p style="text-align: right;">217</p>

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
10	<ul style="list-style-type: none"> Diminution de 11 000 000 \$ à 5 000 000 \$ du montant par lequel le total des dépenses effectuées pour le Fonds renouvelable de CORCAN, établi par le crédit 11c de la <i>Loi de crédits no 4 pour 1991-1992</i> (Service correctionnel), peut dépasser les recettes de ce fonds 	1
Total		3 564 741 938
SERVICE DE PROTECTION PARLEMENTAIRE		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de ses activités 	106 149 851
SERVICES PARTAGÉS CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses de fonctionnement Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services 	2 200 787 724
5	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses en capital Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> 	146 129 643
Total		2 346 917 367
SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas : <ul style="list-style-type: none"> a. au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>; b. dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>. 	6 363 904 082
SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société à des fins spéciales 	22 210 000
5	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société aux fins visées à l'article 31 de la <i>Loi sur la Société canadienne des postes</i> 	1 034 000 000
Total		1 056 210 000
SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement 	57 122 713
SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement 	1 307 346 411
5	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société pour le fonds de roulement 	4 000 000
10	<ul style="list-style-type: none"> • Paiements à la Société pour les dépenses en capital 	113 891 000
Total		1 425 237 411
STATION CANADIENNE DE RECHERCHE DANS L'EXTRÊME-ARCTIQUE		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses du programme • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions 	32 369 800
STATISTIQUE CANADA		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi 	724 102 650
TÉLÉFILM CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> 	162 955 591
TRIBUNAL DES ANCIENS COMBATTANTS (RÉVISION ET APPEL)		
1	<ul style="list-style-type: none"> Dépenses du programme 	20 240 594
VIA HFR - VIA TGF INC.		
1	<ul style="list-style-type: none"> Paiements à la société pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital 	597 022 518
VIA RAIL CANADA INC.		
1	<ul style="list-style-type: none"> Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion Paiements à la société pour les dépenses en capital Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi no 1 de 1977 portant affectation de crédits</i> 	1 337 761 231
Total		215 456 378 340

Tableau 428. Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits (pour l'exercice se terminant le 31 mars 2027)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège; b. les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence. 	<p style="text-align: right;">2 538</p> <p style="text-align: right;">380 582</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital 	<p style="text-align: right;">173 374</p> <p style="text-align: right;">342</p>
Total		<p style="text-align: right;">2 711</p> <p style="text-align: right;">754 924</p>
AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses de fonctionnement • Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice • Contributions • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 	<p style="text-align: right;">4 766</p> <p style="text-align: right;">162 392</p>
5	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses en capital • Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> 	<p style="text-align: right;">68 403</p> <p style="text-align: right;">091</p>
Total		<p style="text-align: right;">4 834</p> <p style="text-align: right;">565 483</p>
Total		<p style="text-align: right;">7 546</p> <p style="text-align: right;">320 407</p>

Date de modification : 2025-05-27